

ZÁPADOČESKÁ UNIVERZITA V PLZNI
FAKULTA FILOZOFICKÁ

DIPLOMOVÁ PRÁCE

La presse française - le regard critique sur la société - le mythe ou la
réalité ?

Kateřina Kotlaříková

Plzeň, 2016

ZÁPADOČESKÁ UNIVERZITA V PLZNI

FAKULTA FILOZOFICKÁ

KATEDRA ROMÁNSKÝCH JAZYKŮ

Studijní program Učitelství pro střední školy

Studijní obor Učitelství francouzštiny pro střední školy

DIPLOMOVÁ PRÁCE

La presse française - le regard critique sur la société - le mythe ou la
réalité ?

KATEŘINA KOTLAŘÍKOVÁ

Vedoucí práce : Mgr. Lucie Kratochvílová, Ph.D.

Plzeň 2016

PROHLÁŠENÍ

Prohlašuji, že jsem práci zpracovala samostatně a použila jen uvedených pramenů a literatury.

Plzeň, 1. dubna 2016

.....
vlastnoruční podpis

PODĚKOVÁNÍ

Chtěla bych tímto poděkovat Mgr. Lucii Kratochvílové, Ph.D. za odborné vedení a cenné rady při zpracování diplomové práce. S gramatickou stránkou mi pomohl Rémy Fournier, a za to bych mu chtěla také poděkovat.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1-4
1 L'HISTOIRE DU JOURNALISME FRANÇAIS.....	5-13
1.1 LE JOURNALISME.....	5-7
1.2 L'HISTOIRE DE LA PRESSE FRANÇAISE.....	7-10
1.3 LA PRESSE AUX ÉTATS-UNIS.....	10
1.4 LA PRESSE EN GRANDE-BRETAGNE.....	11
1.5 LA PRESSE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.....	11-12
1.6 CONCLUSION.....	12-13
2 LA PRESSE EN FRANCE AUJOURD'HUI.....	14-16
2.1 INTRODUCTION.....	14
2.2 LE TRAVAIL DES JOURNALISTES.....	14-15
2.3 LA PRESSE EN FRANCE AUJOURD'HUI.....	15
2.4 LA CARACTÉRISTIQUE DES JOURNAUX FRANÇAIS.....	15-16
3 MÉTHODOLOGIE.....	17-19
3.1 LA RECHERCHE.....	17
3.2 LE CLASSEMENT DES DONNÉES.....	17-18
3.3 LES MÉTHODES DE CLASSEMENT DES DONNÉES.....	18-19
4 DESCRIPTION DE LA RECHERCHE.....	20-22
4.1 LA PRÉSENTATION DES JOURNAUX ÉTRANGERS.....	20
4.2 COMMENTAIRE SUR LES TABLEAUX ET LES GRAPHIQUES.....	20-22
5 RECHERCHE.....	23-88
5.1 EUROPE.....	23-41
5.1.1 Ukraine.....	23-30
5.1.2 Grèce.....	30-33
5.1.3 Espagne.....	33-36
5.1.4 Écosse.....	36-41
5.2 INTERNATIONAL.....	41-73
5.2.1 Chine.....	41-49
5.2.2 Révolutions arabes.....	49-56
5.2.3 Centrafrique.....	56-62
5.2.4 Tunisie.....	62-65
5.2.5 États-Unis.....	65-73
5.3 SOCIÉTÉ.....	73-88
5.3.1 Migrants.....	73-77
5.3.2 Euthanasie.....	77-79
5.3.3 Légalisation du cannabis.....	79-83
5.3.4 Mariage gay.....	83-85
5.3.5 Liberté de la presse.....	85-88
CONCLUSION DE LA RECHERCHE.....	89-90
CONCLUSION.....	91-92
RÉSUMÉ.....	93
BIBLIOGRAPHIE.....	94-101
ANNEXES.....	I-XIII

INTRODUCTION

« La liberté de la presse présente des inconvénients. Mais moins que l'absence de liberté. »¹

François Mitterrand

Le 7 janvier 2015, à Paris, la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo*² a vécu un attentat.

Entre les années 2006-2015, l'affaire autour de *WikiLeaks*³, un site internet orienté sur la publication de divers documents, souvent considérés comme controversés ou secrets, bouleversait le monde entier.

Les deux affaires présentées ci-dessus diffèrent, mais elles se ressemblent l'une à l'autre. Toutes les deux peuvent être interprétées comme la lutte pour la liberté de la presse et suscitent des discussions.

Au XXI^e siècle, la démocratie écrit l'histoire moderne de nombreux pays. Les états démocratiques proposent aux gens la liberté, notamment les libertés d'expression et de pensée, de la presse sans exception. Les hommes ont besoin de pouvoir dire ce qu'ils pensent, d'avoir accès aux informations, aux opinions ; de former leurs propres avis. Mais devrait-on limiter cette liberté ? Peut-on dire où sont les frontières de la liberté d'expression ?

Pour la plupart des nations, les Français sont pris pour une nation critique. Leur presse est considérée comme plus critique que les autres (pour certains comme la plus critique au monde). Nous avons trouvé au moins quatre suppositions confirmant cette idée. Premièrement, nous citons l'avis d'Albert Camus, proposé dans son œuvre *Actuelles I, Le journalisme critique*⁴.

« D'une part, le journaliste peut aider à la compréhension des nouvelles par un ensemble de remarques qui donnent leur portée exacte à des informations dont ni la source ni l'intention ne sont toujours évidentes. [...] Il est un autre apport du journaliste au public. Il réside dans le commentaire politique et moral de l'actualité. En face des forces désordonnées de l'histoire, dont les informations sont le reflet, il peut être bon de noter, au jour le jour, la réflexion d'un esprit ou les observations communes de plusieurs esprits. »

¹ Citations, proverbes Presse. *Le Figaro* [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <http://evene.lefigaro.fr/citations/mot.php?mot=presse>.

² Histoire. *Charlie Hebdo*. [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <https://charliehebdo.fr/histoire/>.

³ *WikiLeaks*. [online] [cit. 20.1.2016] Dostupné z: <https://wikileaks.org/What-is-Wikileaks.html>.

⁴ CAMUS, A. «*Actuelles I, Le journalisme critique*» *Combat*. Galimard: La Pléiade, 1944. str. 266.

Deuxièmement, nous observons une source étrangère du FLE⁵ de l'Université d'Hongkong, proposé par Denis C. Meyer⁶ :

« Le rôle de la presse écrite dans les pays démocratiques a toujours été important, à tel point qu'on a appelé cette presse le « quatrième pouvoir », dont une des fonctions principales - à part d'informer - est d'observer de manière critique les trois autres pouvoirs : le législatif (les parlements), l'exécutif (le gouvernement) et le judiciaire (les tribunaux). En France, où le rôle de l'État dans les affaires publiques du pays a toujours été considérable, le rôle de la presse comme instrument critique du pouvoir a été d'autant plus grand. »

Finalement nous étudions deux commentaires de la presse française « vue de l'étranger »⁷ :

« Aux États-Unis, les journalistes des grandes chaînes de télévision sont plus respectés que ceux de la presse écrite. En France, c'est le contraire. Les journalistes de la presse écrite, comme ceux du "Monde" par exemple, travaillent différemment des Japonais. Ils s'attachent principalement à analyser, commenter, donner leur opinion sur tel ou tel événement ou déclaration. Parfois, ils organisent des débats dans les colonnes du journal. La moitié du contenu de vos journaux s'apparente à une revue. » (NHK, Japon)

« Il n'y a qu'en France qu'on se permet de débiter son article par une citation d'un philosophe du XVIIIe siècle. Tradition littéraire oblige. Je crois aussi que mes confrères français préfèrent commenter plutôt qu'enquêter vraiment. » (The Times, Angleterre)

D'où vient cette idée, ce fait ? Où tirent sa source les idées de l'esprit plus critique de la presse française ? Se révèlent-elles fausses ou bien sont-elles fondées sur la vérité ?

Je vais essayer de trouver les réponses dans mon mémoire. Le but de ce dernier sera de prouver ou de réfuter si la presse française propose un regard plus critique sur la société que les autres.

Nous avons choisi plusieurs termes avec les divers sens, utilisés dans différents contextes, pour le titre du mémoire - la critique, le mythe et la réalité. Nous devons

⁵ FLE = Français langue étrangère

⁶ MEYER, D. C. La presse française. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm.

⁷ MEYER, D. C. La presse française. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm.

d'abord préciser les contextes lesquels nous utiliserons dans ce mémoire. Les définitions les plus précises nous propose le *Dictionnaire de la langue française*. Il définit la critique comme un « *jugement hostile, parole ou écrit, dirigé contre quelqu'un ou contre quelque chose* »⁸. Dans ce *Dictionnaire*, le mythe est une « *construction de l'esprit qui ne repose pas sur un fond de réalité* »⁹, tandis que la réalité est « *ce qui existe en fait, chose réelle ; qui existe ou a existé effectivement* »¹⁰.

Dans la première partie du présent mémoire, la partie théorique, nous étudierons les points de départ pour la recherche. Nous ferons une étude sur l'histoire du journalisme français en nous appuyant sur l'histoire de la presse française. Nous comparerons la presse française avec les presses étrangères - des États-Unis, de l'Angleterre et de la République Tchèque. Nous tiendrons à comparer les diverses presses et essayerons de relever la suprématie en termes de liberté de l'expression des presses choisies. Ensuite nous présenterons l'époque contemporaine de la presse française, les préférences des Français et la situation du journalisme en France aujourd'hui.

Dans la deuxième partie nous analyserons trois périodiques français. Nous examinerons les éditions des trois journaux pendant un an et nous catégoriserons les articles et les thèmes les plus fréquents de divers domaines concernant la société. Nous les comparerons avec les articles des journaux anglais, américains et tchèques, afin de trouver les preuves du caractère exceptionnellement critique de la presse française, si elle existe.

Le choix des périodiques anglophones et tchèques nous proposera la comparaison avec les différents pays européens et américains.

Nous devons aussi mentionner quelques difficultés possibles de la recherche, entre autres nous devons limiter la subjectivité pendant l'analyse des sources et des articles, en essayant de faire la distinction entre les articles visant sur l'attention des lecteurs et les articles purement critiques. Nous devons rendre compte de l'effort des journalistes de captiver l'attention des lecteurs en leur proposant les articles attrayants avant tout.

Notamment, nous prendrons en considération les différences entre les mentalités des nations respectives. Chaque pays a son histoire et son évolution de la presse, chaque

⁸*Dictionnaire de la langue française: lexis* / [direction de Jean Dubois] . - Éd. rev. et corr. . - Paris: Larousse, 1991. str. 468.

⁹ *Ibid.* , str. 1216.

¹⁰ *Ibid.*, str. 1588.

presse est caractéristique et nous devons respecter les différences entre les presses particulières, notamment leurs différents combats avec la censure et les restrictions de la liberté d'expression. Nous présenterons les caractéristiques spécifiques de chaque quotidien choisi, de même que l'histoire des presses particulières de chaque pays, afin de comparer les différences et les points communs entre les journaux choisis.

Nous devons aussi prendre en considération la possibilité de la présence de lecture « entre les lignes », les critiques cachées derrière les termes idiomatiques, les clichés ou les stéréotypes typiques pour les nations ; leur regard traditionnel sur le monde et sur la société. Nous essayerons d'analyser les articles de manière profonde en cherchant les opinions spécifiques et caractéristiques pour chaque journal.

1 L'HISTOIRE DU JOURNALISME FRANÇAIS

1.1 LE JOURNALISME

L'Encyclopédie Larousse définit le journalisme comme « *ensemble des activités se rapportant à la rédaction d'un journal ou à tout autre organe de presse écrite ou audiovisuelle (collecte, sélection, mise en forme de l'information); profession du journaliste* »¹¹ ou « *manière d'écrire, de présenter les événements, propre aux journalistes* ». ¹²

Le Dictionnaire de la langue française¹³ définit le journalisme comme la « *profession de ceux qui écrivent dans les journaux, qui participent à la rédaction d'un journal (écrit, parlé, télévisé, filmé)* » ou le « *style, manière d'écrire propre aux journalistes* ».

Ces définitions sont plus vastes, elles décrivent l'essentiel du journalisme d'une manière très générale. Pour avoir la définition plus détaillée, nous devons observer les différentes idées de plusieurs auteurs qui étudient le journalisme et qui nous offrent un regard beaucoup plus complexe. Mais ces idées peuvent soulever des questions, auxquelles nous essayerons de répondre.

Après les attaques contre la rédaction du journal Charlie Hebdo, le Centre d'Art Contemporain DOX avait organisé une exposition « Journal (ir)responsable ». À l'occasion de cette exposition, le Centre avait publié un prospectus qui caractérise le journal Charlie Hebdo : « *Le journal satirique français Charlie Hebdo, lancé dans les années 1960, réagit aux sujets les plus variés par le biais de caricatures. Autoritarisme, militarisme, racisme, actualité, politique, religion ou terrorisme, sa position est toujours critique. Rien n'est intouchable, rien n'est saint.* »¹⁴ et aussi le journalisme français : « *Charlie Hebdo est tributaire d'un héritage particulièrement riche dans l'histoire française. Depuis les écrits de François Rabelais, le père des géants Gargantua et Pantagruel, la France a produit de nombreux écrivains et artistes*

¹¹ Dictionnaire français – Dictionnaires Larousse français monolingues et bilingues en ligne. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/journalisme/45040?q=journalisme#44991>.

¹² Dictionnaire français – Dictionnaires Larousse français monolingues et bilingues en ligne. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/journalisme/45040?q=journalisme#44991>.

¹³ *Dictionnaire de la langue française: lexis* / [direction de Jean Dubois] . - Éd. rev. et corr. . - Paris: Larousse, 1991. str. 1000.

¹⁴ Prospectus *Journal (Ir)responsable*. Centre d'Art Contemporain DOX. Publié a l'occasion de l'exposition JOURNAL (IR)RESPONSABLE 28.01. - 09.03.2015.

à l'humour acerbe, grivois, irrévérencieux et subversif. »¹⁵

Les premiers journalistes étaient des anciens écrivains, ce que confirme Pierre Albert : « *Les grands noms du journalisme français ont été, et sont encore souvent, des polémistes, des essayistes ou des hommes de lettres.* »¹⁶ et aussi Denis C. Meyer : « *Ce n'est pas un hasard si de nombreux journalistes sont aussi des écrivains.* »¹⁷

Nous pouvons conclure les citations présentées ci-dessus en soulignant un cliché particulier proposé par certains pays, celui d'interpréter le journalisme français comme critique en se tenant sur la tradition de la littérature française, très souvent caractérisée comme spécifiquement critique. Même si les premiers journalistes étaient des écrivains ou des hommes de lettres, nous ne pouvons pas identifier la littérature avec le journalisme, le travail des écrivains et le travail des journalistes. La tradition du journalisme français est formée de différentes sources, non uniquement de la tradition littéraire.

Pierre Albert constate que « *le journalisme est toujours le reflet de la culture, du régime politique et des besoins d'une société : façonné par l'histoire, [le journalisme français] il est finalement très traditionnel, même si les journalistes, reconnaissent mal ce que leurs recettes doivent au passé, leur vision du monde étant plus prospective que rétrospective.* »¹⁸

Dans son ouvrage *La presse française*¹⁹ il déclare pourtant « *ce goût naturel du journalisme français pour le jugement et l'analyse subjective et son relatif mépris pour le témoignage « objectif»*²⁰. Il l'explique par deux raisons essentielles. La première concerne la visée littéraire des auteurs des articles, en se concentrant sur le fait que les premiers rédacteurs étaient originaires des littérateurs ; la seconde s'attache à l'histoire : la liberté de l'activité des journalistes était très souvent limitée par les différents gouvernements, l'État est devenu « *la principale source de nouvelles* »²¹. En conséquence, la presse française commençait à critiquer les informations officielles, plutôt que de chercher ses propres nouvelles.

¹⁵ Prospectus *Journal (Ir)responsable*. Centre d'Art Contemporain DOX. Publié à l'occasion de l'exposition JOURNAL (IR)RESPONSABLE 28.01. - 09.03.2015.

¹⁶ ALBERT, P. *La presse française*. Paris: La documentation française, 1990. ISBN 978-2-11-004010-7. str. 39.

¹⁷ MEYER, D. C. *La presse française*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm.

¹⁸ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 37.

¹⁹ *Ibid.*, str. 38.

²⁰ *Ibid.*, str. 38-39.

²¹ *Ibid.*, str. 39.

Pierre Albert ajoute aussi qu' « *il est caractéristique que, depuis l'Ancien Régime jusqu'à nos jours, les journalistes français ont assimilé la liberté de presse à la liberté d'expression et se sont bien peu préoccupés de la liberté d'investigation ou d'accès aux sources* »²².

Denis C. Meyer caractérise le travail des journalistes français dans son article *La presse française*²³. D'abord, les journalistes ont commenté les informations obtenues de sources officielles, habituellement de manière critique. Après la déclaration de la souveraineté de la presse, le regard critique reste le même. L'opinion, la manière d'exprimer ses idées et le commentaire des journalistes, également la qualité littéraire des articles, étaient considérées comme plus importantes que l'information elle-même. Il ajoute que « *Le lecteur cherche même la subjectivité de l'auteur d'un article, son opinion, sa capacité à convaincre par des arguments bien organisés.* »²⁴

La conclusion des citations présentées ci-dessus peut être celle-ci : la presse française a toujours souligné le style d'écriture des articles, leur caractère littéraire. Tout aussi importante s'avérait néanmoins l'originalité des idées proposées par les journalistes.

En nous concentrant sur l'idée proposée par notre prospectus de l'exposition concernant le journal Charlie Hebdo, l'idée que le journalisme français est caractéristique exclusivement et traditionnellement par son regard critique formé à travers l'histoire de la littérature française et de la liberté d'expression, nous devons nous poser quelques questions. Est-ce que le journalisme et la presse français étaient plus libres que les presses d'autres pays européens ? Étaient-ils libres plus tôt ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans les sous-chapitres suivants.

1.2 L'HISTOIRE DE LA PRESSE FRANÇAISE

L'importance de l'histoire de la presse pour la compréhension de son présent est indispensable, comme le souligne Pierre Albert : « *On ne saurait comprendre la presse française sans se référer à son passé.* »²⁵

Les premiers pas de la presse française sont marqués par le combat pour la

²² *Ibid.*, str. 38-39.

²³ MEYER, D. C. La presse française. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm.

²⁴ MEYER, D. C. La presse française. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm.

²⁵ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 151.

liberté d'expression. Selon la revue *L'Histoire*²⁶, c'était Malesherbes qui pour la première fois a proposé l'idée de la liberté de la presse. En 1758, il recommandait de garder la censure seulement pour les travaux visés sur la religion et la monarchie. Après lui, c'étaient les Lumières qui soutenaient la pensée tolérante.

Pendant le XVIII^e siècle, les journaux littéraires ont succédé avec leur style des gazettes, c'était le début d' « *une longue période de relations à la fois étroites, paradoxales, conflictuelles entre la presse et la littérature, et consacra la critique comme un genre essentiel du journalisme.* »²⁷

Christian Delporte suggère trois facteurs qui ont profondément marqué le journalisme français : « *Du XVII^e siècle au Seconde Empire s'affirmèrent trois tendances qui pesèrent lourd dans l'histoire du journalisme. D'abord, la presse recruta ses rédacteurs parmi les hommes de lettres, écrivains célèbres ou littérateurs besogneux. Ensuite, le combat pour la liberté lia durablement les journaux à l'engagement politique. Enfin, la période forgea au journaliste une odieuse réputation de malhonnêteté et de médiocrité qui attira sur lui le plus grand mépris, et le poursuivit bien au-delà du XIX^e siècle.* »²⁸

Non seulement la revue *L'Histoire*²⁹, mais encore *La Presse*³⁰ indiquent la valeur importante de la Révolution française pour la liberté du journalisme. Depuis que l'Assemblée discutait sur la liberté d'opinion et de la presse, le 24 août 1789, les choses se mettaient en mouvement. L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (26 août 1789) développe d'avantage la liberté de la presse. Adjutor Rivard décrit cet acquis ainsi : « *La liberté de la presse continua d'être proclamée dans les diverses constitutions que la France se donna.* »³¹

Selon Christian Delporte : « *Comme au siècle dernier, le journal était encore l'œuvre d'un homme seul, sollicitant les auteurs, rassemblant et publiant des articles de collaborateurs éminents, amateurs éclairés, tirant leurs revenus d'activités diverses.* »³²

La situation changeait après 1792. La période de la Terreur a mis la presse sous

²⁶ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 43.

²⁷ PELLATON, M. ; JAUBERT, J-P. *Histoire de la presse écrite*. Éditions P.E.M.F., Periscope, ISSN-0298-9034. Cannes: Publications de l'École Moderne française, 1990. str. 7

²⁸ DELPORTE, CH. *Histoire du journalisme et des journalistes en France*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1995. str. 5.

²⁹ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 44.

³⁰ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 11.

³¹ RIVARD, A. *De la liberté de la Presse*. Québec: Librairie Garneau, Itée Editeurs, 1923. str. 15.

³² DELPORTE, CH. *op. cit.*, str. 10.

la surveillance, elle a interdit plusieurs journaux en poursuivant et exécutant les journalistes. La courte période du Directoire renouvelait petit à petit la liberté des journaux, mais en les munissant d'un timbre fiscal. Au cours du siècle suivant, les journalistes doivent se battre pour une plus grande liberté de la presse.

Dès 1800, Napoléon Bonaparte « *muselle la presse et la librairie afin de contrôler l'opinion.* »³³. De 1815 à 1848, après l'acceptation de la présence de Parlement, la monarchie constitutionnelle renouvelait les débats politiques et la possibilité d'exprimer l'opinion publique « *dans et par la presse* »³⁴.

La presse était complètement libérée en 1848, pendant la II^e République. En effet, cette liberté n'était pas de longue durée, par suite du règne de Louis-Napoléon Bonaparte, qui rétablissait la censure. Dans le courant des années 1860, Napoléon III restituait son Empire et la presse.

Dans l'Histoire du journalisme, Christian Delporte décrit la situation de la presse à la fin du XIX^e siècle, qui était plus libre que pendant la règne de Napoléon III. Mais en même temps les journalistes étaient plus limités par leurs propres journaux : « *La fin du XIX^e siècle amplifia les changements amorcés dès le Second Empire dans la presse. Elle amena de considérables transformations dans l'activité et le statut professionnel des journalistes, désormais moins autonomes. Par ailleurs, les grands quotidiens d'information favorisèrent l'émergence d'une forme nouvelle du journalisme : le reportage.* »³⁵

La liberté d'expression était assurée par la III^e République. La loi du 29 juillet 1881, loi sur la liberté de la presse, « *garantit la liberté de publication et de diffusion des écrits. La presse française est donc protégée par la loi la plus libérale du monde.* »³⁶

Adjutor Rivard caractérise cette loi comme « *une loi pénale, de police et de procédure, qu'elle laisse intactes les règles du droit commun sur la responsabilité de la presse et qu'elle ne prive les personnes diffamées ou injuriées d'aucun des recours auxquels le droit civil donne ouverture.* »³⁷

De 1914 à 1945, la presse française a vécu la censure de nouveau. En plus, elle devenait le médiateur pour les militaires et leur propagande. La situation changeait avec

³³ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 11.

³⁴ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 12.

³⁵ DELPORTE, CH. *op. cit.*, str. 18.

³⁶ *Ibid.*, str. 26.

³⁷ RIVARD, A. *op. cit.*, str. 21.

la période de la Libération qui a favorisé la presse de nouveau.

Pour conclure nous pouvons remarquer, comme le constate Patrick Eveno, que la « *Liberté de la presse et démocratie sont consubstantielles, car la corrélation joue dans les deux sens : plus la presse est libre, plus le niveau de démocratie est élevé, et plus la démocratie s'accroît, plus la presse acquiert sa liberté.* »³⁸

« *La liberté d'expression est une valeur de combat, un combat contre la censure et le despotisme. [...] On ne s'en prend pas aux personnes, on ne s'attaque qu'aux idées, avec des arguments qui ne menacent pas l'intégrité physique des adversaires.* »³⁹

1.3 LA PRESSE AUX ÉTATS-UNIS

Même si la presse apparut aux États-Unis après son apparition en Europe, dès la moitié du XVIII^e siècle, les « *Provinces-Unies* »⁴⁰ tiennent toujours l'état des choses d'un pays « *de la liberté de la presse sans qu'aucun texte n'en définisse le droit.* »⁴¹

Les premiers pas de la presse américaine se dirigent vers la Grande-Bretagne, grâce à la liaison entre l'Angleterre et les colonies de peuplement. Dès 1662, l'année où se date le premier périodique anglais, jusqu'à 1704, l'année débutante pour les premiers journaux américains.

Claude-Jean Bertrand dans *Les médias aux États-Unis*⁴² donne l'accent au fait qu' « *en 1776, les colonies déclarèrent leur indépendance et un État, la Virginie, devint le deuxième au monde, après la Suède, à proclamer le droit à la liberté de la presse dans sa constitution.* »⁴³

La situation a changé pour tous les États avec la *Déclaration des droits des États-Unis* et le I^{er} amendement, en 1791. Ce changement « *garantit qu'aucune publication, aussi scandaleuse soit-elle, ne peut être censurée* »⁴⁴ et déclare de même que « *Le Congrès ne fera aucune loi concernant l'établissement d'une religion ou en interdisant le libre exercice ; ou restreignant la liberté de parole et de la presse ; ou le*

³⁸ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 102-103.

³⁹ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 3.

⁴⁰ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 42.

⁴¹ *Ibid.*, str. 42.

⁴² BERTRAND, C-J. *Les médias aux États-Unis*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1974. str. 8.

⁴³ *Ibid.*, str. 8.

⁴⁴ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 40.

droit du peuple à s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au Gouvernement pour une réparation de ses torts. »⁴⁵

1.4 LA PRESSE EN GRANDE-BRETAGNE

La première révolution anglaise (1641-1649) était l'impulsion pour la liberté de la presse, le revirement de la censure a pour l'effet « *une nouvelle effervescence de publications pour et contre le pouvoir royal et l'Église anglicane.* »⁴⁶

Après 1649, avec Oliver Cromwell, des changements arrivent. Seul périodique peut exister, grâce au monopole de Marchaumont Nedham et son « *The Publik Adviser* »⁴⁷ en 1657. Dans la suite de sa mort, en 1658, le combat entre les législateurs et les journalistes commença. Plusieurs lois apparurent, le *Licensing Act* (1662), qui contrôla rigoureusement la presse ; le *Bill of Rights* (1689), qui inflige la liberté de la presse sans tenir compte du pouvoir législatif ; et le *Stamp Act* (1712), qui obligea un timbre sur les annonces.

Adjutor Rivard a un penchant pour l'idée que « *Malgré le caractère libéral des institutions et des lois anglaises, on reconnaît que la liberté de la presse en Angleterre n'existe vraiment que depuis 1870. Aucune disposition de l'autorité législative ne l'a cependant consacrée.* »⁴⁸. Il ajoute aussi qu' « *Aujourd'hui, donc, en vertu de la common law et conformément à ce que demande le régime des institutions représentatives, la presse est libre en Angleterre : elle n'est soumise à aucune mesure préventive.* »⁴⁹

1.5 LA PRESSE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pendant l'époque des Lumières, le besoin d'informer la population qui est « *au centre des intérêts des Lumières patriotiques tchèques* »⁵⁰ donne courage de publier immédiatement et de développer le journalisme « *au sens le plus large du mot* ». ⁵¹ Nous pouvons citer entre autres les « *Poštovské noviny* » et « *Nový kalendář tolerancí* » de

⁴⁵ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 19-20.

⁴⁶ Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. str. 40.

⁴⁷ BERTRAND, C-J. *Les médias en Grande-Bretagne*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1998. str. 9.

⁴⁸ RIVARD, A. *op. cit.*, str. 22.

⁴⁹ *Ibid.*, str. 22.

⁵⁰ VOISINE-JECHOVÁ, H. *Histoire de la littérature tchèque*. Fayard, 2001. str. 253.

⁵¹ *Ibid.*, str. 253.

Matěj Václav Kramerius, « *destiné explicitement à la population aussi bien catholique que protestante* »⁵². En 1790 il crée une maison d'édition « *Česká expedice* »⁵³.

À l'époque du romantisme, en 1848, le journalisme politique, social et culturel se développe beaucoup, et est présenté par F. L. Čelakovský⁵⁴. K. H. Borovský « *prône le programme d'un libéralisme national hostile aussi bien au traditionalisme du gouvernement autrichien, qu'au radicalisme révolutionnaire* »⁵⁵, grâce à la revue « *Česká včela* », le journal indépendant « *Národní noviny* » ou l'hebdomadaire satirique « *Šotek* »⁵⁶. Nous pouvons remarquer la satire et le commentaire socioculturel chez František Matouš Klácel ou Josef František Smetana.⁵⁷

À cette époque, Jakub Arbes a « *exprimé de façon presque provocante la polyvalence contradictoire de son époque de même que les tendances opposées qui agitent alors la société tchèque* »⁵⁸.

Après 1945, la libération politique donne naissance à un journalisme plus objectif et le reportage devient un genre littéraire. Les romanciers peuvent grâce aux revues réagir immédiatement aux événements politiques et sociales, et ils peuvent s'adresser à un public large.⁵⁹ « *Les commentaires éthiques adressés au public en guise d'avertissement ou d'invitation au dialogue* » se présentent dans les essais et les études philosophiques.⁶⁰

1.6 CONCLUSION

La *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* de 4 novembre 1950 spécifie : « *Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.* »⁶¹

Il apparaît clairement que les journalistes ont toujours essayé de gagner la liberté d'expression et l'indépendance d'opinion sur l'état ou le gouvernement ; de combattre

⁵² VOISINE-JECHOVÁ, H. *Histoire de la littérature tchèque*. Fayard, 2001. str. 253.

⁵³ *Ibid.*, str. 254.

⁵⁴ *Ibid.*, str. 317.

⁵⁵ *Ibid.*, str. 317.

⁵⁶ *Ibid.*, str. 317.

⁵⁷ *Ibid.*, str. 319.

⁵⁸ *Ibid.*, str. 346.

⁵⁹ *Ibid.*, str. 639.

⁶⁰ *Ibid.*, str. 669.

⁶¹ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 25.

la censure et l'impossibilité d'offrir les informations aux lecteurs à travers du monde.

En résumant tous les faits historiques donnés ci-dessus, de toute évidence, la presse française ne peut pas être considérée comme la première qui était libre parmi toutes les presses de tous les pays. Également, la presse française a passé en loi plus tard que la presse aux États-Unis, en Grande Bretagne ou en Suède. Tandis qu'en République Tchèque nous ne pouvons pas dire exactement quand et si la presse était libéralisée ou codifiée.

Par contre, les efforts de définir le droit de l'expression libre ont eu plus de succès en France. Selon les informations présentées dans tout le premier chapitre, nous pouvons dire que la France seule a codifié non seulement la liberté de la presse et d'expression libre, mais encore la manière de la punition contre les détournements de cette loi ou contre les restrictions limitant cette liberté.

2 LA PRESSE EN FRANCE AUJOURD'HUI

2.1 INTRODUCTION

Pierre Albert dans son œuvre *La presse française*⁶² distingue quatre types du journalisme en France.

D'abord il présente un style fidèle à ses racines historiques, le « journalisme de chronique », qui « *n'a que des rapports fort ténus avec l'actualité* »⁶³ et qui se rapproche au style littéraire plus qu'au style journalistique.

Ensuite il décrit le « journalisme de transmission », le style le plus fréquent parmi les journalistes. Les informations sont transmises avec l'aide des agences de presse et en lisant les sources diverses ; qui « *apportent dans les rédactions une masse de textes toujours largement supérieure à ce qu'il leur est possible de publier.* »⁶⁴

À la suite, Pierre Albert définit le « journalisme de reportage » qui « *fait du journaliste un témoin qui rapporte les faits ou expose les situations* »⁶⁵ et qui est considéré comme le plus attirant pour les journalistes.

Enfin, il ajoute le « journalisme de commentaire » et le présente comme « *la forme la plus prestigieuse, qui tend à la fois à exprimer les opinions et à formuler des jugements ou des critiques* »⁶⁶

En tenant compte des citations présentées dans notre introduction, ce dernier type, le journalisme de commentaire, sera celui qui nous intéresse pour notre recherche analytique des journaux français. Comme nous avons déjà mentionné, les hommes caractérisent très souvent les journalistes français par leur préférence de commenter les événements plutôt que donner les simples informations aux lecteurs.

2.2 LE TRAVAIL DES JOURNALISTES

Même si certains hommes regardent les journalistes et leur travail comme critiques, irrespectueux ou incompetents, les journalistes eux-mêmes suivent les règlements de leur travail.

En France, il existe une « Charte des devoirs professionnels des journalistes français » de l'année 1918 (est refondue en 1938), laquelle donne « *les conditions*

⁶² ALBERT, P. *op. cit.*, str. 51-52.

⁶³ *Ibid.*, str. 51-52.

⁶⁴ *Ibid.*, str. 51-52.

⁶⁵ *Ibid.*, str. 51-52.

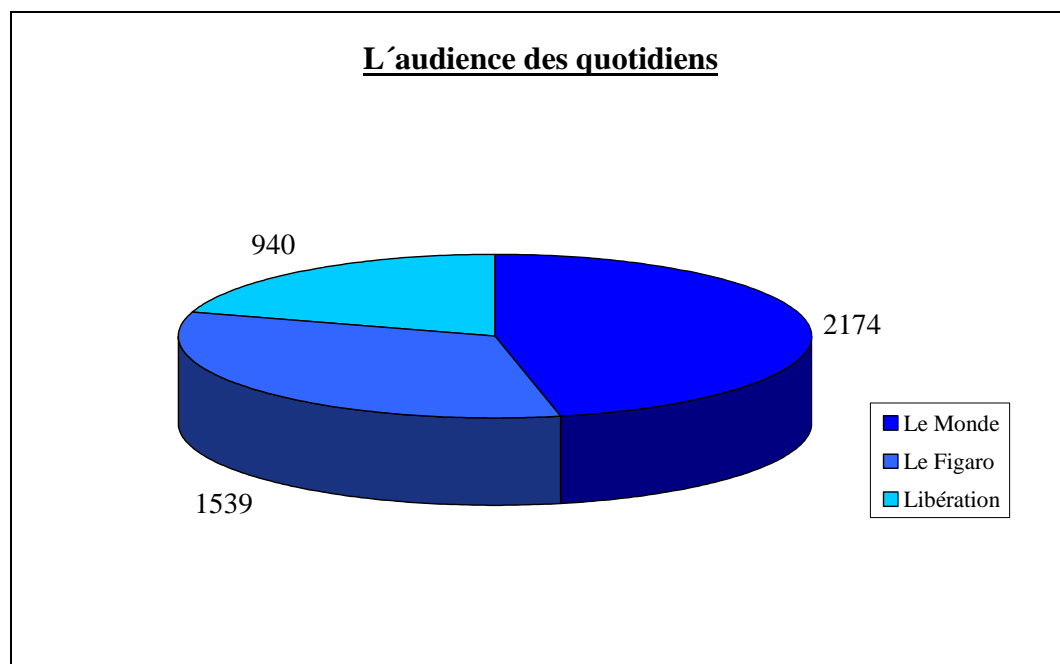
⁶⁶ *Ibid.*, str. 51-52.

nouvelles d'exercice du métier et les responsabilités des informateurs modernes »⁶⁷.
Pour le texte intégral, voir l'annexe n. 1 (à la page I).

2.3 LA PRESSE EN FRANCE AUJOURD'HUI

Selon les résultats d'audience de la presse en France sur la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 d'*AudiPresse*⁶⁸, 96 % de la population française lit la presse chaque mois, soit 49,5 millions de personnes (49 498 milliers de lecteurs chaque mois en 2014) ; dont 63 % de la population âgée de 15 ans lit au moins un titre de presse chaque jour, soit 32,8 millions de lecteurs.

L'audience des quotidiens choisis pour la recherche dans ce mémoire en 2014 est présentée dans ce graphique (nombre de lecteurs en milliers) :



Source : Données d'Audipresse One 2014/2015

2.4 LA CARACTÉRISTIQUE DES JOURNAUX FRANÇAIS

Nous avons choisi pour notre analyse trois journaux français les plus lus : *Le Figaro*, *Libération* et *Le Monde*. Voir ci-dessous une brève présentation de ces derniers.

⁶⁷ *Ibid.*, str. 56.

⁶⁸ AudiPresse: Résultats One. *Étude ONE 2014/2015*. Copyright AudiPresse [online] [cit. 24.3.2016]
Dostupné z: <http://www.audipresse.fr/node.php?id=1220&elementid=2146>.

Le Figaro, fondé en 1826⁶⁹, peut être considéré comme le plus ancien des journaux français. Depuis 1866, il sort chaque jour. Ce journal tient une tendance libérale et influence les cadres, les économistes et les décideurs.⁷⁰

Libération est née le 22 mai 1973 comme feuille de contestation gauchiste.⁷¹ Il se distingue par son « *ton provocateur et libertaire, l'usage des jeux de mots dans ses titres et une iconographie originale.* »⁷²

Le Monde, fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry⁷³, est le journal de référence d'un lectorat intellectuel et des politiciens. Il est considérablement respecté en France, également à l'étranger, pour « *son exhaustivité, sa rigueur dans le traitement de l'information et sa présentation.* »⁷⁴

⁶⁹ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 52.

⁷⁰ MEYER, D. C. *Les portraits de presse*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_portraits_de_presse.htm.

⁷¹ ALBERT, P. *op. cit.*, str. 52.

⁷² MEYER, D. C. *Les portraits de presse*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_portraits_de_presse.htm

⁷³ MEYER, D. C. *Les portraits de presse*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_portraits_de_presse.htm

⁷⁴ MEYER, D. C. *Les portraits de presse*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_portraits_de_presse.htm

3 MÉTHODOLOGIE

Avant l'analyse elle-même, il faut définir la méthodologie utilisée pendant la recherche. Tout d'abord nous avons récupéré les données, ensuite nous les avons traités statistiquement et finalement nous les avons commenté.

3.1 LA RECHERCHE

Premièrement, nous avons étudié tous les périodiques pendant une année. Nous avons procédé systématiquement en commençant par les journaux français, puis nous avons étudié les journaux étrangers.

En premier lieu, nous avons fait une étude des pages de titre pour que nous puissions trouver les thèmes les plus fréquents de tous ces derniers.

En deuxième lieu, nous avons créé la liste de 20 sujets les plus fréquents qui étaient présentés « à la Une ».

En troisième lieu, nous avons observé les éditoriales et les articles particuliers dans les rubriques concentrées sur le commentaire et l'évaluation des thèmes choisis. L'étude était réalisée chronologiquement, du 1^{er} janvier 2014 au 31^e décembre 2014.

Finalement, nous avons examiné les autres périodiques, l'un de la Grande-Bretagne, l'autre des États-Unis, et l'un de la République Tchèque. Nous avons choisi ces trois journaux étrangers selon leur audience dans le pays, en évitant les hebdomadaires ou les tabloïdes. Nous avons suivi les sujets repérés dans les « Unes » de tous les journaux français. Nous avons essayé de comparer les idées particulières sur chaque thème et soit confirmer soit réfuter la problématique posée dans l'introduction.

Pour les raisons de cohérence du texte de ce mémoire, nous avons décidé de traduire les citations des journaux étrangers en français, en citant leurs textes originaux en Annexes (voir les pages V – XIII).

3.2 LE CLASSEMENT DES DONNÉES

Deuxièmement, nous avons traité les données obtenues pendant la recherche. La liste des thèmes les plus fréquents est visualisée dans un tableau (voir p. 18), les dix premiers sujets sont mis en graphiques (voir les annexes n. 2 – 4, pages II - IV).

Les données obtenues pendant l'analyse des articles sont présentées en forme des citations et des notes suivies par le commentaire. Nous avons choisi les extraits confirmant ou réfutant les théories présentées au début du mémoire. Nous avons étudié tous les articles concernant les sujets choisis et pour la simplification de la présentations

des opinions particuliers, nous avons repéré les opinions les plus fréquentes, représentées par les citations proposées dans ce mémoire.

Il faut noter qu'il est difficile de décrire la critique objectivement, car pour chaque personne la définition de la critique peut être différente. Nous essayons de suivre la définition proposée dans notre Introduction.

L'analyse est divisée en trois parties essentielles selon les thèmes repérés dans les journaux français.

La première partie contient les articles concernant l'Europe, concrètement l'Ukraine, la Grèce, l'Espagne et l'Écosse. Nous observerons les thèmes actuels de l'année 2014, c'est-à-dire l'abdication du roi espagnol ou la crise financière de la Grèce.

La deuxième partie se concentre sur le monde entier et touche les événements politiques chinoises, arabes ou africaines, comme par exemple les révolutions arabes ou l'intervention française en Afrique.

La troisième partie lie les thèmes sociaux de tous les pays, comme ainsi le problème des migrants, la légalisation du cannabis ou le mariage gay.

3.3 LES MÉTHODES DE CLASSEMENT DES DONNÉES

Nous avons présenté certaines données statistiquement. Nous avons utilisé les divers types de graphique, présentés ci-dessous.

Le but d'analyse des données est de rendre accessible les données de façon graphique, en table et par le calcul des différentes caractéristiques statistiques de sorte que leurs propriétés statistiques soient bien évidentes ; et de permettre la comparaison des différents sous-groupes des données et des catégories soit donné à l'avance soit créé au cours de l'analyse elle-même.⁷⁵

La manière la plus courante est l'analyse graphique. Le point de départ élémentaire pour le traitement statistique des données, pour la trouvaille des questions correctes et la formulation d'hypothèses sur les causes du problème observé, est la stratification des données soi-disant, c'est-à-dire le classement des données selon les caractéristiques importantes de façon que les données soient plus homogènes.⁷⁶

Les données nominales et ordinales sont projetées de plusieurs manières en dépendance du nombre et du type des catégories d'un attribut raisonné. Nous utilisons

⁷⁵ HENDL, J. *Přehled statistických metod: Analýza a metaanalýza dat*. Portál, Praha: 2009. str. 91.

⁷⁶ BUDÍKOVÁ, M., KRÁLOVÁ, M., MAROŠ, B. *Průvodce základními statistickými metodami*. Grada, Praha: 2010. str. 141.

comme les moyens représentant les tableaux avec les pourcents et les diagrammes de cercle ou de colonnes.⁷⁷

L'histogramme présente la projection graphique de la disposition par intervalles des fréquences de la quantité observée. C'est un graphique composé des rectangles construits au-dessus des intervalles de triage, pendant que le contenu de chaque rectangle est égal de la fréquence relative de l'intervalle de triage l'appartenant. A l'aide de l'histogramme nous obtenons l'avis sur la variance des valeurs de la quantité observée ou l'estimation de la forme de la disposition.⁷⁸

⁷⁷ HENDL, J. *op. cit.*, str. 93.

⁷⁸ BUDÍKOVÁ, M., KRÁLOVÁ, M., MAROŠ, B. *op. cit.*, str. 144.

4 DESCRIPTION DE LA RECHERCHE

4.1 LA PRÉSENTATION DES JOURNAUX ÉTRANGERS

Pour la comparaison d'articles dans les journaux français, nous avons choisi un journal représentant la République Tchèque, *Mladá Fronta DNES* ; un journal britannique *The Daily Telegraph* ; et un journal américain *The New York Times*. Dans les lignes suivantes, nous présenterons une brève histoire de tous les quatre journaux.

Le journal *Mladá Fronta DNES* a été considéré comme le « best-seller » de tous les jours dans le pays jusqu'à ce qu'il ait été dépassé en 2002 par le tabloïde *Blesk*. Il est issu d'un document de restauration avant 1989 pour l'aile jeune du parti communiste. Aujourd'hui il est un quotidien indépendant de style occidental visant à un lectorat général.⁷⁹

The Daily Telegraph est un journal quotidien publié à Londres et généralement représenté, avec *The Times* et *The Guardian*, comme l'un des trois grands « journaux de qualité » en Grande-Bretagne. Fondé en 1855, le journal a toujours combiné un niveau élevé de rapports avec la sélection d'articles de fond intéressant et la présentation éditoriale. Il adopte une approche prudente de la classe moyenne aux nouvelles complètes.⁸⁰

The New York Times est le journal du matin quotidien publié à New York, considéré comme un des grands journaux du monde entier. « *The Times* » a été créé en 1851 en tant que « document de penny », qui permettrait d'éviter le sensationnalisme et rapporter les nouvelles de façon sobre et objective. Il jouit d'un succès dès ses éditeurs fixent un modèle pour l'avenir, en faisant appel à une culture, et au lectorat intellectuel au lieu d'un public de masse.⁸¹

4.2 COMMENTAIRE SUR LES TABLEAUX ET LES GRAPHIQUES

Nous avons repéré 20 thèmes qui apparaissaient dans la Une des 3 journaux français pendant l'année 2014. Nous avons centré notre attention aux articles visant les thèmes marquants l'année 2014. Cette recherche nous a permis de comparer les journaux particuliers selon l'importance des thèmes pour chaque quotidien. Au vu des

⁷⁹ The press in the Czech Republic. *BBC News*. [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4068647.stm>. Traduit et rédigé par l'auteur.

⁸⁰ The Daily Telegraph. *Encyclopædia Britannica*. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.britannica.com/topic/The-Daily-Telegraph>. Traduit et rédigé par l'auteur.

⁸¹ The New York Times. *Encyclopædia Britannica*. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.britannica.com/topic/The-New-York-Times>. Traduit et rédigé par l'auteur.

informations recueillies, nous pouvons observer la présence de l'orientation politique de chaque journal, mais aussi la neutralité de chaque périodique.

Avec l'aide du site internet Europresse.com⁸² nous avons compté tous les articles contenant les mots clés liés aux nos thèmes repérés et nous avons classé les données dans un tableau (voir ci-dessous) en ligne descendante, en rangeant les journaux par ordre alphabétique.

Les thèmes repérés « à la Une » des quotidiens

Numéro	Thème	Quotidien		
		<i>Le Figaro</i>	<i>Libération</i>	<i>Le Monde</i>
1.	Chine	1865	670	2993
2.	Ukraine	1724	791	1825
3.	Syrie	1162	691	1655
4.	Irak	1152	567	1473
5.	Israël	783	528	1130
6.	États-Unis (Barack Obama)	750	305	1179
7.	Grèce	439	259	873
8.	Gaza	437	321	623
9.	Mali	400	249	451
10.	Centrafrique	335	176	232
11.	Écosse	263	143	374
12.	Tunisie	212	151	403
13.	Migrants	204	177	428
14.	Euthanasie	174	84	89
15.	Soudan	172	99	317
16.	Espagne	107	54	137
17.	Légalisation du cannabis	103	120	183
18.	Mariage gay	78	112	178
19.	Rwanda	66	85	169
20.	Liberté de la presse	21	38	67

Source : *Europresse.com*

Nous constatons avec intérêt que pour tous les trois quotidiens, nous pouvons souligner les mêmes thèmes principaux placés sur les premières trois positions – la Chine, la Syrie et l'Ukraine. Au contraire, chaque journal propose un nombre différent d'articles représentatifs de ces thèmes.

Pour *Le Monde*, nous avons compté plus de 2900 articles concernant la Chine, tandis que *Le Figaro* observe la problématique dans 1865 articles. En ce qui concerne

⁸² *Europresse*. [online] [cit. 1.4.2016] Dostupné z: www.europresse.com.

Libération, nous trouvons le nombre d'articles plus bas – 670. Pour ce quotidien, le thème principal est l'Ukraine, laquelle dans *Le Figaro* et *Le Monde* occupe deuxième place.

Se fondant sur ces données nous avons pu constater que pour *Le Monde*, le journal présenté dans notre mémoire comme neutre, et pour *Le Figaro*, le quotidien représentant la parti droite, il est important de référer sur les événements mondiales, à l'inverse de *Libération*, le journal représentatif de la gauche, qui donne l'importance plutôt aux événements européens.

Pour que les données soient plus claires, nous incluons les graphiques pour les dix premiers thèmes de chaque journal français (voir annexes n. 2 – 4, page II – IV), afin que chaque lecteur puisse choisir sa préférence pour les infographies, soit un tableau, soit un graphique. Les graphiques nous proposent la comparaison plus claire du nombre d'articles de chaque journal et nous montrent l'ordre des thèmes selon leur importance pour les quotidiens choisis.

Pour des raisons de clarté, nous avons décidé de classer les thèmes en plusieurs catégories – l'Europe, l'International et la Société. La subdivision plus détaillée apparaît dans les chapitres suivants.

5 RECHERCHE

5.1 EUROPE

Introduisons maintenant les premiers sous-chapitres. Le premier sous-chapitre s'intéresse à l'Ukraine. Nous observerons les événements tels que l'annexion de la Crimée par la Russie ou les sanctions mondiales pour la Russie à cause de cette annexion. Le deuxième sous-chapitre vise la Grèce et sa crise financière, de même que l'élection du nouveau président grec. Dans le troisième sous-chapitre nous nous orientons sur l'Espagne, sur l'abdication de roi Juan Carlos et la montée de Felipe IV sur le trône espagnol en particulier. Dans le dernier sous-chapitre nous incluons l'Écosse et le vote pour ou contre l'indépendance de la Grande-Bretagne.

5.1.1 Ukraine

La problématique ukrainienne est présentée dans *Le Monde* comme le conflit vu de la position de l'Union européenne et ses habitants, les journalistes n'accusent pas un seul pays, ni l'Ukraine elle-même, ce que nous pouvons voir dans les extraits présentés ci-dessous. Le journal met en relief les principes de l'Union européenne, tels que le devoir des pays de s'entraider dans le cadre d'adhésion à l'Union européenne.

« Il est également grand temps pour l'UE de porter un regard critique sur elle-même. Car si la Russie de Vladimir Poutine remporte d'aussi nombreux succès, même à court terme, c'est que quelque chose ne va pas. La bureaucratie de l'UE ne dispose plus du monopole de la puissance, et présente un maigre bilan. Il lui faut apprendre à faire preuve de plus d'unité, de souplesse et d'efficacité. Il est nécessaire que les Européens eux-mêmes s'intéressent de plus près à la nouvelle Ukraine. Cela pourrait leur permettre de renouer avec cet esprit originel qui a accompagné la création de l'UE. En sauvant l'Ukraine, l'UE pourrait bien se sauver elle-même. » (Le Monde, 24.10.2014)

De plus, il considère le conflit comme la guerre et souligne qu'il faut combattre ensemble, plus que lutter pour son propre bonheur.

« Il est grand temps pour les membres de l'UE de se réveiller et de commencer à se comporter comme des Etats indirectement en guerre. Il leur est plus favorable de devoir aider l'Ukraine que d'avoir à se défendre eux-mêmes en s'engageant directement dans des combats. » (Le Monde, 24.10.2014)

Au contraire, nous pouvons constater que certains auteurs sont un peu plus critiques, ou plutôt légèrement ironiques, sur eux-mêmes, sur les Européens en général,

en notant les difficultés de comprendre la situation ukrainienne, sans être les habitants de l'Ukraine, en étant seulement les observateurs éloignés. Ils critiquent les tendances de certains pays à considérer le conflit comme purement ukrainien et essaie de proposer une analyse plus approfondie et impartiale.

« Pourtant, le regard porté sur l'Ukraine par certains voisins européens n'a rien perdu de sa condescendance, comme s'il s'agissait toujours d'une République soviétique égarée, à faire revenir dans le giron du grand frère russe. Ne cherchant pas à voir plus loin que la Russie, nous en restons à une vision bipolaire du monde, sourds au message qui nous a été envoyé par la société ukrainienne, sourds à notre propre avenir européen. » (Le Monde, 7.3.2014)

Comme déjà mentionné, les journalistes français aiment le caractère littéraire des articles de leur presse, et aiment présenter leur propre avis aux événements actuels. Il apparaît clairement que nous pouvons trouver les allusions de cette tradition dans les articles du *Monde* étudiés :

« Comme tous les slavistes français, j'étais sans le savoir "impérialiste", c'est-à-dire que je ne me rendais pas compte de l'importance de la culture et de la langue ukrainiennes. La Sorbonne nous proposait le polonais, le serbo-croate, le tchèque, le bulgare. L'ukrainien ne faisait pas partie du choix. J'apparis l'existence de l'église Saint-Volodimir-le-Grand du boulevard Saint-Germain à Paris, foyer de culture ukrainienne, en parlant avec mon maître Pierre Pascal (1890-1983), qui s'y rendait parfois. Aujourd'hui je m'efforce de rattraper mon retard... A l'évidence il nous manque en français une histoire moderne et responsable de l'Ukraine, de sa culture, une anthologie de sa poésie. C'est une des raisons de la difficulté à comprendre la situation actuelle. » (Le Monde, 24.3.2014)

Le journal *Le Figaro* exprime un effort d'être plus objectif et propose une critique plus érudite, plus consciente du contexte. Il souligne l'influence russe sur la crise ukrainienne, du point de vue historique, politique et économique. Il essaie de présenter la Russie comme un des pays européens. Contrairement à *Le Monde*, le journal penche plutôt sur une solution pacifique et ne considère pas la crise comme la guerre.

« L'avenir de l'Ukraine se joue aujourd'hui entre l'Europe et la Russie. Que l'Europe associe la Russie à son rapprochement avec l'Ukraine, qu'elle tienne la Russie pour un pays européen et non un État étranger à elle devant lequel les élargissements à l'est installeraient un nouveau rideau de fer, et l'Ukraine pourra pacifiquement se rapprocher de l'Europe. » (Le Figaro, 26.2.2014)

« Historiquement russe, culturellement russe, ethniquement russe pour sa plus grande part, enjeu de mémoire, facteur de puissance géopolitique, la Crimée sera un des points névralgiques où se tranchera le noeud gordien de la crise ukrainienne. Un statut acceptable par la Russie et garantissant sa présence à long terme sera certainement le prix à payer pour préserver la paix civile et l'unité de l'Ukraine. »
(Le Figaro, 1.3.2014)

Il tente de proposer une solution pour la crise, notamment l'indépendance de l'Ukraine de la Russie. Il apparaît utile pour l'Ukraine de voler de ses propres ailes en ce qui concerne son économie.

« Il est urgent que les dirigeants de l'UE et les dirigeants russes s'entendent sur une fédéralisation de l'Ukraine, maintenant son intégrité territoriale. Des garanties doivent être apportées à la population russophone, et les groupes ultranationalistes doivent être d'urgence désarmés et réduits à l'impuissance. L'Ukraine peut vivre comme une nation souveraine, mais à la condition de trouver les formes de son intégration économique. » (Le Figaro, 31.3.2014)

Il se peut que *Le Figaro* essaie de considérer déjà l'Ukraine comme indépendante, de tenir la France à distance de cette crise, de ne pas intervenir aux affaires étrangères, tout cela en dépit de son adhésion à l'Union Européenne. Il propose un regard plus positif et plus conciliant.

« Alors prenons l'Ukraine pour ce qu'elle est, un pays indépendant, un pont entre l'Europe occidentale et la Russie, un pont humain, culturel, économique autant que politique. Un soulèvement comme celui qui se produit aujourd'hui appelle des transformations radicales. Mais elles prendront du temps, elles exigeront du dialogue et elles n'éviteront pas le danger des surenchères. C'est cela, notre responsabilité. »
(Le Figaro, 20.2.2014)

« Construire un monde multipolaire se décide aujourd'hui, dans le respect de l'indépendance de chacun et dans l'espoir des échanges les plus intenses possibles entre tous les partenaires de la mondialisation. »
(Le Figaro, 20.2.2014)

Au début de la crise, *Libération* formule le même avis sur l'origine de la crise, notamment le problème collectif de l'Union Européenne. Nous pouvons remarquer les points identiques avec les autres journaux. Au contraire, il critique la position de l'Union Européenne, notamment ses inquiétudes vis-à-vis du marché commun avec la Russie plus que la politique étrangère.

« Dans cette crise, le grand coupable est l'Union - coupable de ne pas être à la hauteur de l'attrait qu'elle exerce, coupable de ne pas avoir de vraie politique étrangère, coupable de ne pas avoir assez vite progressé, surtout, vers l'union politique pour pouvoir organiser ses marches méridionales et orientales dans ce qui pourrait bientôt devenir une zone d'influence sans pareille. » (Libération, 29.1.2014)

Mais au fil du temps, le journal tourne sa position et rappelle la grande responsabilité de la Russie pour la crise, notamment le danger de son intervention illégale. Il n'hésite pas de dire qui est le coupable de la crise, qui est la victime et qu'il faut agir le plus vite possible.

« Depuis des mois, la Russie intervient militairement en Ukraine et met en danger la sécurité de l'Europe. Enfin, les opinions européennes en sont informées sans détour. Après avoir tourné autour du pot, nos gouvernements appellent un chat un chat : oui, l'agresseur est russe, la cible est l'Ukraine, et les victimes de l'intervention armée sont les citoyens ukrainiens aujourd'hui, potentiellement d'autres populations voisines de la Russie demain. » (Libération, 2.9.2014)

Au contraire, il remarque qu'il n'est pas facile de lutter contre la Russie, mais il souligne que l'Union Européenne, l'Ukraine en particulier, a besoin de ce lutte pour pouvoir mettre fin à la crise.

« Nous jouons au poker menteur avec le Kremlin, c'est un jeu dangereux, mais nous n'avons guère le choix. Les pays de l'Alliance atlantique préfèrent bien entendu une solution politique, c'est-à-dire un retrait russe d'Ukraine avec des promesses de pourparlers ultérieurs sur la régionalisation de l'Etat ukrainien. » (Libération, 2.9.2014)

Nous pouvons remarquer que le journal considère la crise comme une intervention, préparée en temps utile ; et il rappelle qu'il faut la considérer comme une attaque illégitime, comme une attaque contre tous les membres de l'Union Européenne.

« Une "intervention", qu'elle soit économique, militaire ou politique est une affaire qui se prépare à l'avance, surtout si l'on souhaite lui conserver un certain caractère de spontanéité. Ce n'est pas aux responsables du Kremlin qu'il faut apprendre ce b.a.-ba de la stratégie. » (Libération, 5.3.2014)

Dans les articles qui apparaissent dans *Libération*, le lecteur peut observer la spécificité de ce journal. Le quotidien met l'accent sur l'aspect humain, sur les gens qui sont touchés par la crise.

« C'est un combat politique et humain que les Ukrainiens ont remporté. Ils ont choisi la non-violence et la posture politique, l'occupation de la Cité. » (Libération, 28.2.2014)

« Dans le climat actuel, on a tendance à déjà séparer ces deux espaces, Ukraine et Crimée. N'oublions pas que la Crimée n'est qu'une loupe et en cela présente l'avantage de rendre plus transparente une intrusion d'une autre nature. La presqu'île ne doit pas cacher au monde qu'à côté d'elle se trouve une île de 45 millions d'habitants, au centre de l'Europe, menacée de morcellement de son territoire par des stratèges qui préfèrent procéder petit bout par petit bout. » (Libération, 5.3.2014)

Les articles de *Daily Telegraph* reprochent aussi la crise ukrainienne à l'Union Européenne, comme le souligne *Le Monde* et *Libération*, en utilisant les mots « nous » et « nos » pour rappeler le sujet de tous les membres de l'Union Européenne. Mais en plus, il propose un point de vue plus érudit, mis en contexte historique et social.

« Comme Kiev brûle, les décideurs occidentaux "mangent des cendres". Nos efforts pour aider l'Ukraine vers l'Europe, la démocratie et la règle de la loi ont échoué de façon spectaculaire. Entre-temps, Vladimir Poutine célèbre non seulement le triomphe sportif à Sotchi, mais aussi la victoire géopolitique dans les affaires de son voisin le plus important. » (Daily Telegraph, 20.2.2014)

Le journal met en relief le fait que l'Ukraine elle-même se confie à l'aide des autres membres de cette communauté, mais l'Europe l'a laissée en difficultés. Il souligne le besoin de l'Ukraine de l'aide européenne pendant le temps de la crise.

« Les Ukrainiens se battent et meurent pour le droit d'être européen. Il n'y a pas de croyance naïve dans les vertus de l'UE n'en est pas, mais une croyance profonde que la liberté, la légalité et la décence sont mieux que le capitalisme de connivence et la grandiloquence néosoviétique du Kremlin poutine. Ils croient en nos valeurs plus ce que nous faisons nous-mêmes. Pourquoi nous les laissons tomber? » (Daily Telegraph, 20.2.2014)

Au contraire, les journalistes anglais critiquent l'effort des Ukrainiens d'être trop européens et de refuser le contrat avec la Russie, mais en exprimant le sentiment pour les besoins des Ukrainiens d'un changement.

« Si vous êtes un Russe patriotique à Moscou, vous n'avez pas besoin d'être un nationaliste furieux pour trouver cette tendance des événements européens inquiétante. Il est assez mauvais que l'influence culturelle de la Russie et de l'atteinte politique sont en recul. Il est bien pire que des millions de compatriotes Slaves et, surtout, les Ukrainiens, semblent rejeter leur propre histoire et le respect traditionnel pour les dirigeants russes en favorisant l'intégration avec l'Europe occidentale et son "multiculturalisme" décadent. Où cela va finir? Pourrait Russie elle-même, une mosaïque de communautés ethniques et les unités administratives s'étendant dans plus de 11 fuseaux horaires, commencer à se désintégrer? » (Daily Telegraph, 24.2.2014)

En même temps il met en cause les sanctions en soulignant peu de confiance aux elles, il exprime aussi une méfiance pour l'annexion de l'Ukraine dans l'Union Européenne.

« Comment les capitales occidentales devraient répondre alors que le Kremlin creuse? Les sanctions européennes et américaines vont coûter à l'économie russe des pertes énormes dans les années à venir, mais les sanctions, même ciblées, sont lentes et imprécises. Et la base économique de la Russie est plus saine que celle de l'Ukraine. L'incertitude et la malveillance de ces mesures créées frappent aussi les Ukrainiens ordinaires. Dans ces conditions, est-ce qu'un accord peut être fait pour mettre fin à la crise? » (Daily Telegraph, 27.8.2014)

« Si la "fraîcheur sous le feu" est la vraie mesure du courage, alors les révolutionnaires ukrainien ont certainement prouvé leur courage. Le 20 février, je regardais comme ils résistent - pendant quelques heures terribles - une attaque précise et clinique de snipers déployés autour de Place de l'Indépendance. » (Daily Telegraph, 3.3.2014)

Le *New York Times* accentue la particularité des États-Unis, de leur position de soutenir l'indépendance de l'Ukraine, à la différence de l'Union Européenne et leur membres, notamment les craintes des pays européens pour leur bien-être financier.

« Les responsables des États-Unis ont également cherché à donner à l'Ukraine le temps de tenir son élection présidentielle le 25 mai, sans interférence russe plus vaste. Les nations européennes, pour leur part, préfèrent ne pas imposer de larges sanctions économiques, ce qui pourrait blesser le commerce avec Moscou. » (New York Times, 18.4.2014)

Mais il faut aussi mentionner que même si les États-Unis ont signé un pacte avec la Russie pour mettre fin à la crise, les journalistes américains se permettent de critiquer

le Kremlin et l'intervention russe. Le journal exprime peu de confiance à cette révolution ukrainienne, même si pour l'instant les Ukrainiens semblent à être unifiés.

« Cette révolution peut encore être mangée par sa propre incompétence ou par des luttes intestines. Une élection présidentielle est prévue en mai, et la course, faisant campagne négative et tout, a tranquillement commencé. Les oligarques, dont certains ont été astucieusement nommés gouverneurs des régions orientales potentiellement rétives, jouent des coudes pour le pouvoir. Mais pour l'instant, les Ukrainiens, qui ont été réunis par la haine commune de l'ancien président, Viktor F. Ianoukovitch, sont amenés plus près encore par l'invasion soutenue par le Kremlin. » (New York Times, 9.3.2014)

« Kiev dégage une odeur d'un camp d'été enfumé, des feux de joie brûlant pour garder les manifestants encore sur la place de l'Indépendance au chaud, mais chaque jour il est plus propre. Trottoirs dans le centre-ville sont au damier, avec des piles soignées de briques qui avaient été creusées pour servir de missiles, et sont maintenant mis en arrière. » (New York Times, 9.3.2014)

Le journal *Mladá Fronta Dnes* exprime son ton critique pour l'Ukraine et pour la crise. Il lui semble incompréhensible qu'un pays résout au XXI^e siècle ses problèmes de la manière guerrière. Nous pouvons remarquer la volonté du journal d'une solution pacifique, comme le souligne le journal *Le Figaro*.

« Des tas de pneus enflammés, les combats de rues réels entre la police toujours plus fatiguée et les opposants du gouvernement et du président Viktor Ianoukovitch, toujours plus radicaux et mieux armés. Les premiers morts, prisonniers et otages des deux côtés, des photos semblable à celles de la Seconde Guerre mondiale, et non pas du centre de l'une des capitales européennes en 2014. » (Mladá Fronta Dnes, 27.1.2014)

Au contraire, le journal critique la Russie et présente ses craintes pour l'amélioration de cette crise. Il penche plutôt sur la nécessité de combattre contre la Russie, même si cela peut être difficile, mais n'exprime pas trop de confiance pour le déroulement pacifique de ce combat.

« La Russie punit l'Ukraine pour son inclination à l'Ouest par l'annexion de la Crimée. Tout le reste est de la propagande russe et de discours diplomatique trompeur, dans les pires traditions de la tradition totalitaire soviétique. (...) Poutine et son entourage doivent payer pour la Crimée un prix aussi élevé pour qu'ils perdent au moins leur appétit. Cela va aussi nous coûter un peu, mais la liberté n'est pas gratuite. » (Mladá Fronta Dnes, 3.3.2014)

Pour le journal, la fin de la crise ukrainienne en ce qui concerne le conflit avec la Russie, ne paraît pas mettre fin à toutes les autres crises, notamment au danger des conflits entre les opposants des nouvelles solutions prises.

« Mais cela va dépendre de si les parties contradictoires vont respecter la convention. L'incertitude dans ce cas, ce sont les opposants les plus radicaux de Ianoukovitch en particulier. En effet, hier, sur Majdan on n'a pas crié seulement à la démission de M. Ianoukovitch, mais directement à sa tête. En outre, les régions ukrainiennes particulières doivent accepter le contrat, ce que peut également apporter des complications. Ainsi, l'Ukraine est toujours en attente de la route épineuse. Mais puisse le sang ne pas couler d'ici là. » (Mladá Fronta Dnes, 22.2.2014)

5.1.2 Grèce

Le Monde éveille la défiance pour la résolution de la crise grecque et met l'accent sur le danger de la nouvelle crise économique qui peut apparaître très tôt après la crise actuelle. Il met l'accent sur la situation instable de la Grèce et s'inquiète de la montée de puissance de la parti gauche radicale.

« S'il faut un symbole du contraste entre les deux Europe, celle du Nord et celle du Sud, inutile de chercher plus loin que dans l'actualité de ces tout derniers jours. Au nord, en Suède, les partis politiques traditionnels de droite et de gauche ont conclu une alliance pour faire front contre le parti d'extrême droite, préférant la stabilité à des élections anticipées. Au sud, en Grèce, les députés ont précipité le pays dans une nouvelle période d'incertitude politique en échouant à élire le président soutenu par le premier ministre de droite. » (Le Monde, 31.12.2014)

Pour être plus objectif, *Le Monde* introduit un avis d'un journaliste grec, qui vit en Grèce et connaît la situation mieux que les journalistes qui travaillent « à distance ». La citation présente que les Grecs eux-même n'ont pas beaucoup de confiance pour mettre la fin à la crise une fois pour toujours.

« Si les turbulences financières revenaient, la viabilité de l'union monétaire serait de nouveau remise en question. Pour éviter cela, la Grèce et les autres économies périphériques doivent limiter l'austérité, conforter la demande, entreprendre des réformes, accroître le soutien à l'investissement et exiger l'union budgétaire. Malheureusement, les conditions actuelles resteront vraisemblablement inchangées. Jusqu'à la prochaine crise... » (Le Monde, 19.4.2014)

Le Figaro s'oriente plutôt vers la situation politique et donne les informations qui expriment son inquiétude du danger que la Grèce va quitter la zone euro, ce qui pourrait causer l'instabilité de l'Union Européenne.

« Il semble toujours plus difficile de lutter contre l'abstention et l'eurosceptisme dans un pays directement affecté par la crise économique comme la Grèce. Le scrutin européen dans le pays, placé depuis quatre ans sous tutelle budgétaire de l'Union européenne et du FMI, était surtout, pour la population à bout, l'occasion de faire passer un message anti-rigueur. Le vote est, certes, obligatoire, mais comme il n'y a pas de sanction, l'abstention bat des records. » (Le Figaro, 26.5.2014)

Il relève aussi l'instabilité possible du pays après la victoire possible de la parti gauche radicale en Grèce, ce qui pourrait causer non seulement une nouvelle crise, mais encore la radicalisation plus étendue de la population grecque.

« L'enjeu est cette fois politique. L'échec annoncé de l'élection du président de la République ce lundi devrait mener à des élections générales en Grèce au début de 2015. Si Stavros Dimas, le candidat soutenu par le gouvernement, n'est pas élu lors du troisième et dernier tour de ce suffrage indirect, le chef du gouvernement conservateur, Antonis Samaras, a prédit le chaos. Mais, après quatre années de cures de rigueur drastiques, les Grecs ne se sentent plus représentés par leur classe politique. À ce jour, les sondages sont unanimes sur une probable victoire de Syriza, le parti de la gauche radicale dirigé par Alexis Tsipras. Berlin et Bruxelles suivent la situation avec inquiétude : que deviendrait le redressement budgétaire de la Grèce et sa réforme structurelle en cours, si un gouvernement de la gauche radicale présidait aux destinées du pays ? » (Le Figaro, 29.12.2014)

Le journal *Libération* exprime une certaine désillusion de la double crise, la crise économique et celle de l'Union Européenne, qui est accusée d'avoir laissé la crise commencer. Alors, c'est pourquoi nous pouvons remarquer l'expression de la part de culpabilité de chaque membre de l'Union Européenne à cette crise. Le journal est plutôt sceptique vis-à-vis du changement de la situation actuelle de l'Union Européenne.

« "Ça recommence." Quoi ? "L'Europe." On le dira d'abord sur un ton de désespoir lassé : ça recommence, quoi encore, tout ce qui ne va pas, en Europe. (...) Nous sommes européens, oui, mais d'une certaine façon, contre une autre. Contre certains antieuropéens d'abord, qui montrent leur vrai visage, celui qui nous reprend toujours par surprise et nous fait dire "ça recommence". Mais que faisons-nous économiquement, historiquement, internationalement (et de bien d'autres façons encore, culturelles, éducatives, sociales), politiquement, pour que l'Europe recommence, en un tout autre sens ? » (Libération, 22.3.2014)

The Daily Telegraph n'hésite pas à critiquer fortement l'Allemagne pour son attitude vis-à-vis de la crise grecque et va jusqu'à rappeler l'histoire noire de l'Allemagne des années 1930. Il s'inquiète de l'utilité des sanctions pour la Grèce.

« Ce qui peut fournir l'amusement pour certains, est susceptible d'être moins amusant pour les dirigeants européens - notamment Angela Merkel, la chancelière allemande, dont le rôle en ordonnant les conditions difficiles de 200 milliards de livres focale de la Grèce a vu son rapport à Hitler par de nombreux Grecs. » (Daily Telegraph, 3.1.2014)

Avec la fin de l'année, il montre son pessimisme pour une résolution de la crise et propose à la Grèce de quitter la zone euro, en annonçant sa propre économie forte, évidemment sans la monnaie de l'Union Européenne. Mais il exprime peu de confiance pour cette solution, à la fois qu'il faut plus de temps que prévu pour que la Grèce puisse quitter la zone euro, à la fois que cela n'arrivera jamais.

« Ce qui est nécessaire est l'émergence de sensibiles, les politiciens centristes prêts à articuler ces réalités, ce que John Maynard Keynes appelait une période de "dire la vérité implacable". Maintenant, presque retourné à l'excédent du compte courant et du budget primaire en équilibre, la Grèce est de nouveau tout à fait capable de se financer à l'interne. Fait correctement, et avec le soutien du FMI, la sortie de l'euro de la Grèce ne doit pas être la catastrophe chaotique de l'élection menacée de M. Tsipras, mais un nouveau départ pour une économie axée sur le bord de folie européenne des grandeurs. Est-ce une possibilité réaliste? Je ne crois pas que cela arrivera de sitôt, je suis désolé de le dire. » (Daily Telegraph, 17.12.2014)

New York Times exprime son scepticisme non seulement pour l'euro et la zone euro, mais encore pour l'Union Européenne elle-même. Il souligne que la situation actuelle de la Grèce peut influencer la situation de toute l'Union Européenne.

« La Grèce ne sera pas le seul pays à gagner si le progrès est réalisé. Mais si l'Union européenne décide de stagner, plus de gens vont remettre en question sa légitimité, et tous ses membres vont perdre. » (New York Times, 9.1.2014)

Il constate ce qui peut arriver si la Grèce quitte la zone euro, entre autres la possibilité que les autres pays de la zone euro pourraient la suivre ; ou le danger potentiel de la montée de puissance des partis radicaux contre l'Union Européenne.

« Le haut chômage, la fatigue de l'austérité et la croissance toujours anémique offrent le cadre parfait pour des partis marginaux de prospérer aux élections du Parlement européen en mai. Certains experts prédisent un groupe de partis anti-euro - y compris le Front National en France, Parti de l'Indépendance en Grande-Bretagne, Syriza en Grèce et le Parti de la liberté hollandaise - pourrait capturer 20 pour cent ou plus des sièges. » (New York Times, 7.1.2014)

« L'histoire de la crise de la zone euro montre que si les décideurs politiques perdent leur sentiment d'urgence lorsque la pression diminue, ils se précipitent pour soutenir leurs défenses quand la chaleur vient - et ont toujours fait juste à temps. » (New York Times, 7.1.2014)

Nous pouvons aussi noter une critique de l'Europe (de la France en particulier), ce qui peut nous évoquer un reproche pour la France de préférer l'intervention aux affaires d'autres pays à ne pas résoudre ses propres problèmes.

« Les 18 pays qui utilisent l'euro comme monnaie réduisent leurs déficits, en moyenne, à 3 pour cent du produit intérieur brut en 2013, en baisse de 3,7 pour cent en 2012. Cependant, certains gouvernements ne respectaient pas l'objectif de déficit, selon les données préliminaires par l'Eurostat, l'agence statistique de l'Union européenne. France, par exemple, est venu à 4,3 pour cent. (...) Le débat d'austérité continue à embrouiller la France. Le président François Hollande bat son impopularité record et essaie de contenir une rébellion au sein de son propre parti socialiste sur un plan proposé à réduire. » (New York Times, 24.4.2014)

Le quotidien *Mladá Fronta Dnes* exprime sa défiance pour la présidence de l'Union Européenne par Grèce en accentuant la situation actuelle de pays, qui n'est pas de confiance auprès des autres membres. Il souligne plutôt les préjugés des membres de l'UE et rappelle que cette attitude prise par les pays européens ne contribue pas beaucoup à l'amélioration de la situation pour la Grèce.

« Les Grecs s'efforceront d'améliorer la politique d'immigration désespérée et l'immigration illégale. De plus, ils viseront aux jeunes gens sans travail, un problème qui prend la taille gigantesque dans l'Union européenne. Ils veulent aussi répondre à l'innovation dans la politique maritime et, en particulier, tentent d'être des leaders dans des négociations portant sur l'union bancaire européenne. Ce qui, vu leur situation, soulève les embarras chez certains États membres. » (Mladá Fronta Dnes, 1.1.2014)

5.1.3 Espagne

En ce qui concerne l'Espagne et le changement du roi sur le trône espagnol, nous pouvons observer l'accord des opinions du journal *Le Monde* et *Libération*. Les deux critiquent la position de Juan Carlos et penchent sur la fin de son règne en Espagne. Tout en rappelant les scandales qui ont accompagné sa règne.

« Irresponsabilité. Inviolabilité. Immunité. Impunité. Protection juridique. Il n'aura fallu que quelques heures, après l'annonce de l'abdication de Juan Carlos, le 2 juin, pour que surgisse en Espagne un débat sur le statut que la Constitution accorde au monarque, et celui dont devrait bénéficier l'ex-roi. (...) Le royaume est englué dans une triple crise, institutionnelle, économique et territoriale - autant de défis pour l'Espagne de Felipe VI. » (Le Monde, 21.6.2014)

« Juan Carlos s'en va car il est le symbole malade d'une institution fatiguée et le chef d'une famille décomposée dans un pays en crise. Paradoxe : le départ du monarque est un symptôme du malaise démocratique. Juan Carlos fut le tacticien ambigu et efficace de la "transition" postfranquiste; il finit dans un tableau décadent et princier de Goya. » (Libération, 31.12.2014)

Au contraire, *Le Figaro* et *Daily Telegraph* apprécient l'acte du roi Juan Carlos d'abdiquer et souhaitent leurs meilleurs vœux pour la nouvelle Espagne. Les deux notent les scandales qui ont marqué la règne du roi, mais sans avoir besoin de les mentionner exactement.

« Comme le reste de l'Europe, l'Espagne aspire à demeurer "unie dans la diversité". À l'échelle d'un pays ou bien d'une union de pays, ce qui n'était pas facile du temps de la prospérité est devenu diablement difficile avec l'explosion des dettes et l'approfondissement de la crise économique. Un démembrement de la péninsule Ibérique ne serait que le signe précurseur d'un éclatement de l'Europe. C'est pourquoi il faut souhaiter longue vie à l'Espagne de Felipe VI. » (Le Figaro, 19.6.2014)

« En République, il n'est pas rare que des dirigeants affaiblis se raccrochent aux institutions. À l'inverse, une monarchie moderne n'a de sens que si les institutions trouvent auprès du souverain leur propre point d'ancrage. L'abdication renforce ainsi un régime voué à garantir la stabilité. Une demi-douzaine de rois et de reines en ont donné l'exemple depuis le début du siècle. Même les papes s'y mettent ! C'est bien qu'il y a un bénéfice politique à soigner sa sortie. Dans le cas des élus, les urnes y pourvoient, parfois brutalement. Un monarque, lui, doit faire la preuve de son jugement jusque dans sa décision de partir. Un acte royal. » (Le Figaro, 3.6.2014)

« Il était le monarque crédité de diriger l'Espagne à travers sa transition vers la démocratie à la mort de Franco et un personnage clé dans la prévention d'un coup d'Etat militaire en 1981, mais après qu'une série de scandales avait souillé son règne, le roi Juan Carlos a décidé que ça suffisait. » (Daily Telegraph, 11.6.2014)

Le Figaro exprime plus de confiance pour la monarchie en retirant encore l'élément unifiant de la monarchie en particulier.

« C'est une nouvelle Espagne qu'il convient de saluer en ce jour du couronnement du roi Felipe VI. Une ère historique s'achève, celle d'une transition démocratique exemplaire, à laquelle Juan Carlos s'était montré si indispensable. Une autre s'ouvre, lourde d'autant de défis. Face à la nouvelle donne économique, face aux menaces pour l'unité du royaume, le moment de la relève des générations est arrivé. » (Le Figaro, 19.6.2014)

Le *New York Times* commente la situation en Espagne en général, le changement de l'opinion publique vis-à-vis du roi espagnol, et n'accentue pas le roi seul, il propose un regard plus subjectif.

« Vous savez qu'une monarchie est en difficulté quand la reine est raillée au Théâtre Royal, de tous les lieux, et par un public de musique classique. Ce qui est arrivé à la reine Sofía d'Espagne l'an dernier à Madrid - une scène alors répétée ailleurs avec d'autres membres de la famille royale. (...) Qu'est ce qui a changé? Pas le roi, mais le pays. L'opinion populaire a changé si vite et si spectaculaire qu'il n'est peut-être pas surprenant que la monarchie n'a pas réussi à suivre le rythme. » (New York Times, 23.1.2014)

En plus, les journalistes américains fait ressortir l'histoire de l'Amérique et son combat contre la monarchie (concrètement la lutte des anciennes colonies anglaises contre l'Angleterre), et constatent, en plaisantant, la fin probable de la monarchie et de son rôle unifiant.

« La décision prise par le roi d'Espagne de 76 ans Juan Carlos d'abdiquer en faveur de son fils de 46 ans, Felipe, le prince héritier, relance inévitablement la question de savoir pourquoi tant de monarques règnent encore à travers l'Europe. (...) Même comme une nation comme l'Amérique née en rébellion contre la monarchie ne peut pas partager pleinement l'excitation des monarchistes pieux, il peut certainement apprécier la puissance des symboles unifiants. Et les Américains aiment les célébrités des livres de contes comme tout le monde. » (New York Times, 4.6.2014)

Mladá Fronta Dnes penche sur l'opinion que le roi de l'Espagne était un des monarques les plus respectés dans le monde entier, mais il souligne que sa popularité a baissé à cause des plusieurs scandales qui ont marqué son règne, et n'hésite pas à les nommer.

« Juan Carlos (76 ans), qui est sur le trône depuis 38 ans, a été par le passé l'un des dirigeants les plus populaires du monde. Il était respecté pour sa proximité aux gens et sa contribution à la restauration de la démocratie en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975. Cependant, le scandale de sa fille Cristine et de son mari Iñaki Urdangari a ébranlé sa popularité. (...) En plus, un voyage cher pour chasser les éléphants au Botswana, en Afrique, a aussi contribué à son impopularité. » (Mladá Fronta Dnes, 6.1.2014)

En plus, il souligne la mode des monarques européens de passer le trône aux jeunes générations, ce qui n'est pas du tout actuel en Angleterre. Nous pouvons remarquer à la fois l'expression de la confiance pour la reine de l'Angleterre, à la fois la critique de la durée du règne d'Elisabeth II.

« Juan Carlos I a annoncé hier que, après 39 ans, il abdique. Alors que le prince de l'Angleterre Charles est toujours en attente d'un message similaire, Felipe, l'héritier du trône espagnol, arrivera bientôt à son couronnement. (...) Céder le trône aux jeunes générations, c'est maintenant assez populaire parmi les monarques européens. L'an dernier, le roi belge, Albert, a abdiqué. La même décision a été précédemment prise par la reine néerlandaise Beatrix. Seule la reine britannique Elisabeth II n'est pas pressé de se retirer, le prince Charles doit donc encore attendre. » (Mladá Fronta Dnes, 3.6.2014)

5.1.4 Écosse

Le Monde exprime une crainte à l'égard de problèmes du monde entier qui sont plus grands que les débats anglais sur le vote pour ou contre l'indépendance de l'Écosse, en soulignant le potentiel du référendum de réduire l'Europe en miettes.

« Si la paix intérieure est pour l'heure garantie, celle, extérieure, ne l'est pas, quand on voit Poutine frapper aux portes de l'Union et les djihadistes revenir par centaines de Syrie. Un jour, peut-être, les Anglais et les Français finiront par être fatigués de payer seuls pour la sécurité du Vieux Continent. Tout cela n'est pas raisonnable. Le référendum écossais s'annonce destructeur. Il faut protéger les grands pays des petites nations. Non à l'Ecosse libre! » (Le Monde, 11.9.2014)

Il prend deux positions pour le référendum en Écosse. Avant ce référendum, il a peu de confiance pour l'indépendance de l'Écosse et souligne plutôt les inconvénients de ce résultat possible, les commentaires étant souvent marqués par l'ironie. Il hésite si le référendum est vraiment tellement nécessaire pour l'Écosse.

« Et si le résultat du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, le 18 septembre, n'était finalement pas très important? Par de nombreux aspects, l'avenir de l'Ecosse est déjà décidé : quel que soit le choix des votants, leur nation va prendre du large par rapport au reste du Royaume-Uni. Derrière la rhétorique et les apparences, les Ecossais font en effet face à deux options très similaires : d'un côté, une indépendance "light", en restant très proche du reste du Royaume-Uni; de l'autre, une décentralisation maximum (dite "devo-max" pour dévolution maximum, dans le jargon politique), qui lui accordera une large autonomie. » (Le Monde, 9.7.2014)

« Les Français adorent taquiner leurs ennemis héréditaires anglais et la reine d'Angleterre. Et la cause indépendantiste écossaise suscite une forte sympathie. Vive l'Ecosse libre!, serait-on tenté de proclamer, alors que le oui à l'indépendance est donné vainqueur pour la première fois, à une semaine du référendum du 18 septembre. (...) Mieux, le oui à l'indépendance est un oui de gauche, pour une Ecosse sociale : voilà l'occasion d'une bonne revanche sur ces horribles Anglais libéro-thatchériens. Le Royaume désuni serait relégué économiquement derrière l'Italie, perdrait le tiers de son territoire, et les sous-marins nucléaires de ses bases en eaux profondes seraient obligés de trouver refuge... à Brest. » (Le Monde, 11.9.2014)

Après le référendum, il tourne sa position et explique le « non » écossais par les raisons économiques, sans oubliant un ton aisément ironique pour les réactions en Angleterre après le vote, mélangé avec un peu de l'humour. Nous pouvons y remarquer la désillusion de la réussite des raisons économiques, lesquels ont uniquement influencé le vote pour rester en unité avec la Grande-Bretagne.

« Ah si l'on pouvait disséquer chaque bulletin glissé, ce jeudi 18 septembre, dans les urnes d'Ecosse! Si l'on pouvait doser la part de fol espoir, de rêves démesurés, d'ambitions magnifiques et la part de colère, de frustrations, de souffrances et de peurs! Rarement un tel scrutin aura favorisé l'introspection d'un peuple et sa mise à nu. (...) Le mot [l'indépendance] est lancé, scandé sur George Square, où l'on fustige la BBC, accusée de rouler pour Downing Street, où l'on cite Oscar Wilde et son besoin d'utopie, et où l'on chante Flower of Scotland, l'hymne écossais, en se tenant par la main, rempli d'orgueil, de courage et de foi. Le oui de Glasgow à l'indépendance est assurément flamboyant et met les larmes aux yeux. Le non envie le oui mais ne désarme pas... » (Le Monde, 19.9.2014)

« La raison et le porte-monnaie ont finalement primé sur l'orgueil nationaliste et l'hostilité à l'égard de "Westminster", symbole de la condescendance anglaise aux yeux des nationalistes. »
(Le Monde, 20.9.2014)

Mais il présente aussi les craintes de la situation après le vote négatif, en ce qui concerne les réactions des gens qui ont voté « oui » et la situation politique instable entre les deux pays.

« Mais comment les partisans de l'indépendance, qui avaient su élargir leur audience chez les jeunes, en particulier les 16-18 ans, nouvellement invités à participer au vote, vont-ils digérer leur défaite? La dépression ou la colère post-référendum guettent, après la ferveur d'un débat démocratique sans précédent. (...) Le choc du référendum écossais va accélérer le débat sur l'avenir des institutions britanniques et peut-être déclencher leur réforme. L'idée du fédéralisme pourrait les remettre spectaculairement en cause. » (Le Monde, 20.9.2014)

Le Figaro essaie d'expliquer le besoin des Écossais d'avoir le référendum pour pouvoir voter pour leur indépendance, notamment leur désirs d'avoir le mandat pour les députés écossais. Mais tout cela en étant ironique.

« Il y a plus de pandas au zoo d'Édimbourg (deux) que de députés conservateurs en Écosse (un). Classique des conversations politiques, la blague explique en grande partie les ressorts du vote de jeudi sur l'indépendance. Le nationalisme écossais se nourrit d'un rejet viscéral des choix politiques d'une Angleterre qui domine la vie parlementaire à Westminster. Plus qu'une revendication populaire acharnée pour l'indépendance, c'est ce sentiment qui a conduit à l'organisation de ce référendum historique. » (Le Figaro, 17.9.2014)

« Les mariages de raison sont souvent les plus durables, mais ils connaissent eux aussi des crises. Trois cent sept ans après l'acte d'Union signé en 1707, l'Écosse et l'Angleterre traversent actuellement la période la plus troublée de leur histoire commune depuis la révolte jacobite de 1745. »
(Le Figaro, 18.9.2014)

En plus, il propose le point de vue élevé de toute la situation autour du référendum et constate que n'importe quel résultat va certainement changer les relations entre l'Écosse et la Grande-Bretagne.

« *Quel que soit le résultat du référendum, partisans comme adversaires de l'indépendance sont au moins d'accord sur une chose : après cette campagne, plus rien ne sera jamais pareil entre l'Écosse et l'Angleterre.* » (Le Figaro, 18.9.2014)

Libération est cette fois-ci d'accord avec *Le Figaro* et souligne que l'atmosphère après le référendum va changer, que les résultats de ce vote soient positifs, ou ils soient négatifs. Mais il tient la position plus expressive, en utilisant les adjectifs spécifiques.

« *Quelle que soit l'issue de la bataille référendaire sur l'indépendance de l'Ecosse, la défaite sera cuisante pour le statu quo et l'establishment politique britannique. Si le "oui" l'emporte, tout le monde parlera de ce petit pays qui a fait voler en éclats les intérêts acquis et s'est propulsé au rang des nations indépendantes. Et en cas de victoire du "non" (in extremis), il ne sera plus question que de l'émergence d'un mouvement démocratique populaire qui appelle au changement.* » (Libération, 18.9.2014)

Pour *Daily Telegraph*, la Grande-Bretagne a avalé la pilule de la vérité et la monarchie se trouvait pour un petit moment dans son histoire dans l'incertitude et l'instabilité, à cause du nombre très étroit des votes entre les deux camps électoral. Maintenant, les deux pays doivent célébrer leur unité, mais en même temps réfléchir des changements inévitables. Le journal souligne premièrement les résultats de référendum écossais pour la Grande-Bretagne, en étant plus neutre que les autres journaux.

« *L'Union est sûre, mais elle risquait d'être très serrée. Pour l'instant, nous devrions célébrer le résultat du référendum en nous espérant que les divisions causées par la campagne peuvent être rapidement guéries, même si cela peut être difficile à réaliser.* » (Daily Telegraph, 24.9.2014)

The New York Times essaie d'être plus objectif et veut offrir un avis d'un vrai Écossais, pour que leur lecteurs puissent mieux comprendre la situation en Écosse.

« *Je voterai oui en septembre. La campagne m'a déjà appris que si nous ne le faisons pas avec ce troisième référendum, il y aura un quatrième. Il est temps de rejoindre le monde selon notre propre vision.* » (New York Times, 20.7.2014)

Il explique le référendum en ce qui concerne les sentiments des Américains. Pour les Américains, l'idée de la séparation de l'Écosse de l'Angleterre est un peu bizarre, et ils ne comprennent pas pourquoi les Écossais veulent voter « oui ».

« Pour la plupart des Américains, l'Écosse signifie le golf, le whisky et – s'ils y vont – la bruine régulière. Même pour les millions d'Américains dont les noms témoignent de leur ascendance écossaise ou écossaise-irlandaise, l'idée que l'Écosse pourrait être sur le point de devenir un pays indépendant est déroutante. » (New York Times, 15.9.2014)

Le journal explique les tendances européennes de la séparation des petits pays et les idées fréquentes du nationalisme, en soulignant la différence de l'Écosse.

« Partout en Europe continentale dans les 19^e et 20^e siècles, le nationalisme était ce que les coups ambitieux épousèrent à s'avancer. L'Écosse était l'exception. Et peut-être que ça devrait rester ainsi. » (New York Times, 15.9.2014)

Après le référendum, le quotidien essaie de constater pourquoi le résultat du référendum était de rester en unité avec la Grande-Bretagne, en mettant l'accent sur l'histoire partagée des deux pays, et souligne que c'était le meilleur pas fait pour la démocratie dans cette monarchie.

« Avec une majorité écrasante beaucoup plus large que ce qui avait été prévu, les électeurs en Écosse ont rejeté l'indépendance de la Grande-Bretagne lors d'un référendum qui avait menacé de rompre une union de 307 ans, selon un décompte officiel du vendredi de presque tous les domaines de vote. Le résultat est venu comme un coup amer à ceux qui avaient fait campagne avec une passion croissante pour une campagne acharnée couvrant deux ans, mais qui remonte à des siècles de l'histoire commune. » (New York Times, 19.9.2014)

Le quotidien *Mladá Fronta Dnes* observe le désespoir de la Grande-Bretagne pour le référendum et souligne les avertissements de la Grande Bretagne pour l'Écosse, du côté économique, si le référendum va finir par la séparation des Écossais.

« Les Écossais perdent la possibilité de payer par la livre sterling s'ils choisissent l'indépendance au cours du référendum. (...) Ceci est jusqu'à présent la tentative la plus significative du gouvernement britannique pour détourner le départ des Écossais du Royaume-Uni, ce que préparent les nationalistes écossais. » (Mladá Fronta Dnes, 14.2.2014)

« Le gouvernement du Parti conservateur britannique du Premier ministre David Cameron a promis aujourd'hui que l'Écosse conservera le contrôle de leurs recettes fiscales si les électeurs écossais, lors du référendum prévu, rejettent l'indépendance et s'ils veulent rester en Royaume-Uni. » (Mladá Fronta Dnes, 3.6.2014)

Dans le *Mladá Fronta Dnes* nous pouvons observer la même opinion que dans *Le Figaro* et *Libération*, à savoir qu'il est certain que la situation entre les deux pays va changer.

« La moitié de l'Écosse est triste. Beaucoup d'eux sont déçus, d'autres sont en colère, certains pleurent. L'autre moitié du pays éprouve de la joie, de l'enthousiasme, du soulagement. (...) Mais peu importe l'issue du vote, une chose est certaine : les choses ne seront plus comme avant. »
(Mladá Fronta Dnes, 19.9.2014)

Mais en plus, le journal exprime le danger possible de ce référendum, concrètement la possibilité de la volonté des autres petits pays de se séparer.

« Il n'était pas rare d'entendre dire que si les Écossais votent pour la séparation avec la Grande-Bretagne, cela provoquerait une vague de séparatisme dans le monde entier. Il est vrai que les Écossais n'ont pas réussi, mais les séparatistes ont reçu un grand encouragement au lieu d'une vague glacée. »
(Mladá Fronta Dnes, 20.9.2014)

5.2 INTERNATIONAL

Au chapitre International nous nous concentrerons sur l'observation de cinq thèmes principaux – la Chine, les révolutions arabes, la Centrafrique, la Tunisie et les États-Unis. Nous observerons notamment le communisme chinois et la défense d'Hong Kong pour la démocratie, la montée de la puissance économique de la Chine, le problème du printemps arabe et les conséquences provoquées par celui-ci, le danger du terrorisme et les positions particulières des pays analysés, les interventions françaises en Centrafrique, la visite d'État de François Hollande ou la position affaiblie de Barack Obama.

5.2.1 Chine

Nous avons choisi plusieurs thèmes concernant la Chine. Premièrement nous observerons la manière dont on relate la situation de Hong Kong, concrètement sa volonté d'obtenir plus de démocratie pour son pays.

Le Monde ne présente pas une seule attitude pour la situation en Chine, notamment quant à Hong Kong. Nous pouvons observer l'expression des craintes de l'impossibilité de Hong Kong à obtenir une démocratie totale, à cause de la situation

politique chinoise, plutôt traditionnelle et contre toutes les révolutions qui peuvent rendre la Chine à l'instabilité.

« Que pèsent un peu plus de sept millions de Chinois de Hongkong face à la Chine continentale? Héritage de la rétrocession de l'ex-colonie britannique à Pékin en 1997, ces Chinois-là bénéficient, grâce à un statut à part, de libertés publiques et politiques spécifiques. Le Parti communiste entend y mettre bon ordre. Il renie les promesses faites aux habitants de Hongkong. » (Le Monde, 2.9.2014)

« Le pouvoir chinois est aujourd'hui défié à Hongkong comme il ne l'a jamais été depuis les événements de la place Tiananmen, à Pékin, en juin 1989. Le scénario est comparable : un mouvement de protestation pro démocratie est mené par des étudiants, qui ont la sympathie d'une bonne partie de la population de la Région administrative spéciale (RAS) - selon l'appellation de l'ancienne colonie britannique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Le défi n'en n'est que plus rude pour les autorités. » (Le Monde, 2.10.2014)

D'autre part on y trouve des commentaires qui réfléchissent sur une idée de l'éventualité que Hong Kong réussira et deviendra un exemple pour les autres pays. Le journal prend l'attitude plutôt positive et croit à la réussite de la révolution hongkongaise.

« Hongkong pouvait être un exemple, un modèle pour la libéralisation progressive du régime chinois. » (Le Monde, 2.9.2014)

« Il aurait pu faire de Hongkong un modèle expérimental de démocratisation pour le reste du pays. Il choisit la voie inverse : celle de l'extension du domaine de l'autocratie pékinoise. A ses risques et périls. Et aux dépens des Hongkongais. » (Le Monde, 2.10.2014)

Le journal *Le Figaro* met l'accent sur le fait que la Chine n'est pas intervenue trop contre les révolutions à Hong Kong qu'au moment où sa position était en danger. Après que cela est arrivé, elle n'hésitait pas à montrer qui est exclusivement au pouvoir.

« Les prodémocrates de Hongkong sont sur le point de ranger leurs parapluies. Cet accessoire, qui s'est imposé dans les rues de l'ancienne colonie britannique pour affronter les gaz lacrymogènes de la police, était devenu le symbole de leur mouvement. Toutefois, l'expérience de Hongkong montre que les symboles et une juste cause ne suffisent pas à remporter les révolutions. Après plus de soixante jours d'intense mobilisation des militantes prodémocraties, Pékin semble sur le point de remporter son bras de fer

à Hongkong. Les manifestants réclament l'instauration d'un suffrage universel véritable à Hongkong, qui bénéficie d'une relative autonomie. » (Le Figaro, 1.12.2014)

Libération critique la situation politique en Chine, notamment l'idée qu'elle présente comme bizarre d'un pays à deux systèmes, laquelle est souvent acceptée par tous les autres pays. Nous pouvons remarquer que le journal s'exprime contre cette idée.

« Etonnant concept que cette formule chinoise d' "un pays, deux systèmes", qui cloisonne et traite différemment deux morceaux d'une même nation. C'est à ce singulier modèle schizophrène initialement proposé par Pékin, que l'ancienne colonie britannique de Hongkong, rétrocédée par Londres en 1997, doit d'avoir gardé depuis lors son système de fonctionnement presque intact et une liberté de parole que lui envie le reste de la Chine. » (Libération, 2.10.2014)

En ce qui concerne la révolution à Hong Kong, le journal rappelle aussi la censure forte en Chine, entre autre le blocage des informations sur les événements hongkongais pour les habitants chinois. Il attire l'attention sur l'ignorance de peuple des Chinois de la situation actuelle, en soulignant l'interdit sur l'Internet.

« Les médias officiels contrôlés par le Parti communiste dénoncent parfois les "manifestations illégales" qui se déroulent à Hongkong, mais sans donner le moindre contexte, rendant l'information incompréhensible. La censure d'Internet s'est mise en chasse de la moindre allusion aux événements de Hongkong afin de s'assurer qu'in fine, presque personne en Chine continentale n'est au courant de ce qui s'y passe. De crainte, sans doute, que l'étincelle démocratique n'embrase tout le pays. (...) Une "grande muraille" de la censure a été érigée entre les deux. Bien que Hongkong fasse partie de la Chine populaire, pas la moindre image des importants rassemblements prodémocratiques qui secouent le territoire depuis la semaine dernière n'a été publiée dans la presse continentale. » (Libération, 2.10.2014)

Le *Daily Telegraph* constate l'impossibilité de l'existence de la démocratie à Hong Kong, à cause du régime politique de la Chine, qui ne permet jamais plus de démocratie pour un seul pays, peut-être à cause de la peur de la Chine de diffusion de cette révolution dans le reste du pays.

« Le dirigeant assailli de toutes parts de Hong Kong a averti les étudiants qui ont protesté hier que Pékin ne serait jamais d'accord à leurs exigences pour la pleine démocratie, puisque des milliers ont poursuivi leurs manifestations pacifiques en avance de la Journée nationale chinoise d'aujourd'hui. » (Daily Telegraph, 1.10.2014)

Le journal rappelle que la Grande Bretagne doit faire face aux accusations de ne pas avoir aidé son ancienne colonie, mais il souligne que ce n'est plus une colonie et que maintenant c'est la Chine qui détient le pouvoir à Hong Kong.

« L'un des principaux militants de la démocratie de Hong Kong a attaqué l'échec "défèrent" et "honteux" de la Grande-Bretagne pour contester Pékin sur son refus d'accorder la véritable démocratie à l'ancienne colonie. (...) Mais Downing Street semble réticent à compromettre les relations suite à un gel diplomatique de 14 mois imposée par Pékin après que David Cameron a rencontré le Dalai Lama en 2012. » (Daily Telegraph, 6.9.2014)

Cependant, le *New York Times* explique la difficulté des débats entre l'Amérique et la Chine, notamment le manque de volonté de la Chine pour les interventions américaines à ses affaires politiques, ce qui ne facilite pas les efforts des États-Unis d'aider la Chine.

« Les États-Unis reconnaissent qu'ils ont une faible force sur la Chine dans le conflit sur une loi de vote proposée à Hong Kong, que le gouvernement chinois considère comme une affaire strictement interne. Les fonctionnaires chinois, y compris le ministre des Affaires étrangères qui a visité Washington cette semaine, ont dit à leurs homologues américains, poliment, de s'occuper de leurs propres affaires. » (New York Times, 4.10.2014)

« Cette réponse certainement enrage les responsables chinois, qui considèrent les manifestations de Hong Kong comme profondément menaçantes parce qu'ils craignent qu'ils pourraient se répandre à d'autres régions du pays. Certains responsables chinois reprochent aux États-Unis les troubles, en disant qu'ils fouettent les étudiants. Cela peut influencer la séance initiale du consulat. » (New York Times, 4.10.2014)

Le journal *New York Times* prend sa position avec un peu plus d'assurance que les autres périodiques. Il propose que l'Amérique peut aider la Chine avec la crise, mais en remarquant que cela ne sera pas facile.

« Avec ces éléments en place, nous pouvons réussir à aider la Chine à occuper toute sa place en tant que leader mondial, et peut-être un partenaire équivalent aux États-Unis, de manière à favoriser la prospérité et la stabilité mondiale. Peut-être alors les dirigeants chinois se sentiront suffisamment en sécurité pour accorder une véritable démocratie à son peuple. Mais ce sera un chemin long. » (New York Times, 12.10.2014)

Le journal voit critiquement l'effort de la Chine sur le chemin vers la démocratie.

« Au lieu de cela, l'inverse c'est réalisé : la Chine est plus confiante, plus affirmée, et aussi plus fermée. Trente-cinq ans après que Deng Xiaoping a libéré l'économie, le Parti communiste utilise la prospérité matérielle et l'idéologie nationaliste pour maintenir sa légitimité face à des tensions sociales déchirantes. Il a rejeté les deux, le mouvement vers la démocratie et l'acceptation des droits de l'homme et civils, que les Américains avaient espéré pour sortir de l'essor économique étonnante de la Chine. »
(New York Times, 12.10.2014)

Le *Mladá Fronta Dnes* est un peu chiche de ses paroles à informer les lecteurs des événements chinoises ou hongkongaises. Le journal est seulement d'accord avec les autres quotidiens sur le fait que Hong Kong n'a pas beaucoup de chances pour remporter la démocratie dans la ville.

« Les gens descendaient dans les rues pour manifester leur désir plus de démocratie. Ils ont irrité considérablement Pékin, qui a récemment averti qu'il maintient le pouvoir supérieur sur Hong Kong, l'ancienne colonie britannique venue sous l'administration de la Chine il y a 17 ans. »
(Mladá Fronta Dnes, 3.7.2014)

Deuxièmement, nous observerons les commentaires du fait que la Chine monte économiquement plus vite comme prévu, et les attitudes des journaux particuliers.

Le journal *Le Monde* exprime la crainte des autres pays à l'égard de la puissance croissante du nationalisme de la Chine, notamment le danger de la guerre à cause des mauvaises relations entre les États-Unis et la Chine. Il souligne les tensions internes de la Chine et la fragilité de la situation actuelle en Chine.

« Dans la région Asie-Pacifique, la guerre semblait impossible il n'y a pas si longtemps. Chacun était trop occupé par la grande affaire de l'époque : le développement économique. Aujourd'hui, toutes les puissances de la région réarment sur fond de surenchère nationaliste en Chine comme au Japon. La zone Asie-Pacifique est devenue une zone de tempêtes. » (Le Monde, 29.4.2014)

« C'est une histoire du monde multipolaire d'aujourd'hui. Une histoire de blocs de puissances qui s'opposent politiquement et stratégiquement à l'heure de l'interdépendance économique. (...) La Chine

entretient, en ce moment, de mauvaises relations avec les Etats- Unis : Washington conteste les visées expansionnistes de Pékin, en mer de Chine notamment. » (Le Monde, 22.5.2014)

Il souligne aussi que le monde entier compte sur les États-Unis au cas du danger militaire du côté chinois, mais rappelle que la situation a changé et leur aide n'est pas si évidente comme prévue.

« Tous ces pays ont peur de la montée en puissance de la Chine et tous ont des relations militaires avec l'Amérique, particulièrement étroites dans le cas du Japon et de la Corée du Sud. (...) Les voisins de la Chine veulent que les Etats-Unis garantissent leur sécurité ; Pékin entend être l'unique grande puissance régionale. » (Le Monde, 29.4.2014)

Le Figaro rappelle les deux faces de la Chine, l'une qui présente la Chine comme un acteur principal des négociations mondiales, l'autre qui garde l'image de la Chine comme un parti communiste isolé et paranoïaque. Il souligne la possibilité que la Chine pourra résoudre les conflits entre la Russie et les États-Unis.

« La politique internationale de la Chine a deux visages. Le premier est celui qui apparaît sur les images de CNN, de la BBC ou de France 24. C'est celui d'une Chine devenue un acteur majeur du concert des nations, une Chine qui s'est hissée au niveau politique des États-Unis d'Amérique. (...) Aujourd'hui, c'est la Chine qui donne au monde l'image d'un médiateur capable de réduire la tension russo-américaine. » (Le Figaro, 2.12.2014)

Comme *Le Monde*, le journal *Le Figaro* remarque la peur actuelle de la montée de puissance de ce pays, mais exprime son opinion vis-à-vis du déclin de la diplomatie chinoise.

« Dotée des plus importantes réserves de change du monde et devenue en 2013 la première puissance manufacturière de la planète, la Chine est un géant. Mais sa diplomatie est en retard sur son économie, car elle se refuse toujours à jouer un jeu à sa hauteur dans le concert des nations (qu'on appelle aujourd'hui du nom ambigu de "communauté internationale") : c'est là son deuxième visage, plus politique et plus en "harmonie" avec son système de parti unique, nationaliste et paranoïaque. » (Le Figaro, 2.12.2014)

Il présente aussi pourquoi la Chine donne l'impression d'un pays à craindre, avant tout son expansion maritime et ses tendances guerrières. Il en conclue que ces faits peuvent influencer la situation à Hong Kong, qui a dans le cas présent nulle chance

de gagner la démocratie autonome. Il propose un regard critique sur la situation en Chine, en rappelant les conflits anciens au Vietnam et aux Philippines.

« Véritable mastodonte économique et militaire, la Chine investit massivement dans sa marine depuis plusieurs années pour défendre ses intérêts dans la région. Sur le papier, le Vietnam fait figure de poids coq. Cependant, les tentations guerrières de la Chine devraient être tempérées par le souvenir de la guerre sino-vietnamienne de 1979. (...) Grisée par sa montée en puissance, la République populaire a bouleversé ses relations avec ses voisins, rongés d'inquiétude par ses ambitions territoriales. Les récents incidents avec le Vietnam, mais aussi avec les Philippines, montrent une Chine de plus en plus sûre d'elle, prête à imposer des faits sur le terrain, pour appuyer ses revendications. Certains médias officiels n'hésitent pas à appeler Pékin à défendre ses intérêts par la force si nécessaire. » (Le Figaro, 17.5.2014)

Libération offre toujours les informations sans mâchant ses mots, et aussi s'inquiète de la puissance chinoise, concrètement il prévient de ce qui peut arriver si la Chine gagne la première position mondiale avec son économie.

« Deuxième puissance économique de la planète depuis deux ans, la Chine populaire pourrait devenir la première en 2030. (...) Si cette prophétie audacieuse se réalisait, le monde serait alors dominé par une superpuissance-dictature à parti unique. D'où la question : ce pouvoir, qui s'est toujours montré violent et répressif avec ses citoyens, se comportera-t-il mieux avec le reste de la planète ? » (Libération, 11.4.2014)

Daily Telegraph s'occupe aussi de la position économique montante de la Chine, mais ne propose pas les scénarios catastrophiques. De plus, il fait ressortir la position forte de la Grande Bretagne et l'éventualité qu'elle peut gagner la place actuelle de l'Allemagne, ce qui peut calmer les Britanniques.

« Est-ce que cela signifie que l'Occident va reprendre sa domination d'après-guerre froide? Pas assez. L'économie chinoise va probablement encore augmenter d'un bon sept pour cent. Personne ne doute que le président Xi Jinping conduit l'un des grands centres mondiaux du pouvoir. Le problème est que la Chine est peu probable de faire mieux que l'année dernière, c'est-à-dire que sa contribution globale à la prospérité mondiale restera inchangée. Au lieu des transformations rapides que nous avons été dressés d'attendre, l'équilibre global du pouvoir pourrait effectivement rester pratiquement constante en 2014. (...) La Grande-Bretagne est dans la catégorie chanceuse et notre économie est susceptible de surpasser nos voisins en 2014. Nous avons également un enjeu dans le leadership de l'Amérique et le succès de l'Asie. Ainsi, nous devrions faire partie des tendances bénignes de 2014. Globalement, nous pouvons sûrement nous sentir joyeux. » (Daily Telegraph, 1.1.2014)

« Il est inconcevable que l'Amérique et la Chine n'occuperont pas les deux premières places, n'importe quelle était en pole position. Et le Japon serait tenu d'être le numéro trois. Mais par la suite, il y aurait beaucoup d'incertitude. La quatrième position actuelle est occupée par l'Allemagne. Si le Royaume-Uni dépasse l'Allemagne, alors il n'est pas incroyable que nous serions dans la position numéro quatre. »
(Daily Telegraph, 5.5.2014)

Le journal *New York Times* met l'accent sur la position des États-Unis qui est plus faible que celle de la Chine, mais il veut rappeler le fait que les États-Unis doivent premièrement améliorer sa propre situation pour qu'ils soient capables de se défendre contre la Chine.

« Si nous voulons conserver notre leadership mondial, et être une force constructive et compensatrice comme la Chine monte, l'Amérique a besoin d'une vision stratégique à long terme à nous : une économie forte, croissante, construite sur une fondation de l'indépendance énergétique ; une démocratie dynamique et efficace ; une diplomatie assertive et patiente soutenue par les alliés ; et une force armée capable d'être égale à la Chine en temps d'une crise. » (New York Times, 12.10.2014)

Finalement, nous nous occuperons des commentaires sur la censure en Chine, notamment de celle de l'Internet et des médias.

Le journal *Le Figaro* critique la censure de l'Internet en Chine en utilisant un jeu de mots anglais, pour montrer les traditions fortes en Chine communiste, sans possibilité du changement du régime.

« Surnommée le "Great Firewall", jeu de mot en anglais qui mélange les termes "Grande Muraille" (Great Wall) et pare-feu (firewall), la censure est très perfectionnée. Twitter, Facebook, YouTube et Google sont bloqués en Chine. Mais aussi les sites de certains médias étrangers jugés trop critiques, tel le New York Times ou Bloomberg. Cela n'a pas empêché le développement spectaculaire de l'Internet. »
(Le Figaro, 18.3.2014)

Daily Telegraph constate les décisions prises par les entreprises de l'internet mondiales de ne pas commencer leurs affaires en Chine, à cause de la censure forte, et observe les conséquences provoquées pour les pays étrangers.

« Pour de nombreuses entreprises de technologie les plus grands de l'Amérique, les richesses de la Chine restent une chimère éloignée. Facebook et Twitter sont effectivement interdites. Google a une relation épineuse avec le gouvernement, grâce à ses règles de la censure. Groupon a quitté le vaste marché de détail chinois, avec sa queue entre les pattes. Amazon n'a pas commencé à essayer de le faire fonctionner. » (Daily Telegraph, 8.5.2014)

5.2.2 Révolutions arabes

Premièrement nous nous occuperons de fait comment les journaux particuliers commentent les attaques contre l'État islamique.

Le Monde critique l'attitude de l'Occident vis-à-vis des attaques et soutient la position de la France se lançant dans la lutte contre le terrorisme dans le monde arabe. Il soutient la légitimité de l'attitude de la politique française d'intervenir aux pays arabes et souligne que les islamistes ne vont pas arrêter leurs attaques contre l'Occident, même s'il finit les interventions.

« Rien ne se passe comme espéré. Les députés britanniques votent contre la guerre, Barack Obama hésite, seul François Hollande est vraiment décidé à frapper. » (Le Monde, 14.1.2014)

« Mais, alors, puisque intervenir est aussi compliqué, pourquoi ne pas se tenir en dehors de tout cela? C'est aujourd'hui la position par défaut de l'Occident. La réponse est que nous ne le pouvons pas parce que l'issue de cette longue transition aura pour nous de profondes conséquences. Pour ne considérer que la plus simple, les groupes djihadistes ne nous laisseront pas en paix. Le 11-Septembre n'est pas survenu sans raison. Cette raison et l'idéologie qui la sous-tend n'ont pas disparu. » (Le Monde, 20.6.2014)

Il défend les décisions de la France d'agir et rappelle qu'il faut le faire immédiatement pour protéger les temps à venir.

« L'Irak n'est qu'une facette d'une situation plus générale. Tous les choix qui s'offrent à nous sont inquiétants. Mais, depuis trois ans, nous regardons la Syrie s'enfoncer dans l'abîme et, pendant qu'elle sombre, elle nous enserme lentement et sûrement dans ses rets et nous entraîne avec elle. C'est pourquoi nous devons oublier les différends du passé et agir maintenant pour préserver l'avenir. » (Le Monde, 20.6.2014)

Libération critique l'Occident et les attaques irréfléchies, en soulignant l'attitude de quelques pays pour donner la préférence à un pays musulman particulier ; et il met

l'accent sur le besoin de lutter contre l'État islamique sans luttant contre une idéologie quelconque.

« Nous allons combattre le "terrorisme" parfois qualifié de "jihadiste" parfois "d'islamiste". Mais faire la guerre contre des concepts (la prolifération ou le terrorisme) ne mène à rien. (...) Bref en s'attaquant aux barbares de l'État islamique et aux salafistes jihadistes de tous poils, tout en défendant leur créateur, a-t-on une vision claire des suites ? Dans le roman de Mary Shelley, le monstre se détruit avec son créateur. Pourquoi veut-on absolument sauver le docteur Frankenstein ? » (Libération, 29.9.2014)

« C'est une montée aux extrêmes que connaît tout le Proche-Orient. En Irak, un Frankenstein sunnite, nourri par la politique ultraconfessionnelle et sectaire du Premier ministre chiïte Nouri al-Maliki, menace de dévorer Bagdad après n'avoir fait qu'une bouchée de Mossoul. En Syrie, un Frankenstein bis, en la personne de Bachar al-Assad, continue lui aussi une stratégie de l'effroi par la terre brûlée et les destructions massives. » (Libération, 11.7.2014)

Le journal *New York Times* critique la rationalité des attaques aériens, concrètement s'ils peuvent améliorer la situation de l'État islamique et aider la lutte contre le terrorisme.

« Les responsables américains ont déclaré publiquement que leur crainte la plus grande est qu'EILIL a inspiré les radicaux dans l'Ouest. Le problème est que les djihadistes avec les passeports américains ou européens lutteront à côtés d'EILIL ou d'autres groupes terroristes en Syrie, puis ils rentrent chez eux formés à mener à bien une attaque de leur choix. Il n'est pas claire si les frappes aériennes contre EILIL, du moins à court terme, diminueront cette menace. » (New York Times, 11.9.2014)

Le journal *Mladá Fronta Dnes* exprime peu de confiance pour l'attitude du président Obama et ses plans de combattre l'État islamique, en rappelant l'histoire du Vietnam.

« A partir du mercredi exactement dans trois ans, et incidemment à la veille de l'anniversaire du 11 septembre, l'État islamique sera entièrement détruite tout comme l'a été Hitler au moment où il a brûlé dans le jardin du Reichstag. Voilà le plan. (...) Mais comme l'Irak et l'Afghanistan, et le Vietnam auparavant, l'ont montré au cours des dernières années, les rumeurs que dans les trois années c'en sera fait, pourront bien navrer la quatrième année. » (Mladá Fronta Dnes, 9.9.2014)

Maintenant nous observerons les attitudes des journaux étudiés vis-à-vis des problèmes provoqués par le printemps arabe en tant que les efforts d'expliquer les racines de l'extrémisme de Moyen Orient.

Le Monde essaie d'expliquer le vrai origine des assauts terroristes en défendant les interventions. Il remarque les problèmes à l'intérieur des groupes islamistes, le morcellement des idéologies, et la suite qu'il présente comme inévitable du printemps arabe.

« Une seule chose paraît certaine : la lutte contre l'État islamique exige une stratégie globale. Certains considèrent le moment propice : il s'agirait d'utiliser le consensus international contre les djihadistes en Irak pour imposer une approche similaire, incluant les pays de la région, dans la Syrie voisine. Faute de quoi la gangrène risque de s'étendre à d'autres pays. » (Le Monde, 21.8.2014)

Selon le journal, il faut que l'Occident agisse à l'unisson pour combattre les terroristes, car les islamistes eux-mêmes ne sont pas unifiés, ce qui pourrait provoquer les difficultés aux pays occidentaux. En plus, le monde occidental a besoin d'une action rapide, car le printemps arabe pourrait inspirer d'autres problèmes plus graves.

« C'était en mars 2011. Inspiré par les révolutions tunisienne, égyptienne, libyenne et - à moindre échelle - yéménite et bahreïnite, le peuple syrien se soulève à son tour contre son tyran de Damas. Mais ce qui s'annonçait comme une révolte pacifique, à renfort de cortèges d'insoumis, allait vite se transformer en guerre civile entre la minorité alaouite au pouvoir, issue du chiisme, et une rébellion dominée par la majorité sunnite. Un conflit sectaire qui déborde aujourd'hui sur le Liban, à l'ouest, et l'Irak, à l'est. » (Le Monde, 27.1.2014)

« Tout le Moyen-Orient est en réalité engagé dans une longue et douloureuse transition. Nous devons nous débarrasser de l'idée que "nous" avons provoqué cette situation. Ce n'est pas vrai. Nous pouvons discuter de savoir si, à tel ou tel moment, notre politique a été bénéfique ou pas; nous demander s'il est préférable d'agir ou de ne rien faire? et il existe quantité d'arguments pour chacune de ces options. Il n'en reste pas moins vrai que la cause fondamentale de la crise plonge ses racines dans la région, et non en dehors d'elle. » (Le Monde, 20.6.2014)

« Tous les autres ont sombré dans le chaos sécuritaire ou confessionnel (Syrie, Libye, Yémen) ou dans des régressions autoritaires (Egypte, Bahrein). Le "printemps arabe" a changé de nature : il est devenu le théâtre d'un immense bras de fer stratégique et confessionnel entre le "croissant chiite", dirigé par l'Iran

(et comprenant l'Irak, la Syrie et le Hezbollah au Liban), et l' "axe sunnite", sous la houlette de l'Arabie saoudite. » (Le Monde, 14.1.2014)

Le Figaro critique l'attitude divergente des pays occidentaux, qui font les recours aux débats politiques et ne sont pas unifiés dans leurs stratégies de lutte contre les islamistes, pendant qu'il faut agir ensemble.

« De tout temps, la diplomatie a été une affaire de constructions à long terme. Qu'il s'agisse de tracer des frontières, de nouer des alliances, d'édifier des unions douanières, de rédiger des règles internationales, de déléguer partiellement sa souveraineté, l'art diplomatique exige du temps. (...) La politique de l'émotion a également gagné un pays occidental qui, par le passé, nous avait habitués à davantage de sang-froid dans sa prise de décision stratégique. (...) Au début de l'année 2011, dans un bel unanimité, les journalistes occidentaux se sont enthousiasmés pour ce qu'ils appelèrent les "printemps arabes". À les entendre, le "grand soir" était venu de la libération des peuples arabes. » (Le Figaro, 29.7.2014)

Libération souligne aussi les problèmes à l'intérieur de l'islamisme et les difficultés venant avec le printemps arabe, en se référant à un manque de politique dans les pays frappés par les conflits.

« L'islamisme est, décidément, soluble dans la démocratie. Beaucoup continuent d'en douter à cause de la phase de chaos que traversent les "révolutions arabes" mais, trois ans après les débuts de ce printemps, l'islamisme n'a plus rien d'une force homogène, en constante ascension et stratégiquement menaçante. (...) La situation des Syriens est tragique mais non seulement ils ne renoncent pas mais, Frères musulmans compris, ils se battent désormais à la fois contre le régime et contre les jihadistes - contre deux dictatures à la fois. » (Libération, 15.1.2014)

« Leur fanatisme causera-t-il leur perte ? Radicaux parmi les radicaux, coupables d'enlèvements, d'assassinats et d'éborgements de civils, incapables de s'allier avec les autres groupes rebelles jugés "impies", les jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), une émanation d'Al-Qaeda en Irak, accumulent les revers en Syrie. » (Libération, 13.2.2014)

« Comme en Irak ou en Syrie, c'est la politique qui est absente. » (Libération, 11.7.2014)

Le journal *Daily Telegraph* met l'accent sur le danger des conséquences du printemps arabe et sur la nécessité des pays occidentaux de s'unifier pour pouvoir agir vite et effectivement.

« Les responsables occidentaux ont exprimé leur souci que les extrémistes trouveraient un terrain fertile dans les pays qui ont enduré l'espoir et le désespoir qui ont accompagné le printemps arabe et ses conséquences. » (Daily Telegraph, 5.12.2014)

« Alors que le salissage de cette nature pourrait être élevé sur la valeur de divertissement, cela n'aide guère les efforts de la coalition pour atteindre son but recherché. Et si la mission actuelle pour vaincre EIIL est d'aboutir une chance de succès, alors les partenaires de la coalition doivent tirer leurs différences et mettre en place un plan efficace pour liquider l'infrastructure terroriste d'EIIL une fois pour toutes. » (Daily Telegraph, 17.11.2014)

Le *Daily Telegraph* rappelle aussi les obstacles potentiels de l'accord des pays sur les attaques contre le terrorisme, qui présentent la Russie et la Chine. Les deux dernières doivent être d'accord avec les attaques contre l'islamisme, mais comme ils ont déjà montré dans le passé, cet accord s'avère peu probable.

« La nouvelle coalition contre EIIL devra de décider bientôt d'enlever les barrières juridiques en cherchant une résolution des Nations Unies qui autoriserait des frappes aériennes contre des cibles en Syrie. Mais cela nécessiterait le soutien de l'ensemble des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, y compris la Russie et la Chine, qui se sont catégoriquement opposés à toute action militaire en Syrie dans le passé. » (Daily Telegraph, 16.9.2014)

Le journal *New York Times* exprime de manière critique sa méfiance vis-à-vis de la politique américaine, notamment vis-à-vis de ce qui peut causer le fait que l'Amérique va joindre la guerre. De plus il se pose la question de l'utilité des attaques pour les États-Unis.

« Nous pouvons tuer des combattants anti-américains, de même leurs dirigeants, mais nous ne pouvons pas supprimer le sentiment anti-américain. Dans une certaine mesure, chaque fois que nous engageons nos forces au Moyen-Orient, nous risquons d'enflammer ce sentiment de nouveau. (...) Nous, en tant qu'Américains, devons y penser longuement et consciemment ce qui se passerait vraiment si nous engageons une autre guerre étrangère et soupeserons ce risque contre les besoins pressants lesquels nous avons chez nous. » (New York Times, 11.9.2014)

« Le président Obama a insisté sur le fait qu'il n'a pas l'intention de déploiement des troupes terrestres au combat contre l'Etat islamique. Son plan mentionné est de se fier aux forces indigènes pour les troupes terrestres, s'appuyant sur la puissance aérienne américaine. Donc, il n'aurait aucun mal à accepter les

limites des troupes terrestres dans la loi. (...) Présidents résistent souvent aux tentatives du Congrès pour limiter leurs pouvoirs. Mais après 13 ans de guerre en Afghanistan et en Irak ciblée d'Al-Qaïda et ensuite évoluée en des conflits dans d'autres Etats (comme le Yémen) contre les extrémistes "associés", les États-Unis ne peuvent plus se permettre de se laisser prendre dans un autre conflit dévorant sans fin. »
(New York Times, 11.12.2014)

Finalement, nous observerons les divers opinions sur la politique américaine et les relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient.

Le Monde commente la politique des États-Unis qui est solitaire dans sa lutte contre l'État islamique, même si le président américain proclame une autre chose.

« Malgré toutes ces limites, le président semble à peu près sûr d'obtenir un soutien tacite du Congrès, qui, embarrassé par l'approche des élections de mi-mandat, et divisé sur les interventions extérieures, pourrait juger habile de laisser le président agir dans le cadre des autorisations existantes, sans exiger de vote. Lui laissant assumer seul la responsabilité de cette nouvelle guerre contre l'islam radical. Obama refuse l'idée d'un combat solitaire, affirmant qu'il ne s'agira pas d'une bataille de l'Amérique contre les sunnites, mais de l'Occident et des sunnites contre le fléau du terrorisme islamiste... »
(Le Monde, 11.9.2014)

Le Monde mentionne la position des États-Unis, en ce qui concerne leur combat commun avec les états arabes contre l'État islamique.

« Le symbole est fort et Washington compte bien capitaliser dessus. C'est en compagnie de cinq nations arabes que l'Amérique a mené lundi soir ses premières frappes en Syrie contre les rebelles de l'État islamique, ouvrant un nouveau front dans la guerre qu'elle a déclarée à ce groupe ultraradical. (...) L'autre point noir concerne la situation militaire en Irak, où six semaines de frappes américaines n'ont toujours pas produit de revers significatifs pour l'État islamique, révélant au contraire la déroute de l'armée irakienne. Un énorme problème pour Barack Obama qui a promis de ne pas engager de troupes au sol. » (Le Monde, 24.9.2014)

Le journal *Mladá Fronta Dnes* se concentre sur la situation compliquée au Moyen-Orient.

« On réaffirme encore une fois que le Moyen-Orient est un endroit complexe et plein de paradoxes, dont le dernier est le tâtement inattendu, des concurrents principaux à long terme, les États-Unis et l'Iran, bien

que pour l'instant seulement timide et purement fonctionnel. Mais de temps en temps la politique internationale est de la sorte. » (Mladá Fronta Dnes, 7.1.2014)

Selon le journal, il n'est pas clair pour le reste du monde si les États-Unis vont combattre seul ou avec l'aide d'Iran, le journal souligne la situation compliquée des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran.

« Il est difficile de dire si les relations toxiques entre les États-Unis et l'Iran, qui durent déjà depuis la révolution islamique de 1979, subissent un renouvellement essentiel du moins à court terme. » (Mladá Fronta Dnes, 7.1.2014)

« On pourrait ainsi imaginer des choses paradoxales qui ne peuvent se produire que dans l'enlacement du Moyen-Orient. Notamment le fait que si les États-Unis commencent vraiment à bombarder de l'air le groupe d'opposition de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), deviendront leur propre ennemi. » (Mladá Fronta Dnes, 20.6.2014)

Le journal montre aussi les manques de clarté du sens de la guerre et des combats sans raisons, en rappelant les conflits dans la Bande de Gaza, en essayant de découvrir les buts cachés d'EIIL.

« La guerre dans la Bande de Gaza, dont avait besoin le prochain vaincu et dont le gagnant aura des maux de tête, a duré hier pour le deuxième jour, et maintenant tout est comme d'habitude. (...) Et, partant, les Israéliens sont dans la Bande de Gaza et, en fait, ils ne savent pas exactement pourquoi. Il est vrai que le Hamas subira de lourdes pertes, mais un jour Israël s'éloignera et le Hamas cela désigne pour sa fameuse victoire. » (Mladá Fronta Dnes, 19.7.2014)

« Mais quel est le vrai but d'EIIL? Les djihadistes veulent acquérir le contrôle d'Anbar entier, la plus grande province d'Irak, qui se trouve à la frontière syrienne et occupe environ un tiers du pays. » (Mladá Fronta Dnes, 6.1.2014)

Maintenant, nous ajoutons les préoccupations du journal anglais vis-à-vis du danger présenté par les djihadistes en Grande-Bretagne.

Le *Daily Telegraph* se concentre sur le danger que présentent les soldats rentrant des pays arabes. On constate qu'il est probable qu'ils peuvent provoquer les attaques en Angleterre en utilisant ce qu'ils ont appris par exemple en Syrie.

« Les Britanniques qui se battent en Syrie reçoivent une formation comme "djihadistes" et ensuite sont encouragés à revenir au Royaume-Uni pour lancer des attaques dans leur patrie, un transfuge d'Al-Qaïda et des sources de sécurité occidentales ont déclaré au Daily Telegraph. (...) La sécurité et les services de renseignement britanniques estiment que la menace de terroristes potentiels rédirigés vers le Royaume-Uni par les organisateurs d'Al-Qaïda en Syrie est en pleine croissance. » (Daily Telegraph, 20.1.2014)

« Pour les deux dernières années, les djihadistes britanniques pouvaient accéder à la bombe et au maniment des armes dans le pays en guerre, ainsi que subir une nouvelle radicalisation. (...) On craint que les hommes britanniques qui ont été radicalisés et aussi encouragés à revenir au Royaume-Uni pour réaliser les attaques ici plutôt que de rester combattre. » (Daily Telegraph, 11.4.2014)

Le journal met aussi l'accent sur le danger des attaques qui est au même niveau en Grande-Bretagne qu'en France, en se référant au discours du président François Hollande.

« M. Hollande a dit que la Grande-Bretagne et la France partageaient le "même niveau" des jeunes qui avaient sorti dehors pour rejoindre des groupes extrémistes. » (Daily Telegraph, 1.2.2014)

5.2.3 Centrafrique

À la première place nous observerons les positions des quotidiens particuliers vis-à-vis des interventions en Centrafrique.

Le journal *Le Monde* distingue les interventions faites par les pays occidentaux et par les pays de l'Ouest. Les commentaires insistent sur le fait que les pays de l'Occident met en relief surtout les motifs humanitaires, tandis que les pays non-occidentaux préfèrent les actions militaires et politiques, en donnant l'exemple des interventions de l'Israël ou de la Russie.

« Au cours des dernières décennies, plusieurs pays non occidentaux ont mené des interventions militaires hors de leurs frontières : l'Inde, au Bangladesh et au Sri Lanka; le Vietnam, au Cambodge ; la Libye, au Tchad; la Russie, en Géorgie et, de façon indirecte, en Crimée ; le Rwanda, en République démocratique du Congo (RDC) ; Israël, au Liban, en Irak, en Syrie ou à Gaza ; l'Irak, au Koweït ; la Turquie, à Chypre, etc. » (Le Monde, 6.5.2014)

Il critique les interventions en argumentant qu'elles présentent l'attaque contre la souveraineté des nations, ce qui pourrait aggraver la situation.

« Mais, depuis la fin de l'URSS, dans les années 1989-1991, c'est surtout l'Occident qui, n'ayant plus à craindre un ennemi à sa taille, s'est beaucoup "ingéré", et est intervenu dans d'autres pays, en s'affranchissant, pour des raisons humanitaires ou de droit international, du respect de la souveraineté nationale. » (Le Monde, 6.5.2014)

Les pays devraient réfléchir sur leurs motifs pour les interventions, ils doivent bien choisir le pays et les moyens indispensables, pour ne pas provoquer les problèmes dans les pays.

« Par ailleurs, toutes les opérations militaires de ces dernières années ont montré qu'une force armée extérieure ne permettait pas de stabiliser un Etat et de lui ouvrir des perspectives politiques. Le remède est souvent pire que le mal. Il crée une tutelle sur les forces politiques en présence et crée des abcès de fixation dans la population. A son corps défendant, la nation intervenante peut devenir la responsable des troubles et des exactions contre lesquels elle devait être un rempart. Souhaitons-nous cela pour la France en Centrafrique? » (Le Monde, 26.2.2014)

Les commentaires expriment la persuasion pour la nécessité des interventions, mais ils soulignent aussi l'importance des réflexions sur elles.

« Il se trouve que ces interventions ont eu lieu pour l'essentiel dans des pays musulmans, en Afrique ou au Moyen-Orient, accessoirement dans les Balkans, et que ses initiateurs ont été les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et/ou la France, même si d'autres pays occidentaux ont pu y participer ponctuellement. La France a été un des pays les plus interventionnistes, peut-être en raison de l'engouement chez elle, pendant longtemps, du concept d'ingérence et de la croyance de ses élites dans sa "mission universelle". (...) Si nous voulons conserver la capacité d'intervenir quand il le faudra absolument, nous devrions tirer, avec les autres alliés les plus fréquents - Etats-Unis, Grande-Bretagne -, les leçons des interventions et des non-interventions passées pour se mettre d'accord de façon convaincante et consensuelle sur qui pourra intervenir légitimement à l'avenir : quels pays, quelle alliance, quelle organisation? Dans quels cas, dans quel but, et comment (décision, mise en œuvre, contrôle). Sinon, les opinions publiques occidentales y mettront un terme par fatigue isolationniste. Pour le meilleur et pour le pire. » (Le Monde, 6.5.2014)

Nous pouvons remarquer une critique de la passivité des autres pays, notamment des États-Unis, à l'égard des interventions.

« Le soutien européen reste minimal. Faute de déploiement des grandes nations européennes, la future force européenne risque de se composer pour l'essentiel de troupes françaises. Les Etats-Unis ne cachent pas leur scepticisme et semblent se laver les mains de ce qui se passe en Centrafrique : au cours du déplacement de François Hollande à Washington, Barack Obama s'est bien gardé de tout engagement formel sur ce point. » (Le Monde, 26.2.2014)

Le *Daily Telegraph* s'inquiète des effets causés par les interventions et souligne la vraie nécessité d'arrêter les massacres.

« La mauvaise nouvelle est que les réductions de défense occidentales signifient qu'il y a encore moins de soldats disponibles pour effectuer ces tâches cruciales. Alors quand on parle d'aider l'Afrique, ce qui devrait signifier plus qu'envoyer de l'aide. Si nous sommes sérieux au sujet de dire "plus jamais" au Rwanda, nous devons aussi être prêts à utiliser la force pour empêcher le meurtre de masse. Dans ces situations désespérées, tous les travailleurs humanitaires et les consultants en développement dans le monde ne valent pas un seul bataillon d'infanterie formée. » (Daily Telegraph, 4.4.2014)

Il décrit aussi le manque d'envie des pays, excepté la France, d'intervenir n'importe où. Nous pouvons y remarquer le ton déçu, en même temps que l'expression du besoin d'agir, une fois comme l'adhérent de l'Union Européenne.

« La Grande-Bretagne est loin d'être unique à avoir ni l'argent ni l'appétit pour les aventures étrangères. A l'unique exception de la France, dont le président a ordonné les troupes en Afrique trois fois au cours de l'an dernier, l'Occident est peu encline pour une intervention de quelque nature que ce soit. Nous sommes tous les "singes capitulards et mangeurs de fromage". » (Daily Telegraph, 8.1.2014)

« La Grande-Bretagne ne peut pas se permettre d'être le paria de l'Europe, sans amis en marge. Bien que personne ne doute que des réformes sont nécessaires, l'adhésion à l'UE nous fait une partie influente du plus grand bloc commercial du monde. » (Daily Telegraph, 8.1.2014)

Mladá Fronta Dnes fait observer que la République Tchèque ne participera pas aux interventions en Centrafrique, car elle déjà aide au Mali. Pourtant, nous pouvons noter un manque de confiance pour ces activités militaires, en donnant l'exemple des efforts vaines de la France et de l'Union africaine.

« *"La République tchèque ne participera pas à l'intervention, notamment parce qu'ils participent déjà aux opérations au Mali", a déclaré l'ambassadeur tchèque de l'UE Martin Povejšil pour MF DNES.* » (Mladá Fronta Dnes, 21.1.2014)

« *Selon l'agence Reuters, l'intervention en République centrafricaine sera l'une des premières grandes opérations de l'Union européenne durant la précédente période de six ans. (...) Depuis décembre, 1600 soldats français et environ 2400 soldats de l'Union africaine essayent de stabiliser la situation en République centrafricaine. En vain pour l'instant.* » (Mladá Fronta Dnes, 21.1.2014)

À la deuxième place nous nous occuperons de l'attitude positive de la France pour les interventions militaires et les différentes positions prises par les autres pays.

Le Monde attire l'attention sur le fait que la France reste un seul pays qui veut intervenir, peut-être parce qu'elle a réussi au Mali, et il se peut qu'elle se sent puissante pour pouvoir faire d'autres interventions. Il est important tout autant, selon *Le Monde*, que la France ne reste pas sans l'aide des autres pays.

« *Mais les Etats-Unis, importants bailleurs de fonds de l'ONU, et l'Union européenne doivent aussi comprendre que l'enjeu de ces opérations dépasse largement la France. La France était la mieux placée pour intervenir en Centrafrique et elle ne pouvait pas ne pas le faire. Mais elle ne peut pas réussir seule. Il est urgent de la renforcer. Les conséquences d'un échec seraient désastreuses. Pour tous.* » (Le Monde, 6.1.2014)

« *La France a envoyé des troupes en Centrafrique pour des raisons humanitaires légitimes. Face à un risque génocidaire réel, nos liens historiques avec la Centrafrique exigeaient que nous ne restions pas les bras croisés. Hélas! le président de la République a pris une décision de renforcement de nos troupes sur place sur la base d'un diagnostic erroné et avec des moyens inappropriés.* » (Le Monde, 26.2.2014)

Le Figaro souligne le succès français au Mali, mais reste pragmatique et avise les difficultés possibles que présentent les islamistes en Centrafrique. Il est nécessaire que la France révise ses capacités, de même que ses priorités.

« *Encouragés par les succès de l'intervention au Mali, les responsables politiques français avaient promis, pour la République centrafricaine, une intervention facile et rapide. Le manque de moyens financiers et militaires comme la volonté de s'assurer le soutien de l'opinion, qui exige des interventions courtes et sans risque, avaient largement pesé en faveur d'une intervention limitée, dont François Hollande se disait "sûr du succès". (...) Les obstacles sont à la fois militaires et politiques. Contrairement*

à l'opération "Serval" au Mali, qui luttait contre un adversaire précis - les groupes djihadistes armés, voués à la "destruction" - Sangaris ne s'est pas désigné d'ennemi particulier, ce qui rend la conduite de la guerre plus compliquée. » (Le Figaro, 3.1.2014)

Le quotidien constate que la France devrait se concentrer sur sa situation économique pour suivre de près les autres pays plutôt que faire les interventions malgré le déplaisir des autres pays.

« Que le rôle international de la France s'érode et c'est l'un des derniers avantages comparatifs du pays qui risquera de disparaître. Contrairement à l'Allemagne, puissance économique, l'influence française est basée sur l'outil militaire. Avec une croissance en berne et un taux de chômage qui explose, la France risque de voir son poids s'alléger face aux États-Unis, à la Chine, à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne. » (Le Figaro, 3.1.2014)

De plus, il critique le désintéret des autres pays pour les interventions françaises à cause de fait que la France doit s'occuper seule des affaires dans ses anciennes colonies.

« Depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, l'appareil diplomatique est en revanche accaparé par le Sahel et par l'Afrique. Après la Libye, le Mali, l'intervention en Centrafrique. Au moment où les puissances occidentales, notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne, se lassent du recours à la force, la France se distingue par son interventionnisme. » (Le Figaro, 13.1.2014)

« La solution, comme le prônaient les Français, de s'appuyer sur les armées africaines, s'est avérée être une chimère. Les forces locales ne sont pas au niveau. Ou alors elles sont discréditées, comme l'est l'armée tchadienne, trop proche des ex-Séléka, les milices musulmanes. Quant à l'Europe, elle a encore raté ce nouveau rendez-vous, militairement et financièrement. Les États européens se désintéressent de l'Afrique. Ils considèrent qu'il revient à la France de gérer les problèmes de sécurité dans ses anciennes colonies. » (Le Figaro, 3.1.2014)

Il avertit aussi que même si la France fait le travail à la place des autres, cela ne va pas durer longtemps.

« Un monde dans lequel aucune puissance n'est assez forte pour régler seule les crises. Puissance globale, la France veut assumer ses responsabilités internationales. "Malgré nos imperfections, nous sommes capables de faire ce que les autres ne font pas", a rappelé le ministre des Affaires étrangères au Sénat. Jusqu'à quand ? » (Le Figaro, 13.1.2014)

Le journal *Libération* est plutôt méfiant à l'égard du rôle de la France et souligne que la Centrafrique ne ressemble pas entièrement au Mali, elle reste au chaos et il se peut que les sauveurs n'ont pas les mêmes intérêts que ceux qu'ils veulent sauver.

« C'était le 11 janvier 2013 : ce jour-là, il y a presque un an, François Hollande endossait l'uniforme du chef de guerre et lançait l'opération Serval à l'assaut des jihadistes du Nord-Mali. (...) Résultat, un an plus tard, la France est toujours au Mali mais également en Centrafrique, où elle peine à rétablir une situation chaotique. Un demi-siècle après les indépendances, il s'agit de sa cinquantième intervention dans son ancien pré carré. Un triste bilan qui, pour certains Africains, présente avant tout une singulière continuité. (...) Mais les sauveteurs et les populations sauvées ont-ils les mêmes préoccupations ? »
(Libération, 6.1.2014)

« La France est et se veut, à juste titre, une grande nation, ce qui suppose des capacités d'action, militaires en particulier. En nous montrant à la fois brillamment ce que sait faire notre appareil militaire et ses évidentes limites, 2013 nous réveille et nous rappelle que le premier devoir du stratège est de proportionner l'enjeu et les moyens. » (Libération, 19.2.2014)

Le *New York Times* met l'accent sur l'expression de l'amitié entre la France et les États-Unis, mais en avisant qu'en ce qui concerne les interventions, les États-Unis ne s'occupent pas de mêmes intérêts que la Grande Bretagne, et que la France doit prendre en considération l'effort de l'Amérique de tout contrôler seule.

« Les responsables de l'administration se sont plaints publiquement et en privé à des fonctionnaires français, et M. Obama a encore délivré un avertissement le plus pointu, en tant même qu'il a accueilli le président François Hollande pour une visite d'Etat rempli de symboles d'amitié franco-américain. »
(New York Times, 12.2.2014)

« La France a tenté la coopération plus étroite de renseignement avec les États-Unis, quoique les représentants français ont dit qu'ils ne réclamaient pas les mêmes conditions que la Grande-Bretagne. (...) En fait, M. Obama a contesté que n'importe quel pays était à l'abri de la surveillance américaine. "Il n'y a aucun pays où nous avons un accord de non-espionnage", a déclaré M. Obama, ajoutant que les États-Unis étaient en pourparlers avec la France des moyens d'approfondir son partage du renseignement. » (New York Times, 12.2.2014)

En outre, le journal *Libération* s'efforce d'expliquer les vrais buts des révolutions, ceux de la séparation des pays islamistes de l'influence occidentale.

« La logique masquée de cette violence terroriste est d'instaurer une nouvelle mémoire, autoritaire et irréversible, effaçant les traces des mémoires antérieures d'alliances pacifiques : celle des premiers pactes et des rituels de coexistence pacifique, des échanges matrimoniaux, du petit commerce, de la reconnaissance des associations musulmanes dans l'espace public centrafricain. »
(Libération, 21.5.2014)

5.2.4 Tunisie

En étudiant le thème de la Tunisie, nous pouvons observer la même opinion de tous les journaux, que le printemps arabe a fini par l'échec, malgré la réussite de la révolution en Tunisie.

Le Monde exprime la joie de la réussite de la réforme en Tunisie, notamment la façon comment le pays a réussi, sa sagesse et sa politique consciente. Mais au contraire il n'est pas totalement d'accord avec la nouvelle constitution tunisienne, qui est presque pareille comme pendant l'époque d'avant la dictature. Il observe la situation du côté tunisien, sans mentionner l'impact sur la France.

« Encore une fois, la Tunisie donne l'exemple. Le bon exemple. Encore une fois, c'est de ce petit pays du Maghreb que viennent les rares bonnes nouvelles en provenance du monde arabe. Ne boudons pas cette lumière d'espoir qui brille en bordure de Méditerranée orientale. Elle est importante. (...) L'échec est manifeste. Mais dans cette sortie de crise, la Tunisie fait preuve de sagesse et d'intelligence politique - ressources rares. Il faut croire qu'il y a bel et bien un "modèle tunisien". » (Le Monde, 11.1.2014)

« Ils ont déclenché le "printemps arabe" en chassant Ben Ali du pouvoir, il y a trois ans. Aujourd'hui, les Tunisiens sont-ils en train de sauver ce grand mouvement, après le naufrage égyptien, le chaos syrien et le désordre libyen, en adoptant la première Constitution démocratique "apurée" de la charia? On ne va pas boudier notre plaisir de voir émerger une nouvelle Constitution qui consacre dans le texte des principes et valeurs pour lesquels se sont sacrifiés tant de Tunisiens, renouant ainsi avec l'histoire réformatrice du pays, qui a vu naître la première Constitution du monde arabe en 1861. »
(Le Monde, 20.1.2014)

Il essaie d'expliquer ses craintes à l'égard des islamistes qui jouent un double jeu avec les représentants intérieurs et aussi extérieurs. Il souligne l'importance de ne pas faciliter la situation et de rendre compte du danger potentiel des islamistes. Il ajoute que

la Tunisie et sa démocratie sont jeunes et qu'elles doivent faire face au terrorisme omniprésent.

« Ce que l'on appelle le double discours des islamistes est à double usage : composer avec « les partenaires internes » et rassurer les chancelleries occidentales. Hier, quand on défendait leur droit à l'existence et dénonçait la répression sauvage qui les visait, on disait : il faut les prendre au mot. L'expérience a démontré qu'il faut aussi se méfier de leurs mots ambigus. La Constitution est un acquis important mais qui ne déterminera pas, seul, le cours des événements. » (Le Monde, 20.1.2014)

« Comment combattre le terrorisme sans risquer de retomber dans l'autoritarisme? Comment préserver des libertés chèrement acquises sans se faire déborder par les djihadistes? Confrontée à une multiplication d'attaques terroristes, la Tunisie s'interroge sur la façon de faire face à la menace. Au cœur des débats : l'adoption d'une nouvelle loi antiterroriste, dont les députés doivent reprendre l'examen lundi 1^{er} septembre. Trois ans après la chute du régime de Ben Ali, son adoption constitue un nouveau défi pour la jeune démocratie tunisienne. » (Le Monde, 1.9.2014)

Le quotidien *Le Figaro* considère la Tunisie comme un modèle pour les autres pays arabes. De plus, il prévient contre le danger possible pour la nouvelle démocratie, représenté par le terrorisme sans fin.

« À l'heure où les autocrates sont partout de retour au Moyen-Orient, il n'y a plus guère que la Tunisie qui poursuit son processus de transition et fait plus que jamais figure d'exception dans le paysage dévasté de l'après-printemps arabe.(...) L'exemple tunisien peut-il s'appliquer ailleurs ? » (Le Figaro, 12.6.2014)

« L'une des premières tâches du nouveau président de la République tunisienne sera de tenter de rétablir la sécurité dans le pays. Depuis la révolution, la montée du terrorisme effraie une population peu habituée à la violence djihadiste et confrontée aujourd'hui à l'ascension de l'organisation État islamique, qui compte de nombreux Tunisiens dans ses rangs. » (Le Figaro, 22.12.2014)

Libération s'inquiète des tendances tunisiennes à la suite du printemps arabe et réfléchit sur les désirs des élites, lesquelles doivent maintenant bien suivre le peuple en Tunisie.

« Le vieux préjugé selon lequel les avant-gardes sont toujours en avance sur les peuples vient d'être infirmé une fois de plus : en Tunisie, pays pionnier d'où a jailli l'étincelle qui donna vie au "printemps arabe", c'est la société civile qui, à sa façon, oblige les élites à se conformer à ses aspirations profondes. » (Libération, 30.12.2014)

Il met l'accent sur la nécessité de l'aide européenne, non seulement militaire, mais aussi politique et humanitaire.

« Et la révolution tunisienne est un motif d'espoir pour tous les peuples arabes. L'Europe, et tout particulièrement la France, doit enfin se mobiliser pour apporter à la Tunisie l'aide multiforme dont elle a besoin. » (Libération, 30.12.2014)

Le *Daily Telegraph* souligne le soutien économique, que les pays, ou plutôt les investisseurs, proposent à la Tunisie, à cause du printemps arabe.

« Il y a quatre ans, la Tunisie a été le point de départ pour les bouleversements politiques dans la région qui devint connu sous le nom de soulèvement du printemps arabe, mais le pays d'Afrique du Nord cherche maintenant à attirer les investissements internationaux et diversifier son économie. "Nos politiques d'ouverture en Tunisie ont créé un environnement plus transparent pour les investisseurs", a déclaré M. Ammar. » (Daily Telegraph, 1.10.2014)

Contrairement aux autres journaux, *Daily Telegraph* croit que la Tunisie est une exception et que sa situation ne se répètera pas dans les autres pays.

« Le soi-disant printemps arabe s'est avéré être un désastre. La promesse de la démocratie et de renouvellement est tombée presque partout. Où a-t-il prospéré? Il se peut que seulement en Tunisie, le pays où il a commencé. Ailleurs, le chaos qui en résulte a vu un groupe vicieux des djihadistes revendiquait au Moyen-Orient, alors que l'Occident a suivi, apparemment paralysé. » (Daily Telegraph, 23.8.2014)

Le *New York Times* espère que la Tunisie peut devenir un exemple pour tous et qu'elle peut inspirer les autres pays dans le monde arabe, même si elle doit toujours affronter plusieurs obstacles.

« Avec l'élection de son premier président librement choisi, la Tunisie a pris une autre étape importante dans la transition du printemps post-arabe vers la démocratie. Bien que le pays fasse face à de nombreux défis difficiles, il reste un symbole d'espoir et de la santé mentale dans une région consommée par le chaos et dominé par les gouvernements autoritaires. (...) Alors que l'engagement de la Tunisie aux élections et aux autres processus démocratiques a été source d'inspiration, la construction des racines profondes pour les institutions et les valeurs démocratiques qui peuvent résister à l'épreuve du temps prendra des années. Encore, le pays offre plus d'espoir que tout autre pays musulman ébranlé par les

bouleversements politiques de 2011 et mérite le soutien politique et économique tout autant que les États-Unis et l'Europe peuvent réunir. » (New York Times, 26.12.2014)

« Le monde musulman a beaucoup à apprendre de la Tunisie. » (New York Times, 31.10.2014)

En tout cas, le journal souligne que le progrès ne se fait pas seul, que le pays a besoin des leaders intelligents, supportés par l'Ouest. Mais il ne précise pas si la Tunisie devrait compter aussi sur les États-Unis ou si c'est une affaire exclusivement européenne.

« La Tunisie a fait du progrès impressionnant, mais il aura besoin des leaders éclairés, constructifs et du soutien de l'Occident pour continuer de réussir. » (New York Times, 31.10.2014)

Pour *Mladá Fronta Dnes* il est nécessaire que le monde arabe suive plutôt le modèle tunisien que celui de l'Égypte, mais le journal n'exprime pas une grande croyance pour ce fait. De plus, il souligne l'« effet boule de neige » produit par le printemps arabe, qui a commencé en Tunisie.

« Le cliché traditionnel dit que ce qui se passe en Égypte se produira tôt ou tard dans tout le monde arabe. Pour la planète il serait utile que les politiciens arabes imitent plutôt la Tunisie. (...) La Tunisie d'Afrique du Nord a vraiment donné le départ au printemps arabe quand elle a encouragé des millions de mécontents, principalement en Égypte mais également ailleurs. Les gens de Moubarak pressentaient qu'avec la chute de Ben Ali le trône de leur pharaon allait aussi être ballotté. » (Mladá Fronta Dnes, 14.1.2014)

5.2.5 États-Unis

Nous incluons plusieurs thèmes concernant les États-Unis et premièrement nous nous occuperons du dîner officiel de président François Hollande aux États-Unis, notamment sous optique des relations entre la France et l'Amérique.

Le Monde commente le dîner d'État des présidents François Hollande et Barack Obama du côté humoristique.

« A quoi sert un dîner d'Etat? A remercier les donateurs de fonds des campagnes électorales, bien sûr, et ils étaient nombreux parmi les invités de la soirée d'apparat offerte à François Hollande, mardi soir 11 février, dans une immense tente dressée dans les jardins de la Maison Blanche. (...) Mais le state

dinner, cérémonie qui coûte plus de 270 000 dollars et que le président ne se permet qu'une fois par an, est surtout l'occasion de flatter les ego, de recevoir des célébrités et de s'amuser dans une ambiance chaleureuse. » (Le Monde, 13.2.2014)

Il souligne aussi que les chefs d'État essayent de rappeler la nature des relations franco-américaines et les objectifs de chaque pays.

« Mais, malgré l'ambiance festive et les nœuds papillons, François Hollande a rappelé l'administration Obama à ses devoirs : "Les Etats-Unis et la France sont deux grandes nations. Ce qu'on attend d'elles est de garder une promesse, une promesse de liberté et une promesse de progrès", a-t-il déclaré. » (Le Monde, 13.2.2014)

Il trouve à redire au partenariat des deux pays et de leurs rêves. Même s'il met en relief le fait que les États-Unis et la France ont les mêmes rêves, pour le journal ce sont toujours seulement les rêves. D'où la question – est-ce qu'il est possible qu'un jour les rêves se réaliseront.

« Encore plus directement, il a appelé Barack Obama à poursuivre le "rêve changer le monde" des fondateurs de l'Amérique et des révolutionnaires français. Sans craindre de reprendre le manteau de l'espoir et du changement : "En unissant nos forces et nos talents, nous parviendrons à garder vivante la flamme de l'espoir". » (Le Monde, 13.2.2014)

Le journal *Le Figaro* commente la visite d'État en soulignant les différences entre l'Amérique et la France. Pour le journal il est vrai que les pays ont les mêmes objectifs, mais chaque pays a une autre vision comment ils peuvent les atteindre.

« Il fait un froid polaire ce mardi matin, sur la pelouse de la Maison-Blanche, où une foule d'invités américains et français assistent à l'accueil fastueux que le président Obama a réservé à son hôte François Hollande. » (Le Figaro, 12.2.2014)

« Se donnant du "François" et du "Barack", les deux présidents se sont engagés à faire "plus de choses ensemble". (...) Sur le plan économique, les deux chefs d'État partagent un même objectif prioritaire, la relance de la croissance. Mais les méthodes pour y arriver, comme les résultats, diffèrent largement entre les deux côtés de l'Atlantique. » (Le Figaro, 10.2.2014)

Le journal *Libération* ouvre un thème de la servilité de la France aux États-Unis, mais en s'opposant aux ceux qui ont l'impression que la France essaie de flagorner les États-Unis.

« La France aurait rompu - c'est l'idée qui monte - avec "l'héritage gaullo-mitterrandien". Sa diplomatie se serait alignée sur celle des Etats-Unis et serait devenue banalement atlantiste, voire néoconservatrice. C'est une idée qui émeut des pans entiers du Quai d'Orsay et suscite bien des alarmes mais est-elle fondée ? » (Libération, 15.10.2014)

Le journal est évidemment contre cette idée et montre que la France ne veut pas être antiaméricaine, mais qu'elle a seulement besoin de dire sa propre opinion.

« Ce n'est autrement dit pas l'antiaméricanisme qui définit le positionnement diplomatique de la France conçu par De Gaulle et respecté par ses successeurs. Ce qui est l'essence de l'héritage gaullo-mitterrandien est une volonté de défendre la place de la France en faisant entendre, chaque fois que nécessaire, une autre voix occidentale que celle des Etats-Unis, plus pertinente et visionnaire que la leur. » (Libération, 15.10.2014)

Deuxièmement nous observerons les commentaires sur la position faible du président Barack Obama et les problèmes qui accompagnent sa présidence.

Le journal *Le Monde* remarque la position en baisse de Barack Obama du côté des Américains. Nous pouvons y suivre le style littéraire des journalistes français.

« Souvenons-nous : "Yes, we can!", le sourire ravageur de Barack Obama, les discours lyriques exaltant les valeurs de l'Amérique, l'enthousiasme planétaire saluant l'intronisation du premier président noir de l'histoire des Etats-Unis, et ce sentiment partagé que le rêve américain était toujours vivant. Six ans plus tard, à la moitié de son second mandat, M. Obama a les traits creusés, et le verbe las : il n'est plus question de "l'audace d'espérer". (...) C'est dans la tourmente internationale que le président apparaît le plus affaibli. Il voulait en finir avec les engagements hasardeux à l'autre bout de la planète. La réalité l'a rattrapé. Si les Américains ont approuvé les retraits d'Irak et d'Afghanistan, ils réalisent que les effets n'ont pas été mesurés. » (Le Monde, 3.11.2014)

De plus il fait appel à l'Europe et à la France, qui peuvent résoudre la situation de la position baisse de Barack Obama, mais il faut montrer la volonté du partenariat fort entre l'Europe et les États-Unis.

« Seule l'Europe pourrait, et devrait, lever le doigt. L'urgence serait de développer enfin une vraie diplomatie européenne et une vraie défense commune. La France qui, dans ce domaine au moins, assume ses responsabilités, peut en prendre l'initiative. Les Etats-Unis ont besoin de partenaires solides. Car personne n'aimerait voir une Amérique seule et désenchantée se replier en disant "no, we can't". »
(Le Monde, 3.11.2014)

Le Figaro reproche les discours à Barack Obama pendant que sa position affaiblit et souligne que le président devrait moins parler et plus remplir ses devoirs.

« Imperceptiblement, Barack Obama est devenu inaudible sur la scène politique de son pays. Comme si la nation, désabusée, n'y croyait plus. Comme si elle n'avait même plus envie de prêter l'oreille à celui qui l'avait tant fait rêver de changement. Quand on se souvient de la manière dont ses discours étaient scrutés comme parole d'Évangile, l'indifférence que suscitent ses initiatives est saisissante. Relancer la lutte contre la pauvreté ? De la rhétorique politique, entend-on. Donner aux immigrés un avenir ? Des promesses qu'il ne pourra pas tenir, répliquent d'autres. (...) Mais le chemin reste semé de pièges et les chances de succès sont moins grandes que celles d'échouer, selon maints experts. De plus, là encore, le soutien politique interne laisse à désirer. » (Le Figaro, 17.1.2014)

Libération met en évidence que l'Europe a besoin de l'Amérique pour la lutte contre les dictateurs, mais averti que la position des États-Unis n'est pas la même qu'avant les révolutions, en critiquant lui aussi les vastes discours de Barack Obama.

« Cohérence et panache : Barack Obama est retourné hier à l'académie militaire de West Point, dans l'Etat de New York, pour redonner à la politique étrangère américaine ces attributs dont elle semble souvent manquer ces derniers temps. (...) Le monde d'aujourd'hui n'est certainement pas si lisse qu'un discours d'Obama, mais confirme sa prémisse : sans une Amérique forte, les dictateurs prennent leurs aises, jusqu'à envahir leurs voisins. » (Libération, 29.5.2014)

New York Times critique la position faible de Barack Obama et il lui propose d'adopter un point de vue ferme et enfin faire quelque chose.

« Peut-être que vous avez entendu dire que Barack Obama a été nommé le pire président depuis la Seconde Guerre mondiale selon un sondage récent. Ce n'est pas surprenant. Compte tenu de cet état d'esprit actuel du pays, il est probable que si saint François d'Assise était à la Maison Blanche, il recevrait aussi des notes terribles. » (New York Times, 5.7.2014)

« Comme il était las de Washington, Barack Obama a perdu les parties de sa présidence, comme des pétales de rose fanées qui tombent. (...) Nous ne pouvons pas attendre du président qu'il fasse tout. Mais nous pouvons nous attendre qu'il fasse quelque chose. » (New York Times, 27.8.2014)

Le journal *Mladá Fronta Dnes* critique les voyages d'État coûteux pour montrer la position forte des États-Unis à l'heure où la position de Barack Obama n'est pas si forte comme dans le passé.

« Le président américain Barack Obama est selon un sondage d'opinion parmi les Américains moins populaires que son prédécesseur George Bush. Les participants à l'enquête (...) ont obtenu entre autres la question " qui était le président le plus défavorable depuis la Seconde Guerre mondiale", trente-trois pour cent d'entre eux ont répondu Obama, 28% Bush. » (Mladá Fronta Dnes, 3.7.2014)

« Le président américain voyage en tant que roi. Bien que ce soit compréhensible pour des raisons de sécurité – le "scalp" du chef de la Maison Blanche est toujours le plus inestimable dans le monde entier - mais partiellement cela donne une impression mégalomane grotesque. (...) Les chefs des autres États démocratiques dans le monde (et aussi ceux non démocratiques) deviennent probablement pâles de jalousie. Ainsi s'ils rient plutôt dans leurs barbes ou hochent la tête face à ce théâtre presque impérial, il est évidente que les contribuables américains fléchissent bien. » (Mladá Fronta Dnes, 27.3.2014)

Maintenant nous observerons la politique des États-Unis, concrètement sa politique étrangère et son attitude à l'égard des interventions militaires.

Le journal *Le Figaro* critique la politique américaine incompréhensible, notamment les hésitations si les États-Unis peuvent combattre au Moyen-Orient et il condamne les attaques militaires.

« Depuis la crise syrienne de l'été dernier, le désarroi est particulièrement palpable. La volte-face d'Obama, qui avait promis des frappes punitives en réponse à l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad, pour finalement reculer à la dernière minute, a eu un effet désastreux à travers le Moyen-Orient, envoyant le message d'une Amérique affaiblie et en repli à ses alliés du Golfe, comme à ses ennemis à travers le monde. (...) Dans son discours de demain et dans d'autres adresses planifiées en Europe ces jours-ci, Barack Obama devrait affirmer qu'il y a une position internationaliste possible, entre isolationnisme et interventionnisme à tout crin. Il devrait défendre sa position de prudence, en affirmant qu'elle est préférable aux invasions massives et aux guerres longues. » (Le Figaro, 28.5.2014)

Au contraire, il essaie de prendre parti pour Barack Obama en défendant sa volonté de mettre fin à la crise en Irak.

« Barack Obama n'avait pas été élu pour faire de la politique étrangère, mais pour mettre fin à la guerre "injuste" d'Irak et sauver l'économie américaine du désastre. Il s'est toujours vu comme le président devant reconstruire son propre pays, pas les autres. Mais il n'a cessé d'être confronté à la question de l'utilisation de la force. » (Le Figaro, 28.5.2014)

Daily Telegraph critique le militarisme américain et le changement de position des États-Unis aux interventions. Pour le quotidien, les États-Unis doivent être l'exemple de la diplomatie. Il est intéressant que le *Daily Telegraph* ne s'exprime pas de l'attitude positive de la France pour l'interventionnisme.

« Le président Barack Obama a cherché à redéfinir la notion d'une politique étrangère américaine musclée hier, mettant en garde contre "aventures militaires" et en disant que l'Amérique doit diriger le monde à travers la diplomatie et l'aide, non la guerre. (...) Le discours, qui a été annoncé comme définissant la vision politique étrangère de M. Obama, a préconisé une voie médiane entre l'isolationnisme d'un public américain las de la guerre et l'interventionnisme exigé par les éperviers. » (Daily Telegraph, 29.5.2014)

Le *Daily Telegraph* analyse aussi le problème qui surgissait lors de la présidence de Barack Obama, celui du racisme, bien que l'Amérique ait son premier président noir, de façon ironique.

« Il paraît utile de résumer tant de choses sur la présidence de Barack Obama. Comme il s'est présenté à un pupitre à la Maison Blanche exhortant calme et traitant dans un esprit de détachement sur l'"énormes progrès" réalisé dans des relations raciales américaines au cours des dernières décennies, dans les rues de Ferguson, Missouri, les briques et les bouteilles volaient. (...) Le paradoxe de sa position en tant que premier président noir de l'Amérique est en mettant en garde ses émotions - en seulement sympathisant obliquement avec les griefs légitimes des manifestants à Ferguson - M. Obama risque d'être accusé de perpétuer par inadvertance l'impasse qu'il a promis d'arrêter. Mais tout compte fait, le président a certainement raison de penser que, pour lui, de prendre l'autre voie et attiser la haine de vieux préjugés qui ont enduré plus profondément que de nombreux Américains voudraient accepter, serait un énorme pas en arrière. » (Daily Telegraph, 26.11.2014)

Le quotidien *New York Times* d'une part critique la politique de l'Allemagne qui est un peu flagorneuse vis-à-vis des États-Unis.

« J'étais depuis longtemps un critique du débat sur la politique étrangère allemande - de son parasitisme sur le parapluie de sécurité américain, jumelé à la grandiloquence morale chaque fois que les Américains ont fait des choses leur voie; de trop d'analyse des événements passés et pas suffisamment réfléchir sur la façon de faire avancer les choses à l'avenir; de sa tendance à prendre des paroles pour substituer aux faits. C'est pourquoi j'ai souvent accordé aux Américains le bénéfice du doute: Au moins, ils ont tenu compte des problèmes que personne d'autre n'ait accepté de discuter. »
(New York Times, 9.7.2014)

Mais de l'autre côté il craint aussi que l'Amérique commence à copier la politique européenne et remarque que si on perd cette Amérique, il n'y aura aucun pays qui pourra la remplacer.

« Mais soit, en plein conflit en Syrie et juste après un autre discours de Barack Obama, je compris alors le problème avec ce président américain et sa politique étrangère. Il a eu l'air tout comme un homme politique allemand: tout outrage moral, mais à peu près tout à aider à mettre fin à l'une des guerres civiles les plus dévastatrices de notre époque. Le président Obama, je pensais avec un soupir, est devenue Européen. (...) Voilà où réside la leçon pour nos amis américains qui veulent apparemment devenir moins impliqués et plus Européen: Il n'y a pas de seconde Amérique pour vous apporter lorsque les dés sont jetés. » (New York Times, 9.7.2014)

Maintenant nous suivons les commentaires sur les relations entre l'Europe et les États-Unis dans les journaux particuliers.

Le Monde exprime les inquiétudes de l'Europe quant à la loyauté de l'Amérique en tant qu'un allié européen.

« Devant les Européens qui expriment leur inquiétude - avec une insistance qui agace un peu côté américain -, il devrait réaffirmer l'attachement des Etats-Unis à l'article 5 de la Charte de l'OTAN, qui prévoit qu'une attaque contre un membre est une attaque contre tous. » (Le Monde, 24.5.2014)

Le journal décrit aussi l'humour de Barack Obama au moment où il a dû choisir entre la France et la Grande-Bretagne comme ses alliés, de manière ironique.

« Frappés par le tapis rouge déroulé par le président américain, les médias d'outre-Atlantique ont d'ailleurs noté, amusés, que le président Obama avait de facto mis la France et la Grande-Bretagne sur le même plan pendant sa conférence de presse, refusant, après une question du Figaro sur ce point, de

choisir entre les deux, comme entre "ses deux filles", pareillement "splendides et merveilleuses". »
(Le Figaro, 13.2.2014)

Le journal *Daily Telegraph* s'arrête également sur le choix de Barack Obama entre ses alliés importants, la Grande-Bretagne et la France, en ajoutant l'opinion réelle des Américains qui confirme que c'est plutôt la Grande-Bretagne que la France.

« Hier, Barack Obama a refusé de dire si la France avait dépassé la Grande-Bretagne comme le plus proche allié de l'Amérique, plaidant qu'il ne pouvait plus choisir entre eux même qu'il ne pouvait en faire entre ses deux filles. (...) Les sondages d'opinion montrent qu'environ 79 pour cent des Américains conservent une position favorable sur la Grande-Bretagne, comparé à 59 pour cent sur la France. »
(Daily Telegraph, 12.2.2014)

Libération et Mladá Fronta Dnes expriment la peur européenne que l'Amérique détourne son attention de l'Europe et se concentre sur l'Asie.

« Sans les Etats-Unis ou contre eux, sur chacun de ces dossiers, la France a eu raison face à une Amérique qui, fatiguée de ses erreurs et déboires, voudrait se détourner de l'Europe et du Proche-Orient pour se replier sur elle-même et l'Asie. » (Libération, 15.10.2014)

« Tous les trois (Barack Obama, José Barroso, Herman Van Rompuy) sourirent. Serrent des mains. Même avec ce geste ils diffusent au monde un message clair : Rien ne nous divise. Hier, le président américain Barack Obama a visité officiellement et pour la première fois le siège bruxellois de l'UE. (...) Car ces derniers temps sur le continent les préoccupations que l'Amérique oublie ses vieux alliés. augmentait. Pourquoi? Les États-Unis n'ont pas longtemps caché qu'ils considèrent comme la future lice stratégique l'Asie. » (Mladá Fronta Dnes, 27.3.2014)

En plus, le journal *Mladá Fronta Dnes* décrit l'événement scandaleux de l'espionnage américain en rappelant l'espion célèbre britannique James Bond. Nous pouvons y suivre un effort de copier le style littéraire des journaux étrangers, comme par exemple celui du *Monde*.

« Si ces avancées technologiques avait vu Q, le fournisseur principal des "jouets" pour James Bond, peut-être qu'un sourire joyeux apparaîtrait sur son visage. Comme le prouve récemment le New York Times, les Services secrets américains de la NSA ont installé un programme dans environ 100000 ordinateurs dans le monde entier qui permet de surveiller. De plus, il permet de créer une « autoroute » pour les cyberattaques numériques. » (Mladá Fronta Dnes, 16.1.2014)

5.3 SOCIÉTÉ

Dans ce chapitre nous observons cinq thèmes qui ont marqué l'an 2014. Premièrement, nous avons choisi la question des migrants en Europe et les attitudes des gouvernements particuliers. Puis, nous avons inclus le thème controversé de l'euthanasie pour les patients gravement malades. Après nous avons suivi les opinions sur la légalisation du cannabis dans plusieurs états aux États-Unis. Ensuite, nous avons choisi le thème des mariages homosexuels et nous observons les réactions des états sur la légalisation des mariages pour les gens de même sexe. Finalement, nous avons étudié le thème de la liberté de la presse et de l'expression, et les problèmes des nouveaux médias.

5.3.1 Migrants

Le journal *Le Monde* suit l'évolution de la migration illégale en Europe de manière neutre et donne les nombres et les pourcents des immigrés dans les pays européens.

« Quelles sont ces réalités? Primo, la démographie européenne, malgré une exception marquante - celle de la France -, devient globalement négative. Et si elle ne chute pas plus brutalement dans certains pays, c'est pour une large part en raison de l'immigration. Or, que la pyramide des âges s'inverse, avec une population âgée de 45 à 60 ans devenant majoritaire, et c'est la question de l'avenir des systèmes sociaux, de santé et de retraite qui est posée. En Allemagne, on devrait compter 30 % de plus de 65 ans et moins de 20 % de jeunes en 2030. La question de la dépendance sera un défi collatéral pour ces sociétés, et des démographes estiment que seule une ouverture à une main-d'œuvre étrangère pouvant s'occuper de cette population permettra de l'affronter. De quoi enrichir le débat sur l'immigration de travail... »
(Le Monde, 14.5.2014)

De plus, il critique la situation des immigrés à cause du manque des préparations faites par l'Europe, et il ajoute qu'il faut que l'Europe agisse le plus vite possible.

« Mais le pays qu'ils [les migrants] trouvent n'est pas préparé à une vraie politique d'asile. En Italie, les procédures sont longues et les conditions d'attente difficiles. D'où l'espoir nourri par la plupart des migrants de reprendre le voyage vers les pays du nord de l'Europe. Et parce que les règles européennes imposent de déposer la demande d'asile dans le pays d'entrée, beaucoup préfèrent fuir et tenter leur chance comme clandestins. » (Le Monde, 7.8.2014)

« La migration classique, dictée par des raisons économiques, régresse en Europe, relève l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sans pouvoir estimer si ce phénomène est durable ou lié à la crise. En revanche, les migrations issues des zones de conflits ou découlant des effets du dérèglement climatique se multiplieront, forçant les nations développées à ébaucher des réponses. Si elle ne veut pas affronter d'autres drames à répétition et rester fidèle à ses valeurs, l'Europe devra agir. En affichant sa solidarité, en traçant des voies légales pour l'immigration, mais surtout en amenant ses membres à agir de concert. » (Le Monde, 14.5.2014)

Contrairement au *Monde*, qui met l'accent sur le problème de l'Union Européenne pas préparée, *Le Figaro* souligne l'importance de la question sociale et s'inquiète de la réaction de l'Europe et des Européens, leurs tendances xenophobes et laxistes. Il rappelle que la crise est venue plus vite qu'attendue et qu'elle est devenu le problème de toute l'Europe, non seulement de l'Italie seule.

« Pauvre Europe ! Ballottée entre ceux qui lui reprochent de fermer les yeux sur une Méditerranée muée en cimetière et tous ceux qui voudraient renforcer les digues contre le "dumping" social, elle zigzague comme un coq sans tête face au déferlement des crises et des migrations. (...) Ceux que les pays du nord et de l'ouest de l'UE considéraient jusqu'ici comme un "problème italien" ont bien déchanté cette année. Contre les immigrants et plus généralement les étrangers, la xénophobie gagne du terrain. En France, six Français sur dix se disent opposés au droit de vote des étrangers hors UE aux élections municipales, proportion inverse de celle observée en 2011, d'après un sondage Odoxa pour i-Télé et *Le Parisien-Aujourd'hui en France*. » (Le Figaro, 15.12.2014)

Le quotidien *Libération* tient son ton provocateur et il présente les faits sur cette crise migratoire avec un peu de l'ironie. Il met l'accent sur le désespoir des actions militaires contre les immigrés venus en Europe.

« A Calais, les migrants sont de plus en plus nombreux. Les flics aussi : 40 policiers - une demi-compagnie de CRS - viennent d'être appelés en renfort pour «améliorer la protection» du port menacé par une "pression migratoire extrêmement forte", selon le préfet du Pas-de-Calais. » (Libération, 5.8.2014)

« Le coryphène est un poisson méditerranéen réputé très paresseux. Si peu énergique qu'il n'aime rien tant que se prélasser à l'ombre des feuilles de palmier, dispersées dans l'eau par les pêcheurs pour lui tendre des pièges. Ou sous des corps de migrants, qui, par centaines, n'atteignent jamais leur destination. » (Libération, 30.7.2014)

Comme *Le Figaro*, le journal s'inquiète aussi de l'ampleur de la xénophobie des pays européens et accentue la nécessité d'agir collectivement pour pouvoir résoudre cette crise.

« Depuis cet été, en dépit des alertes répétées des militants et organisations sur place, la situation des migrants à Calais n'a cessé de se détériorer, dans un contexte d'expression d'une xénophobie particulièrement violente que les pouvoirs publics semblent tolérer. (...) Nous rappelons la nécessité de travailler au plus près des acteurs présents localement et qui ont, pour certains, déjà posé les bases d'une proposition collective et adaptée aux réalités sur place. Nous renforcerons nos soutiens aux migrants de Calais et d'ailleurs. » (Libération, 5.11.2014)

Le journal *Daily Telegraph* se pose la question sur ce que peut faire un pays civilisé, notamment la Grande Bretagne, pour résoudre ce problème autrement que de façon guerrière.

« Qu'est-ce qu'un pays civilisé doit faire quand les gens des pays étrangers déchirés par la guerre dérivent vers ses rives? Le débat est plus forte en Italie, qui a vu des centaines meurent dans ses eaux. (...) Comment la Grande-Bretagne peut répondre à un problème qui provient des plages des centaines de miles au sud ? Une partie de la réponse se trouve au niveau local, avec des contrôles de plus en plus sévères dans les ports britanniques et d'autres points d'entrée, de trouver des gens tels que les Afghans malheureux à Tilbury. Et une partie de la réponse se trouve loin, dans les pays d'origine des immigrants illégaux: par exemple, les ministres justifient l'augmentation controversée dans le budget de l'aide étrangère de la Grande-Bretagne en partie, en arguant que rendre les pays pauvres plus riches feront leurs citoyens moins susceptibles de monter sur des radeaux et dans des contenants de transport. » (Daily Telegraph, 19.8.2014)

En plus, il craint le destin des immigrés une fois qu'ils réussissent à parvenir en Europe, et ce qui les attend s'ils rentrent dans leur pays en guerre, à cause de l'inpréparation des pays européens.

« Une fois sur le sol européen, quelles sont les destinations des migrants ? Italie estime que les deux tiers de ses nouveaux arrivants passent à d'autres, plus riches pays de l'UE; les politiciens en Allemagne et ailleurs soupçonnent les Italiens d'encourager ce mouvement, en contravention des accords de l'UE. Beaucoup de migrants tentent de demander l'asile, en faisant valoir que étant renvoyé à la maison les mettrait en danger. (...) Donc, l'Europe est entre deux mondes. Il a effectivement internationalisé ses frontières - entrer en Italie est entrer dans l'UE - mais reste réticent à internationaliser la gestion de ces frontières. Et si la réponse de l'Europe reste défailante et incertaine, on ne peut pas en dire autant d'autres acteurs de ce drame. L'impératif désespérée d'urgence qui pousse les gens, avec des bébés dans

leurs bras, dans des contenants de transport, est clair, et ne montre aucun signe de déclin. Les Afghans dans le port de Tilbury souffert horriblement, mais ce ne sera pas empêcher les autres de tenter les suivre. » (Daily Telegraph, 19.8.2014)

Le *New York Times* décline toute responsabilité de la crise migratoire des États-Unis et il en accuse l'Union Européenne, et met l'accent sur la situation économique de cette crise, également sur le problème politique de la montée de puissance des partis anti-immigration.

« Les mers de la Méditerranée exceptionnellement calmes et les économies européennes stagnantes contribuent à une tempête parfaite sur la migration. (...) Avec l'économie de pulvérisation de la zone euro, les pays ne peuvent pas tout simplement faire face à un afflux de migrants et de demandeurs d'asile. Pourtant, l'Union européenne se tire les pieds sur l'établissement d'une approche plus unifiée de la migration qui distribuerait les coûts financiers et sociaux de faire face aux réfugiés de manière plus équitable. Le mois dernier, l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le nombre croissant de victimes des migrants qui tentent désespérément d'atteindre l'Europe exige une action urgente. » (New York Times, 1.9.2014)

« Seul une fin à la terreur et le conflit en Syrie, Irak et Libye et une amélioration significative du niveau de vie africain endigueraient le flux de personnes désespérées d'Afrique et du Moyen-Orient qui atteignent l'Europe. Cela, malheureusement, ne risque pas de se produire dans l'avenir immédiat. L'Europe fait face à une crise qui nourrisse la montée des partis populiste anti-immigration et la xénophobie laide à travers le continent. » (New York Times, 1.9.2014)

Il ajoute que l'Union Européenne a besoin d'un changement de sa politique de migration, notamment elle doit faciliter l'accès des migrants sur le sol européen. Sinon, la situation va s'aggraver.

« L'Union européenne doit réformer une politique migratoire qui clairement ne fonctionne pas. D'ailleurs les opérations de recherche et de sauvetage en mer de plus en plus rapides, l'Europe doit fournir des voies légales à la sécurité, de peur que plus de migrants perdent la vie sur les voyages mortels. » (New York Times, 1.9.2014)

Le journal *Mladá Fronta Dnes* est d'accord avec le *New York Times* et décrit l'origine possible de la crise, en proposant une seule solution, agir rapidement, avant que les partis politiques anti-immigration assument un rôle important dans les gouvernements particuliers.

« Le mot immigré en Europe est devenu aujourd'hui presque une injure. Les malheureux qui partent, souvent dans des conditions très dramatiques pour vivre un rêve européen d'une vie meilleure, ou qu'ils fuient les guerres de ses pays, ne sont pas les bienvenus. Le vieux continent a ses propres soucis et la convivialité pour les souffrants s'esquive. (...) Les principales forces politiques dans les pays de l'UE devront répondre au succès choquant des partis anti-immigration, en particulier en Grande-Bretagne et en France. On peut escompter que les gouvernements s'adaptent à la demande et vont lutter contre l'immigration illégale beaucoup plus vigoureusement que jusqu'à présent. La question est de savoir quels sont les résultats à long terme apportés à l'Europe. » (Mladá Fronta Dnes, 31.5.2014)

5.3.2 Euthanasie

Par rapport à la question de l'euthanasie, nous pouvons strictement observer la division des différentes orientations politiques de chaque journal. La droite, représentée par *Le Figaro*, rigoureusement refuse l'accord avec la loi de la légalisation de l'euthanasie. La gauche, supplée par *Libération*, par contre, est pour la loi, à cause de l'humanité et de droit de l'homme pour la mort honnête. *Le Monde*, qui propose un regard neutre, se pose des questions plutôt pratiques – par exemple qui va décider quand l'euthanasie est nécessaire – et rappelle le proverbe *L'enfer est pavé de bonnes intentions*. Nous pouvons observer un regard équilibré de tous les journaux.

Le journal *Le Figaro* met l'accent sur le fait que la société est toujours divisée en plusieurs camps d'opinions, ce qui ne facilite pas les décisions prises par la loi française.

« Depuis des mois, médecins, famille et maintenant juges ne parviennent pas à se mettre d'accord. A travers leurs arguments et leurs souffrances, c'est notre société tout entière qui se trouve comme devant un miroir : respect de la vie, euthanasie, suicide assisté, autant de débats qui la traversent. (...) En 2005, une loi avait été votée pour traiter avec mesure ce que notre époque appelle pour euphémisme "la fin de vie" - disons-le la mort. » (Le Figaro, 25.6.2014)

Le journal *Le Monde* s'inquiète un peu de terme « droit nouveau » qui était utilisé par le président Hollande et ajoute qu'il faut nécessairement définir les frontières de cette loi, notamment qui aura le droit de décider des vies d'autres personnes.

« Après avoir soigneusement temporisé et consulté plus qu'à l'envi François Hollande a enfin trouvé le point d'équilibre politique sur une des plus délicates questions sociétales de son quinquennat, celle de

la fin de la vie. La formule avancée se veut la plus consensuelle possible : ni suicide assisté, ni euthanasie, mais la mise en place d'un "droit nouveau" des personnes. » (Le Monde, 13.12.2014)

« Qui doit décider de la fin de vie des malades incapables d'exprimer leur volonté et qui n'ont pas laissé une trace écrite de leur volonté ? » (Le Monde, 25.10.2014)

Libération est cette fois-ci d'accord avec *Le Monde* et souligne le besoin de création d'une loi qui pourra définir les règles d'euthanasie. Il essaie d'être plus objectif en mentionnant une rumeur publique.

« Ayant coordonné, récemment un groupe de réflexion avocats magistrats sur le sujet de l'euthanasie et du rôle de la justice, je peux donner mon propre avis sur cette question de la fin de vie. (...) Il apparaît urgent et justifie non pas de compléter cette loi, appelée par certains "loi du laisser mourir", mais d'éditer une loi dépénalisant l'euthanasie en indiquant, précisément, les conditions de décision et d'organisation de cette aide médicale à mourir. » (Libération, 12.12.2014)

Les journaux étrangers, *Daily Telegraph* et *New York Times* sont, les deux, plutôt déçus des événements qui entourent la loi légalisant l'euthanasie, et expriment leur choc et incompréhension pour ce fait.

Le *New York Times* commente la situation plutôt dans les États-Unis qu'en France, en constatant les faits de manière neutre et objective.

« Aider les patients en phase terminale, condamné pendant des décennies comme immoral, gagne du terrain. Interdit partout sauf l'Oregon jusqu'en 2008, il est maintenant légal dans cinq Etats. » (New York Times, 8.2.2014)

Le *Daily Telegraph* constate seulement que l'euthanasie passait en loi en France, mais sans exprimant un avis plus profond.

« Les médecins en France auront le droit de mettre les patients en phase terminale dans un sommeil profond jusqu'à ce qu'ils meurent, en vertu des plans qui ont relancé le débat national sur l'euthanasie. (...) L'euthanasie est illégale en France, mais une loi de 2005 permet "l'euthanasie passive", dans laquelle une personne provoque la mort en retenant ou en retirant un traitement qui est nécessaire pour maintenir la vie. » (Daily Telegraph, 13.12.2014)

Dans le *Mladá Fronta Dnes* nous pouvons suivre les informations rigoureuses en constatant que la loi qui légalise l'euthanasie ne sera jamais moins controversée pour les gens qu'aujourd'hui, même si elle essaie de servir pour les bonnes intentions.

« La loi française de 2005 interdit l'euthanasie active, mais permet, sous certaines conditions, de laisser mourir un homme dont l'état est désespérant. » (Mladá Fronta Dnes, 25.6.2014)

« Hier, cependant, les députés de là-bas [Belgique] ont ratifié une loi qui permet l'euthanasie pour les enfants gravement malades de tous les âges en phase terminale. L'ordonnance controversée, qui a provoqué dans le Royaume un débat violent en décembre, a été voté par le Sénat, il ne reste que la signature du roi Philippe. » (Mladá Fronta Dnes, 14.2.2014)

5.3.3 Légalisation du cannabis

En touchant la question de la légalisation du cannabis dans plusieurs états américains, nous pouvons trouver les opinions similaires dans *Le Monde*, *Libération* et *Daily Telegraph*. Pour les trois journaux la légalisation présente seulement le business pour l'économie américaine.

« La marijuana à l'origine de la prochaine bulle financière? L'idée a de quoi faire sourire, et pourtant, c'est très sérieusement que les gendarmes de la Bourse canadienne ont mis en garde les investisseurs. Lundi 16 juin, l'Autorité canadienne des marchés financiers les a ainsi exhortés à faire preuve de "prudence" face à des "prix gonflés". Au Canada, la culture industrielle de marijuana (comme on appelle souvent le cannabis outre-Atlantique) a définitivement été autorisée le 1er avril. Depuis, les sociétés se bousculent à la porte de la Bourse, et les investisseurs en quête d'un placement prometteur s'arrachent leurs actions. » (Le Monde, 24.6.2014)

« Les ventes de cannabis en premier état de l'Amérique qui a légalisé la drogue ont fortement augmenté en avance des prévisions, apportant des énormes revenus fiscaux supplémentaires. (...) Le cannabis est susceptible de devenir une industrie annuelle de milliards de dollars au Colorado l'an prochain après que les responsables ont suggéré que les volumes plus importants de la drogue sont vendus que prévu. » (Daily Telegraph, 21.2.2014)

Libération n'oublie pas le ton mordant en accentuant la possibilité d'employer les gens dans ce nouveau business.

« Il y a quelque temps encore, ils étaient dans le pétrole, la construction, les emballages, la boulangerie... Ils ont tout lâché pour un business beaucoup plus prometteur : le cannabis. «On va faire le nouveau

Google !» annoncent les plus enthousiastes, dans l'élan qui leur fait, chaque mois, doubler leur production ou leurs points de vente. Depuis la pleine légalisation du chanvre à fumer, manger ou inhaler, entrée en vigueur dans le Colorado le 1er janvier et prévue cette année aussi dans l'Etat de Washington (dans le nord-ouest des Etats-Unis), toute une économie surgit de l'ombre, très vite, attirant passionnés, têtes brûlées et investisseurs avisés. (...) Comme il se doit dans l'industrie américaine, O. Pen Vape fait fabriquer ses «stylos» et cartouches en Chine. Seule l'huile de cannabis est faite au Colorado, ainsi que le remplissage des cartouches, ce qui permet tout de même d'employer 150 personnes.» (Libération, 22.2.2014)

De plus, *Le Monde* et *Daily Telegraph* soulignent le soutien du cannabis de la part du journal *New York Times*, mais aussi du président des États-Unis.

« La soudaine prise de position du quotidien n'est pas vraiment risquée. Les Américains sont majoritairement favorables à la légalisation (54 %, selon le dernier sondage du Pew Research Center, un cercle de réflexion indépendant). Barack Obama lui-même a déclaré récemment que fumer de l'herbe n'était « pas plus dangereux que boire de l'alcool ». Ce que n'a pas manqué de rappeler le New York Times. « En attendant que le Congrès change d'avis, le président Obama, ancien fumeur régulier de marijuana, pourrait également changer d'idée. » » (Le Monde, 30.7.2014)

« Comme l'un des médias les plus autorisés aux États-Unis, le soutien de journal [New York Times] pour la légalisation de la marijuana sera un puissant stimulant à des militants. » (Daily Telegraph, 28.7.2014)

Le Monde ajoute un paradoxe français, la disproportion entre ceux qui sont contre la légalisation et ceux qui consomment le cannabis en France.

« La question est pourtant tout sauf anecdotique. La France est, en effet, l'un des pays développés qui disposent de la législation la plus sévère contre le trafic et l'usage de stupéfiants. Depuis la loi de 1970, la consommation de cannabis est un délit pénal, passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende. (...) Pourtant, malgré son arsenal législatif, la France est (avec le Danemark) le pays européen où l'usage du cannabis est le plus répandu. (...) La France est l'un des pays d'Europe les plus répressifs mais la consommation y est parmi les plus élevées. » (Le Monde, 20.12.2014)

Au contraire, le *Daily Telegraph* retire l'usage du cannabis à des fins médicales et souligne que, même si c'est toujours un drogue, on ne doit pas interdire quelque chose qui peut aider aux personnes malades.

« Tout comme il y a beaucoup de preuves que le cannabis est nuisible (comme, en effet, sont le tabac et l'alcool), il a aussi des qualités palliatives. Les personnes souffrant de sclérose en plaques, par exemple,

constatent que le cannabis, ou des substances sur la base de cette drogue, peuvent soulager les symptômes.(...) Mais pourquoi devrait-il arrêter son usage médicinal? Aucune explication adéquate est jamais donnée, donc je suppose que les raisons sont habituelles: le cannabis est une drogue "passerelle" à des substances plus dures; ou la reconnaissant comme un palliatif qui peut la "normaliser" dans les yeux des jeunes gens impressionnables. Peut-être il y a un certain mérite dans ces points, mais il n'explique toujours pas pourquoi quelqu'un qui souffre devrait être refusée par l'Etat de se soulager s'il le choisit lui-même. » (Daily Telegraph, 19.8.2014)

Contrairement à *Daily Telegraph*, le journal *Le Figaro* souligne le danger que le cannabis toujours présente. Pour le journal, même s'il n'est pas si dangereux comme les autres drogues, c'est toujours la drogue et nous devons s'en rendre compte.

« À force de mettre en avant les usages « thérapeutiques » du cannabis ou de ses dérivés on en oublierait presque qu'il s'agit d'une drogue avec des effets délétères sur la santé. Comment une substance naturelle aux vertus thérapeutiques pourrait-elle être nocive pour la santé ? demandent, faussement naïfs, les partisans de sa légalisation. (...) Vraie drogue, en raison de l'addiction qu'elle provoque, mais aussi des nombreux effets néfastes identifiés. Une décompensation psychotique est possible, en particulier lors de la première utilisation ou s'il existe une fragilité psychologique préexistante. » (Le Figaro, 18.1.2014)

En plus, il est un peu sceptique en ce qui concerne les ovations qui accompagnent la légalisation de la marijuana à Colorado aux États-Unis.

« De forts effluves de cannabis planaient mercredi à l'aube dans les rues de Denver, scènes d'attroupements inhabituels, sur fond de montagnes Rocheuses. Attendant sagement leur tour devant deux douzaines de dispensaires d'un nouveau genre, des jeunes gens venus des quatre coins des États-Unis faisaient la queue pour participer à un événement historique : la légalisation de la vente de cannabis dans l'État du Colorado. Une première nationale, et même mondiale, aucun autre État sur la planète n'ayant encore entériné une mesure aussi audacieuse dans le cadre de la lutte antidrogue - à l'exception de l'Uruguay, qui vient de voter en ce sens au mois de décembre. L'État de Washington, dans le nord-ouest des États-Unis, emboîtera le pas au Colorado au courant de l'année 2014. » (Le Figaro, 2.1.2014)

Il remarque aussi le conservatisme et les préjugés de la parti socialiste française, qui sera toujours contre cette loi.

« Au Parti socialiste, le sujet est tabou. (...) Chez les commissaires, l'idée de légaliser ou de dépénaliser est plutôt marginale et ne dépasse pas le stade des conversations privées. » (Libération, 6.2.2014)

« A l'inverse, les responsables politiques français sont toujours bouchés : prisonniers de leurs fantasmes, préjugés et tabous, l'énorme majorité d'entre eux attrape immédiatement des boutons si on leur parle de légalisation contrôlée. Mais ils feraient bien, parmi les bonnes résolutions de l'année, d'amorcer une réflexion sur la question, hors de l'hystérie diabolisante qu'ils affectionnent. Voici, pour la nourrir, les termes du débat. » (Libération, 10.1.2014)

Le journal *New York Times* n'hésite pas à comparer la lutte pour la légalisation du cannabis avec la prohibition de 1933, pendant laquelle les Américains ont vécu l'interdit d'une autre drogue, l'alcool.

« Une "Meilleure façon de les décideurs de politique fiscale" qui tentent de réglementer la drogue devront faire face à des défis semblables à ceux des législateurs américains confrontés à la fin de la prohibition en 1933. Comme l'alcool pendant la prohibition, la marijuana est largement disponible partout aux États-Unis aujourd'hui. Mais il deviendra beaucoup plus accessible après la légalisation, lorsque les entreprises engagées dans la production et la vente ne fonctionnent plus sur le marché noir, ni se livrent à la violence. » (New York Times, 5.8.2014)

De plus, il ajoute le surpris des résultats de l'enquête faite pour les lecteurs du journal en ligne, qui ont montré, que les Américains sont pour la légalisation en argumentant qu'il existe toujours les drogues plus dangereuses que le cannabis lui-même, en plus ils ajoutent qu'on peut lutter contre la criminalité de drogue tout à fait en la légalisant.

« Nous avons appris quelque chose à propos du New York Times commentateurs en ligne récemment : Ils sont beaucoup plus favorable à la légalisation de la marijuana qu'un Américain moyen. (...) Dans l'ensemble, les lecteurs semblent soutenir la légalisation pour les mêmes raisons que les éditorialistes font eux-mêmes. Ils sont convaincus que la marijuana est moins dangereuse que l'alcool et le tabac et croient que la criminalisation de la marijuana est plus susceptible de ruiner des vies que la marijuana elle-même. Arrestation et incarcération pour possession d'une substance relativement bénigne est, à de nombreux lecteurs, inacceptable. » (New York Times, 6.8.2014)

Mladá Fronta Dnes souligne aussi le rapport entre la légalisation du cannabis et la création du nouveau business. En plus, il décrit la situation en Uruguay, peut-être avec un ton un peu jaloux, car en Europe, la situation est tout à fait différente, et l'avenir où on légalise l'usage du cannabis à des fins médicales est plutôt invraisemblable.

« En Uruguay, vous pouvez en repos allumer un joint de marijuana. Vous pouvez l'acheter légalement ou le cultiver dans le jardin. (...) Les couples homosexuels se marient assez souvent aux mairies locales. (...) L'Uruguay est progressiste, au cours des dernières années elle donne l'exemple. Il est devenue le pays le plus libéral en Amérique latine. L'Uruguay est tout simplement sexy! » (Mladá Fronta Dnes, 4.8.2014)

« Les patients chroniquement malades en Allemagne peuvent cultiver du cannabis à des fins médicales si aucune ressource ne les aide contre la douleur. (...) Mais le juge a souligné que ce jugement ne change pas l'interdiction de l'utilisation de la marijuana à des fins récréatives. » (Mladá Fronta Dnes, 23.7.2014)

5.3.4 Mariage gay

Cette fois-ci *Le Monde* critique la société des clichés et des stéréotypes et pousse le débat du mariage gay à un combat politique entre la droite des conventions et la gauche multiculturelle.

« A droite, c'est autour de l'identité blanche et chrétienne, hétérosexuelle et souverainiste que la mouvance identitaire cherche à fédérer des citoyens heurtés par la grande mutation anthropologique qui est un cours en Occident. (...) A gauche, c'est le multiculturalisme qui a longtemps fédéré la demande d'identité. (...) Car le mariage gay et la société pluriculturelle, l'érosion de la domination masculine et les nouvelles générations numériques constituent un changement sans précédent des mœurs et des comportements. » (Le Monde, 11.7.2014)

Le journal *Le Figaro* est plutôt contre la loi et explique la position du gouvernement selon la tradition politique et juridique, mais au contraire il exprime son besoin, et aussi le besoin de la société, de dire la vérité – il est impossible que tout le monde sera totalement d'accord avec cette nouvelle loi légalisant le mariage gay.

« N'y penser même pas ! Que cela vous afflige ou vous réjouisse, il vaut mieux le savoir et le dire avec honnêteté : la loi sur le mariage pour tous ne sera pas abrogée. Pourquoi ? Parce que, malgré le fameux principe selon lequel la volonté générale peut toujours défaire ce qu'elle a fait, ce serait juridiquement intenable, politiquement calamiteux et ce, pour un certain nombre de raisons d'une telle force qu'on se demande comment Nicolas Sarkozy a pu se laisser entraîner à les occulter. (...) Si l'on veut que la politique retrouve un peu de son honneur perdu, ce n'est pas en racontant des carabistouilles pour faire plaisir tantôt aux uns, tantôt aux autres, qu'on y parviendra, car la première de toutes les vertus, c'est d'abord de dire la vérité. » (Le Figaro, 20.11.2014)

Le quotidien *Libération* saisit le débat autour du mariage gay pour poser la question où sont les frontières de la liberté d'expression et de la démocratie. Pourtant

nous pouvons observer le ton plutôt ironique ou critique pour ces limites. En plus, il propose l'opinion que la loi est contre, sans l'importance de l'opinion publique.

« On peut à bon droit polémiquer sur le mariage gay, sur la pédagogie moderne ou sur la baisse du niveau scolaire, autant qu'on veut, c'est la règle en démocratie. Mais attaquer une femme politique sur le seul crime d'être née ailleurs, au sein d'une religion différente, c'est une attaque raciste caractérisée, même si l'on prend soin dans le cas de valeurs actuelles, d'user d'un procédé oblique. (...) Cette renaissance orchestrée des vieilles pathologies françaises, dont le gaullisme avait débarrassé la droite, appelle les démocrates de tous les horizons à la plus grande vigilance. » (Libération, 4.9.2014)

« Y-a-t-il une faille dans la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe ? Pour ce qui est du mariage, non. Pour l'adoption, la majeure partie du temps, non plus. » (Libération, 23.9.2014)

Le *Daily Telegraph* souligne le paradoxe qui apparaît dans le gouvernement français et en même temps critique la Front Nationale et la parti droite.

« Une presse "people" française a incité l'indignation à travers le spectre politique hier par "sortie" de Florian Philippot, le vice-président de l'extrême-droite Front national (FN), comme homosexuel. La violation rare de protocole de presse gauloise est un embarras pour le FN, dont l'attitude envers les homosexuels a toujours varié d'ambivalente à homophobe. (...) L'article était intitulé: "Oui à l'amour pour tous" - un jeu de mots avec la récente loi française « Mariage pour tous » légalisant le mariage homosexuel. » (Daily Telegraph, 13.12.2014)

De plus le journal présente ses désirs pour la position moderne de la Grande Bretagne pour ce qui est du mariage gay.

« Félicitations à Sir Elton John et son nouveau mari, David Furnish, sur leurs noces. Je me demande, maintenant quand le mariage homosexuel est enfin légal, si le système d'honneurs interviendra aussi au 21ème siècle ? » (Daily Telegraph, 23.12.2014)

Le *New York Times* constate que sans égard à la loi qui est contre le mariage gay ou n'importe le combat politique entre la droite et la gauche, la société sera toujours divisée en deux camps, un pour le mariage et l'autre contre ce dernier.

« Il semble maintenant certain que, avant que trop d'années se sont écoulées, la Cour suprême sera forcé de reconnaître la logique de sa propre jurisprudence sur le mariage de même sexe et de redéfinir le mariage pour inclure les couples homosexuels dans tous les 50 états. (...) Une fois que cela arrive,

le débat national sera essentiellement terminé, mais le pays restera divisé, avec une minorité substantielle d'Américains, principalement religieux, toujours engagés dans l'ancienne conception du mariage. » (New York Times, 2.3.2014)

« Six procureurs des États - tous les démocrates - ont refusé de défendre l'interdiction sur le mariage de même sexe, en suscitant les critiques des républicains qui disent qu'ils ont le devoir de se tenir derrière leurs lois de l'état, même s'ils ne sont pas d'accord avec eux. » (New York Times, 25.2.2014)

5.3.5 Liberté de la presse

La majorité des journaux ont exprimé leurs préoccupations pour la liberté de la presse, laquelle a largement diminué pendant l'année 2013, selon la nouvelle recherche des Reporters Sans Frontières.

« Reporter sans frontières publie son classement annuel de la liberté de la presse. La Finlande, les Pays-Bas et la Norvège sont en tête. La France, 39^e, recule d'une place. Les États-Unis, 46^e, perdent 13 places. La Corée du Nord et l'Érythrée ferment la marche. » (Le Figaro, 12.2.2014)

« La situation de la liberté de la presse s'est considérablement détériorée en Egypte. Encore plus depuis l'arrivée au pouvoir de l'armée. Au moins 65 journalistes ont été arrêtés en moins d'un an et 17 sont toujours en prison. Sur une échelle de 100, RSF place à 44,4 la liberté d'expression dans le pays, un bond de la répression de plus de 26% ces dernières années. » (Libération, 18.6.2014)

« La liberté de la presse a reculé en 2013 dans des pays marqués par des conflits, comme le Mali et la Centrafrique, mais aussi aux États-Unis, affirme Reporters sans frontières. Le pays le plus dangereux pour les journalistes est la Syrie. » (Libération, 12.2.2014)

Et les raisons possibles ? Peut-être l'existence de l'Internet et des nouveaux médias dans le 21^e siècle, lesquels peuvent soutenir la diffusion et la propagande du terrorisme actuel dans le monde entier, car l'Internet, notamment le journalisme sur les sites web, n'est pas suffisamment contrôlé ou limité. Les journaux étudiés sont unifiés, mais une question se pose qui divise les quotidiens – la question de la légitimité de restreindre l'Internet, c'est-à-dire de limiter la liberté d'expression, laquelle est considérée comme un des points fondamentaux de la démocratie.

Les journaux français sont d'accord qu'il faut limiter la liberté d'expression sur l'Internet, mais chaque quotidien prend une autre attitude pour cela.

Le Monde souligne que la presse sur l'Internet est soumise sous le Code pénal, à l'exception de la Loi sur la liberté de la presse, comme la presse imprimée.

« Seuls l' "apologie" et la "provocation au terrorisme" sur Internet figureront dans le code pénal. La loi de 1881 sur la liberté de la presse continuera à s'appliquer à ces infractions sur les supports de presse traditionnels. » (Le Monde, 18.10.2014)

Le Figaro s'inquiète de la provocation au terrorisme qui peut être facilitée par l'Internet, qui est toujours moins contrôlé que la presse classique, et ajoute les points importants pour la nouvelle loi sur la liberté d'expression sur l'Internet.

« Outre un renforcement des conditions d'isolement des fondamentalistes assignés à résidence, le projet de loi envisage d'alourdir de façon singulière les peines pour apologie et provocation au terrorisme. Inscrite dans le cadre ancien de la loi de 1881 sur la liberté de la presse, cette incrimination pourrait désormais faire l'objet d'une peine de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende s'ils sont véhiculés via le Web. » (Le Figaro, 15.9.2014)

Libération souligne les répressions sur l'Internet, notamment le besoin de juges pour pouvoir codifier la diffusion des informations sur l'Internet, mais constate que les médias modernes sont toujours hors de la loi.

« Dans plusieurs textes en cours de discussion au Parlement, et notamment le projet de loi sur l'égalité femmes-hommes, le gouvernement a répondu à l'appel d'une partie du monde associatif pour œuvrer au renforcement de la répression sur Internet. (...) On préfère contourner les tribunaux et généraliser la censure privée, en fermant les yeux sur les inévitables risques de dérives. Et pour justifier cette entorse à l'État de droit et au principe d'une répression judiciaire des abus de liberté d'expression, une avancée, héritée de la loi de 1881 sur la liberté de la presse, on mobilise une nouvelle fois la rhétorique désormais familière d'Internet hors-la-loi. » (Libération, 28.4.2014)

De plus il ajoute que l'Internet est soumis au code pénal, à la place de la loi sur la liberté de la presse, et exprime les raisons pourquoi la société a besoin de cette décision.

« Jeudi, le Sénat a adopté à 317 voix pour et 28 contre le projet de loi du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, renforçant la lutte contre le terrorisme (...). Technique à souhait, ce texte chamboule quelque peu le bénéfice de la loi sur la liberté de la presse de 1881 en créant une inégalité pénale entre Internet et

"les supports de diffusion traditionnels", *c'est-à-dire la radio, la télé et le print. (...) Mais les sénateurs voient le monde de façon plus ringarde. En commission des lois, les rapporteurs Jean-Jacques Hyst (UMP) et Alain Richard (PS) ont adopté un amendement réintégrant papier, radio et télé dans la loi de 1881... mais pas Internet qui sera soumis au code pénal. Pourquoi ? Parce que selon les sénateurs, c'est sur Internet que la propagande terroriste est la plus susceptible d'être diffusée, reproduite et amplifiée.* » (Libération, 17.10.2014)

Le *New York Times* exprime le besoin des gens de critiquer le gouvernement et l'État, mais avise qu'en époque actuelle de l'Internet, quand tout le monde peut écrire n'importe quoi n'importe où, les informations peuvent être peu érudites et confuses.

« *Comment la société peut préserver la critique ouverte du gouvernement, tout en protégeant les individus contre la diffamation, ou la publication des fausses déclarations nuisibles ? (...) Aujourd'hui, notre compréhension de la liberté de la presse vient en grande partie de l'affaire Sullivan. Ses observations et principes fondamentaux restent incontestés, même que l'Internet a transformé tout le monde en un éditeur mondial - capable d'appeler les fonctionnaires instantanément à rendre compte leurs actions, et aussi de ruiner leur réputation avec le clic d'une souris.* » (New York Times, 9.3.2014)

Tout de même, nous pouvons toujours remarquer une certaine ironie de la part de la presse française, en ce qui concerne la liberté de la presse en Turquie. Ici, nous pouvons observer la confirmation de la veine littéraire, qui apparaît dans la presse française.

« *Le problème de Recep Tayyip Erdogan est qu'il pense que la démocratie se réduit aux élections. Après, pleins pouvoirs au vainqueur, et tant pis pour les autres composantes essentielles que sont la liberté de la presse, l'ancrage de l'Etat de droit, l'indépendance de la justice. (...) M. Erdogan ne sait pas, ou feint d'ignorer, que la démocratie, c'est comme un kebab raffiné : il ne suffit pas de choisir les bons ingrédients; tout est, ensuite, dans la cuisson lente, qui respecte la saveur de chacun d'eux, du riz épicé aux tomates très légèrement grillées.* » (Le Monde, 31.3.2014)

Le *New York Times* souligne encore que maintenant c'est sa presse qui peut être considérée comme la plus libre, mais selon les résultats des Reporters Sans Frontières, ce sont le Finlande, les Pays-Bas et le Norvège, qui peuvent profiter de la liberté de la presse la plus grande (voir la citation du journal *Mladá Fronta Dnes* ci-dessous).

« *Pourtant, les libertés de la presse américaines se classent parmi les plus larges du monde entier. Les citoyens et les organisations de médias dans les pays de la Chine à l'Inde ou à la Grande-Bretagne ne*

bénéficient pas des mêmes protections. Dans de nombreuses régions du monde entier, les journalistes sont censurés, harcelés, emprisonnés et pire encore, tout simplement pour faire leur travail et pour contester ou critiquer les représentants des gouvernements. Dans ce domaine de la loi, au moins, les États-Unis demeurent un exemple louable. » (New York Times, 9.3.2014)

En ce qui concerne la liberté de la presse en République Tchèque, le *Mladá Fronta Dnes* souligne le progrès des médias tchèques dans l'enquête des Reporters Sans Frontières sur la liberté d'expression dans le monde, et ajoute la liste des pays où la liberté est la plus ou la moins élevée.

« Par rapport à la liberté des médias dans le monde entier, la République tchèque a amélioré sa position sur trois points, selon l'estimation de l'an dernier, et est le treizième parmi les 180 pays étudiés. (...) Les médias les plus libres sont en Finlande, aux Pays-Bas et en Norvège. Les pires conditions pour la liberté d'expression sont au Turkménistan, en Corée du Nord et en Érythrée. » (Mladá Fronta Dnes, 13.2.2014)

CONCLUSION DE RECHERCHE

Pendant notre recherche, nous avons étudié six journaux afin que nous puissions répondre aux questions posées dans l'introduction. Nous avons essayé de trouver les marques de la critique de la société dans les articles analysés, en nous référant aux thèmes repérés dans la Une.

Selon toute vraisemblance, nous pouvons constater les reproches ou les réprimandes, plutôt que la critique virulante. Les journalistes commentent les événements de manière ironique, en les enrichissant de leurs propres points de vue. Il est difficile de dire où est la frontière entre la critique et l'ironie. Il est donc question de savoir si les journalistes peuvent être totalement neutres et impartiaux. Les lecteurs ont besoin d'être informés ; en même temps, les journaux doivent proposer différentes opinions, et traiter les informations données de façon équilibrée.

Quand nous comparons les journaux particuliers, nous pouvons remarquer les différences non seulement entre les journaux français et étrangers, mais encore parmi les quotidiens français en particulier.

Si nous observons les différences entre la presse française et les presses anglaises, américaines et tchèques, en somme, nous pouvons constater la spécificité de la presse française, concrètement l'effort de proposer les informations en mettant l'accent sur l'analyse profonde et le style littéraire. À la différence des journaux étrangers qui visent plutôt à la distance, l'objectivité ou la neutralité des articles.

Le *Daily Telegraph* essaie d'être plus neutre et prend soin du niveau élevé de ses articles, notamment il analyse les faits en contexte, en expliquant leurs causes et leurs conséquences, et montre un effort de comprendre les thèmes.

Le *New York Times* essaie d'être plus sobre et objectif, de proposer aux lecteurs un regard neutre et distant, notamment en ce qui concerne les sujets européens.

En revanche, le *Mladá Fronta Dnes* vise à un lectorat général, en constatant les aspects avec plus de modération que les autres journaux, de manière prudente et diplomatique. Des idées plus subjectives ne sont formulées que par rapport aux sujets moins controversés et complexes. Il propose plutôt un point de vue choisi, sans l'analyse plus détaillée. À travers l'analyse des articles de toute l'année 2014, nous avons pu constater, que la presse tchèque consacre nettement plus d'attention aux événements de la politique tchèque, plutôt que pour les événements mondiales.

Maintenant, nous procéder à la caractérisation des journaux français respectifs. Parmi les trois quotidiens choisis, celui que nous pouvons considérer comme le plus

objectif est *Le Monde*. Il essaie de traiter les informations en les repensant, en recherchant les aspects divers et l'explication des faits. Il tente de faire une analyse profonde et distante en étant plus objectif et neutre.

Si l'on étudie *Le Figaro*, nous pouvons aussi remarquer l'effort d'être objectif et de proposer une analyse plus érudite, en contexte. Mais le journal essaie aussi d'argumenter, de convaincre les lecteurs et de leur proposer des opinions plus spécifiques.

Au contraire, *Libération* garde son ton provocateur et commente les événements de manière plus expressive et directe. De temps en temps, nous pouvons noter sa spécifique sensibilité à l'aspect humain, mais tout au long de la recherche, cette spécificité apparaît rarement.

Faisant un résumé de notre recherche, nous pouvons constater que le regard critique sur la société dans les journaux français n'est pas plus fort que dans les autres journaux étudiés, et que dans plusieurs cas, il s'agit plutôt de l'ironie et des reproches. Nous pouvons remarquer la confirmation du style littéraire des journalistes français, comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, et nous pouvons en conclure que le regard critique dans la presse française n'apparaît que comme un mythe profondément enraciné dans l'image de la société française vue par des pays étrangers.

CONCLUSION

Dans notre introduction, nous avons posé quelques questions auxquelles nous avons essayé de répondre dans ce mémoire. Se tenant aux informations proposées dans les chapitres concernant l'histoire de la presse française, anglaise, américaine et tchèque, ou la situation de la presse aujourd'hui, nous avons déterminé les points spécifiques de chaque journal, liés à son histoire et au contexte social.

Après avoir fait la recherche des articles sur les sujets européens, internationaux et sociaux, nous avons choisi les citations particulières, représentatives des opinions les plus fréquentes de chaque quotidien. Nous avons analysé les citations pour pouvoir répondre à la question suivante : la presse française propose-t-elle un regard critique sur la société ? Nous avons cherché à savoir si la critique est présentée dans les journaux français de manière spécifique ou s'il s'agit seulement d'un mythe provoqué par les préjugés des nations diverses.

Nous pouvons affirmer que selon nos observations les journaux français ne sont pas plus critiques que les autres quotidiens choisis et ce que nous pouvons observer dans les articles de la presse française, c'est plutôt le regard ironique. Le fait qu'on considère la presse française comme plus critique que les autres presses étudiées peut être provoqué par l'histoire de la presse française, qui a été marquée par le combat de la presse et des gouvernements des différentes époques ; ou par le caractère littéraire du travail des journalistes français, lié à la tradition littéraire du journalisme en France.

Nous avons aussi posé la question de la liberté de la presse, non seulement en France, mais aussi dans le monde entier. Nous avons examiné l'histoire de la liberté d'expression au cours des années, de son début jusqu'à son passage en loi. Nous avons abordé le sujet des frontières de cette liberté, en constatant le nouveau pouvoir des médias en ligne, notamment de l'Internet et des nouveaux traitements de l'information. Une question apparaît sur la liberté de la presse sans contrôle, le pouvoir montant des nouveaux médias et le problème de la liberté d'opinion et d'expression, comme mentionné dans la citation présentée ci-dessous :

« La liberté d'opinion est un droit civique absolu, alors que la liberté d'expression est un droit politique, qui peut être soumis à certaines restrictions. (...) Dans tous le cas, il faut noter qu'il ne peut y avoir de

liberté sans responsabilité et que les libertés non limitées peuvent mener à la violation d'autres droits humains, tels que le droit du privé. »⁸³

Il faut mentionner la différence entre la liberté d'expression, notamment celle des médias « classiques » présentés par la presse imprimée, et la volonté de dire n'importe quoi sans égard pour les conséquences potentiellement provoquées par cette volonté, présentée plutôt par les médias « modernes » comme l'Internet en particulier.

À cette époque-là il paraît difficile de limiter la liberté d'expression sur l'Internet, à cause de l'histoire brûlante des combats de la presse contre la censure du côté de divers gouvernements. Chaque restriction de cette liberté peut provoquer des manifestations contre la limitation des libertés de l'homme comprise comme une nouvelle censure.

En guise de conclusion, il faut noter que chacun a le droit à la liberté d'opinion et à l'accès aux informations. En revanche, cette liberté doit respecter les valeurs de chaque nation et de chaque pays, de même que le respect des autres nations et cultures, de l'individu en particulier.

⁸³ BENEDEK, W.; NIKOLOVA, M. *La liberté d'expression et la liberté de la presse*. Ministère Fédéral Autrichien des Affaires Etrangères en collaboration avec ETC. Graz, Autriche: 2003. Document en pdf. [online] [cit. 3.4.2016] Dostupné z: http://www.etcgraz.at/typo3/fileadmin/user_upload/ETCHauptseite/manual/versionen/french/liberte.pdf

RÉSUMÉ

The purpose of this thesis was to find the presence of critical view of the society in the French press. We compared three French newspapers, one English newspaper, one American periodical and one Czech daily. In the theoretic part we studied the history of the press from its origin to the present situation. We have observed the evolution of freedom of press, from France, through Great Britain and Czech Republic to the United States. In the second part we analyzed the six selected periodicals. We have identified the most common themes that appeared at the front pages of French newspapers during 2014 and then we compared the various opinions offered by periodic particulars on these topics. We tried to confirm or refute the critic presented in French newspapers. We discovered that French journalists are not more critical than the journalists from foreign magazines. We noticed the irony of the French comments rather than the true critic. Finally we started to talk about the question of the freedom of the expression and restrictions of this freedom on the Internet.

BIBLIOGRAPHIE

A) Primární literatura – novinové články

- 1) Le Figaro, ISSN 1241-1248, od 1.1.2014 do 31.12.2014.
 - *Abroger la loi Taubira?* 20.11.2014, p. 19.
 - CARRERE, H. *L'Ukraine d'une révolution à l'autre: l'histoire se répète-t-elle?*. 26.2.2014, p. 16.
 - CAVAILLES, T. *Le nouveau président tunisien face au terrorisme*. 22.12.2014, p. 6.
 - CHRONIQUE, I. *La diplomatie française a-t-elle tenu son rang en 2013?* 13.1.2014, p. 17.
 - COLLOMP, F. *Le oui à l'Écosse est d'abord un non à la politique de Londres*. 17.9.2014, p. 6.
 - CORNEVIN, CH. *Djihadisme: la France renforce son arsenal*. 15.9.2014, p. 8.
 - *En Bref*. 12.2.2014, p. 27.
 - *Entre Anglais et Écossais, l'histoire d'un mariage de raison*. 18.9.2014, p. 14.
 - GELIE, P. *Légitimité*. 3.6.2014, p. 1.
 - *Hollande – Obama, tandem transatlantique*. 13.2.2014, p. 6.
 - KEFALAS, A. *Le succès de la gauche radicale*. 26.5.2014, p. 9.
 - *La crise politique grecque inquiète l'Europe*. 29.12.2014, p. 1.
 - *La Tunisie, modèle ou exception?* 12.6.2014, p. 17.
 - LASSERRE, I. *Contrer le "califat" exige une stratégie globale*. 21.8.2014, p. 6.
 - LASSERRE, I. *Crise ukrainienne: Moscou sort son plan*. 31.3.2014, p. 18.
 - LASSERRE, I. *François Hollande à la découverte de l'Amérique innovante*. 10.2.2014, p. 2.
 - LASSERRE, I. *Hollande et Obama affichent une entente sans faille*. 12.2.2014, p. 3.
 - LASSERRE, I. *La diplomatie et l'armée françaises contraintes de réviser leur stratégie*. 3.1.2014, p. 5.
 - LASSERRE, I. *Menaces sur le capital diplomatique de la France*. 30.5.2014, p. 15.
 - *Les deux visages de la diplomatie chinoise*. 2.12.2014, p. 17.
 - *Les ravages de la diplomatie émotionnelle*. 29.7.2014, p. 20.
 - *Longue vie à l'Espagne de Felipe VI*. 19.6.2014, p. 15.
 - MANDEVILLE, L. *Barack Obama lance sa bataille avec cinq alliés arabes*. 24.9.2014, p. 6.
 - MANDEVILLE, L. *La diplomatie d'Obama sans boussole*. 28.5.2014, p. 8.
 - MANDEVILLE, L. *Les défis de Barack Obama pour 2014*. 17.1.2014, p. 6.
 - MANDEVILLE, L. *Obama monte au front contre l'État islamique*. 11.9.2014, p. 2.
 - MASCRET, D. *Une drogue pas si "douce" qu'on ne le croit*. 18.1.2014, p. 2.
 - MEVEL, J-J. *L'Europe en ordre dispersé face à la déferlante migratoire*. 15.12.2014, p. 3.
 - MINOUI, D. *Quels sont les ressorts du conflit – sunnites-chiïtes ou Moyen-Orient?* 27.1.2014, p. 21.
 - MONTETY, E. *Si c'est un homme*. 25.6.2014, p. 1.
 - PICARD, M. *Le Colorado légalise la vente de cannabis*. 2.1.2014, p. 5.
 - SAINT-PAUL, P. *La censure de Pékin n'a pas empêché l'explosion de l'Internet en Chine*. 18.3.2014, p. 24.

- SAINT-PAUL, P. *Le camp démocrate a-t-il perdu la bataille de Hongkong?* 1.12.2014, p. 19.
 - SAINT-PAUL, P. *Pékin fait planer l'usage de la force en mer de Chine.* 17.5.2014, p. 10.
 - SAPIR, J. *La raison plutôt que l'idéologie.* 4.3.2014, p. 14.
 - THIERIOT, J-L. *La Crimée, poudrière de l'histoire.* 1.3.2014, p. 15.
 - *Ukraine: notre place n'est pas sur les barricades!.* 20.2.2014, p. 16.
 - *Une mission remplie au Mali, pas encore en Centrafrique.* 15.1.2014, p. 5.
- 2) Le Monde, ISSN 0395-2037, od 1.1.2014 do 31.12.2014.
- ALBERT, E. *Indépendante ou non, l'Écosse va prendre le large.* 9.7.2014, p. 20.
 - ALOÏSE, S. *Les autorités italiennes débordées par l'afflux de migrants sur leurs côtes.* 7.8.2014, p. 6.
 - BACHARANET, N. *Barack Obama affaibli au moment où le monde a besoin des États-Unis.* 3.11.2014, p. 14.
 - *Barack Obama dans le dédale de l'Asie compliquée.* 29.4.2014, p. 1.
 - BEGUIN, F. *Fin de vie: Hollande crée un "droit nouveau".* 13.12.2014, p. 9.
 - BERNARD, P. *Les Écossais disent "no" à l'indépendance.* 20.9.2014, p. 2.
 - BLAIR, T. *L'intervention militaire de 2003 n'est pas responsable du chaos irakien.* 20.6.2014, p. 17.
 - BOZONNET, CH. *La lutte antiterroriste, dilemme de la jeune démocratie tunisienne.* 1.9.2014, p. 5.
 - CLARINI, J. *Le "printemps arabe" pris en tenaille.* 16.10.2014, p. LIV7.
 - CLAVREUL, L. *Qui doit décider de la fin de vie en dernier ressort?* 25.10.2014, p. 10.
 - COJEAN, A. *Écosse: un "yes" de cœur contre un "no" de raison.* 19.9.2014, p. 4.
 - COLIN-LEBEDEV, A. *Ni objet du Kremlin, ni marionnette de l'Occident.* 7.3.2014, p. 18.
 - DE CHANGY, F. *Hongkongais bien plus que Chinois* 3.11.2014, p. ARH6.
 - *Espagne: un nouveau roi face à l'adversité.* 21.6.2014, p. 1.
 - HECKETSWEILER, CH. *Le pari du "cannabusiness".* 24.6.2014, p. SCQ8.
 - *Hongkong: défi politique à Pékin.* 2.10.2014, p. 1.
 - JENDOUBI, K. *Espoirs fragiles en Tunisie.* 20.1.2014, p. 15.
 - KAUFFMANN, S. *A l'Ouest, jeune homme!* 14.1.2014, p. 19.
 - *L'action de la France en Afrique: un enjeu mondial.* 6.1.2014, p. 1.
 - *L'étude choc pour la légalisation du cannabis.* 20.12.2014, p. 1.
 - *L'inquiétude fuite en avant de M. Erdogan.* 31.3.2014, p. 1.
 - *La Grèce a besoin de clarté et de stabilité.* 31.12.2014, p. 20.
 - *La légalisation du cannabis en débat au sénat.* 7.2.2014, p. 9.
 - *La mainmise de l'Arabe saoudite sur les révolutions arabes.* 14.1.2014, p. 1.
 - *La promesse du "modèle tunisien".* 11.1.2014, p. 1.
 - *Le Contexte.* 18.10.2014, p. 11.
 - LE MAIRE, B. *Ne prolongeons pas l'engagement de l'armée française en Centrafrique.* 26.2.2014, p. 17.
 - LEPARMENTIER, A. *Non à l'Écosse libre!* 11.9.2014, p. 20.
 - LESNES, C. *Barack Obama vient conforter ses alliés européens.* 24.5.2014, p. 2
 - LESNES, C. *En dîner de gala, MM. Obama et Hollande multiplient les*

- démonstrations d'amitié.* 13.2.2014, p. 4.
- MOREL, S. *Royale immunité.* 21.6.2014, p. ARH6.
 - *Moscou et Pékin, même combat idéologique.* 22.5.2014, p. 1.
 - NIVAT, G. *Vers la troisième Europe.* 24.3.2014, p. 15.
 - NOUGAYREDE, N. *Défendre un principe.* 30.1.2014, p. 7.
 - PAPANTONIOU, Y. *La Grèce n'est pas sauvée.* 19.4.2014, p. SCQ8.
 - *Pékin trahit sa promesse à Hongkong.* 2.9.2014, p. 1.
 - PIQUER, I. *Le "New York Times" pour la légalisation du cannabis.* 30.7.2014, p. 5.
 - *Pour la légalisation du cannabis.* 20.12.2014, p. 23.
 - SOROS, G. *L'Europe doit sauver la nouvelle Ukraine.* 24.10.2014, p. 12.
 - SOROS, G. *Sauver l'Ukraine pour sauver l'Europe.* 12.7.2014, p. SCQ8.
 - STROOBANTS, J-P. *Immigration: la funeste myopie européenne.* 14.5.2014, p. 20.
 - TRUONG, N. *France: une guerre des identités?* 11.7.2014, p. 22.
 - VAN KOTE, G. *"Le Monde", l'investigation et le secret des sources.* 16.10.2014, p. 26.
 - VEDVINE, H. *Repensons l'interventionnisme.* 6.5.2014, p. 18.
- 3) Libération, ISSN 0335-1793, od 1.1.2014 do 31.12.2014.
- BERTELLA-GEFFROY, M-O. *Une législation incomplète et inadaptée.* 12.12.2014, p. 19.
 - BISEAU, G. *Obama tient son allié français en hôte estime.* 12.2.2014, p. 6.
 - BISEAU, G. *Hollande en Amérique: diplo, boulot, solo.* 14.2.2014, p. 8.
 - CONESA, P. *Faut-il encore sauver le docteur Frankenstein?* 29.9.2014, p. 18.
 - DAUBENTON, A. *La Crimée: presque île ou bras armé?* 5.3.2014, p. 20.
 - DESPORTES, V. *Une puissance militaire mais avec quels moyens?* 19.2.2014, p. 23.
 - DIALLO, R. *Contre les discriminations, ne tirez pas sur l'Internet.* 28.4.2014, p. 23.
 - *En Bref.* 12.2.2014, p. 27.
 - FAURE, S. *Les migrants face à toujours plus de CRS.* 5.8.2014, p. 13.
 - FAVEREAU, E. *La fin de vie, débat toujours à vif.* 28.2.2014, p. 2.
 - GERAUD, A. *Cannabis: un réquisitoire contre la loi.* 6.2.2014, p. 14.
 - GRANGEREAU, P. *Derrière Hongkong, l'enjeu taïwanais.* 2.10.2014, p. 4.
 - GRANGEREAU, P. *La Chine compte sur la part du lion.* 11.4.2014, p. SUP2.
 - GROS, M-J. *Mariage gay et adoption : des juges refilent le bébé à la cour de cassation.* 23.9.2014, p. 16.
 - GUETTA, B. *L'an IV des révolutions arabes.* 15.1.2014, p. 21.
 - GUETTA, B. *Non, la France n'est pas devenue atlantiste.* 15.10.2014, p. 23.
 - GUETTA, B. *Trois leçons ukrainiennes.* 29.1.2014, p. 21.
 - HENRY, M. *Cannabis: à quand fin du tabou en France?* 10.1.2014, p. 24.
 - JOFFRIN, L. *Contaminée.* 4.9.2014, p. 2.
 - KUHN, T. *Pour que cessent les souffrances des migrants.* 5.11.2014, p. 19.
 - LANÇONS, P. *Juan Carlos dit pouce.* 31.12.2014, p. 7.
 - LE BRAS, J. *Contre Al-Jezira, Al-Sissi enfonce l'écrou.* 18.6.2014, p. 30.
 - MALOGARDIS, M. *Les alliés encombrants de la France en Afrique.* 6.1.2014, p. 3.
 - MARTINELLI, B. *Centrafrique, les chemins de la haine.* 21.5.2014, p. 22.
 - MATHIEU, L. *En Syrie, une guerre dans la guerre sainte.* 13.2.2014, p. 6.

- MENDRAS, M. *L'Ukraine est déterminée à occuper sa place*. 28.2.2014, p. 23.
 - MENDRAS, M. *Poker menteur avec le Kremlin*. 2.9.2014, p. 20.
 - MILLOT, L. *Colorado, la ruée vers l'herbe*. 22.2.2014, p. 22.
 - MILLOT, L. *Obama, chante de la puissance et de la "nation indispensable"*. 29.5.2014, p. 8.
 - NAIR, S. *L'espoir venu de Tunisie*. 30.12.2014, p. 22.
 - PERRIN, J-P. *La marche radicale de tout le Proche-Orient*. 11.7.2014, p. 4.
 - TASSEL, F. *Marin passeur*. 30.7.2014, p. ETE1.
 - *Terrorisme: pourquoi le sénat fait la différence entre web et papier*. 17.10.2014, p. 30.
 - WELSH, I. *Le printemps écossais*. 18.9.2014, p. 22.
 - WORMS, F. *Brisures européennes*. 22.3.2014, p. 38.
- 4) The Daily Telegraph, ISSN 0307-1235, od 1.1.2014 do 31.12.2014.
- ALLEN, N. *Tax bonanza from Colorado drug shops*. 21.2.2014, p. 15.
 - BLAIR, D. *From triumph to torment*. 3.3.2014, p. 19.
 - BLAIR, D. *To prevent another Rwanda, all it takes is a few well trained troops*. 4.4.2014, p. 22.
 - BLAIR, D. *World powers join forces to destroy Isil*. 16.9.2014, p. 14.
 - BOOTLE, R. *Britain could become the world's fourth largest economy within decades*. 5.5.2014, p. 2.
 - *Britons sent by al-Qaeda to launch attacks on us*. 20.1.2014, p. 1.
 - *Celebration but change is inevitable*. 24.9.2014, p. 15.
 - COUGHLIN, C. *Let's fight Isil rather than among ourselves*. 17.11.2014, p. 25.
 - CRAWFORD, CH. *The New face of Europe*. 24.2.2014, p. 15.
 - CRAWFORD, CH. *Ukrainians are the loser in a game of chicken*. 27.8.2014, p. 17.
 - CRITCHLOW, A. *Global investors 'can help in the fight against extremism'*. 1.10.2014, p. 4.
 - FOSTER, P. *Diplomacy not war is the future, says Obama*. 29.5.2014, p. 13.
 - FOSTER, P. *Obama's America is still riven by race*. 26.11.2014, p. 22.
 - FREEMAN, C. *Can Greece repair its reputation?* 3.1.2014, p. 19.
 - GORAN, F. *Spain's scandal-hit king abdicates at 76*. 11.6.2014, p. 17.
 - GORDON, B. *Husbands should be honoured like wives*. 23.12.2014, p. 23.
 - HOPE, CH. *Biggest threat to UK comes from Syria*. 11.4.2014, p. 1, 2.
 - JOHNSTON, P. *Why not let cannabis ease sufferers' pain?* 19.8.2014, p. 19.
 - LOVELUCK, L. *Isil extends reach into Africa with jihadist training camp in Libya*. 5.12.2014, p. 17.
 - LUCAS, E. *We're letting him win*. 20.2.2014, p. 19.
 - NELSON, F. *Those who failed to regulate the printed word are doing so online*. 4.4.2014, p. 18.
 - *Our national demands the mother of all U-turns*. 23.8.2014, p. 22.
 - PARRY, S. *We will never bow to protests, warns China*. 1.10.2014, p. 19.
 - PHILLIPS, T. *Hong Kong democracy activists attack Britain's 'shameful' failure*. 6.9.2014, p. 17.
 - *Plans for press regulation undermine global journalism*. 10.6.2014, p. 12.
 - PRINCE, R. *New York Times urges end to cannabis ban*. 28.7.2014, p. 13.
 - *Reasons to be cheerful as we welcome 2014*. 1.1.2014, p. 19.
 - RIDDELL, M. *Britain cannot afford to be the friendless pariah of Europe*. 8.1.2014, p. 20.

- RUSHTON, K. *Will Alibaba prove to have the magic touch?* 8.5.2014, p. 5.
 - SAMUEL, H. *France may put terminally ill into 'deep sleep' until they die.* 13.12.2014, p. 22.
 - SAMUEL, H. *France, 'weak link' for illegal migrants.* 6.8.2014, p. 14.
 - SAMUEL, H. *French gossip magazine defends outing senior politician in "homophobic" FN as gay.* 13.12.2014, p. 22.
 - SANCHEZ, R. *Obama: I can't choose between France and UK.* 12.2.2014, p. 14.
 - WARNER, J. *Without orderly exit from the euro, Greece is finished.* 17.12.2014, p. 2.
 - WHITEHEAD, T. *700 Britons fighting in Syria terror groups warns Hollande.* 1.2.2014, p. 7.
 - *Who will stop the tide of these desperate people?* 19.8.2014, p. 17.
- 5) The New York Times, ISSN 0362-4331, od 1.1.2014 do 31.12.2014.
- *A new focus on foreign fighters.* 25.9.2014, p. A30.
 - APUZZO, M. *Holder sees way to curb bans on gay marriage.* 25.2.2014, p. A1.
 - ASCHERSON, N. *Scottish independence is inevitable.* 20.7.2014, p. SR5.
 - BAJAJ, V. *Rules for the marijuana market.* 5.8.2014, p. A20.
 - BLOW, CH. M. *The cost of war.* 11.9.2014, p. 1.
 - CLARK, W. K. *Getting real about China.* 12.10.2014, p. SR4.
 - COLLINS, G. *About those presidential polls.* 5.7.2014, p. A19.
 - COWELL, A. *Scots reject independence from Britain.* 19.9.2014, p. A1.
 - DAVID, M. *He has a dream.* 27.8.2014, p. A23.
 - DOUTHAT, R. *The terms of our surrender.* 2.3.2014, p. SR12.
 - ECKHOLM, E. *'Aid in dying' movement takes hold in some states.* 8.2.2014, p. A1.
 - *Europe's migration crisis.* 1.9.2014, p. A16.
 - FERGUSON, N. *Scots must vote nae.* 15.9.2014, p. A23.
 - FREELAND, CH. *Russia has already lost the war.* 9.3.2014, p. SR3.
 - GORDON, M. R. *U.S. and Russia agree on part to defuse Ukraine crisis.* 18.4.2014, p. 1.
 - JOLLY, D. *Total euro zone deficit hits target for the first time since '08.* 24.4.2014, p. B5.
 - KONSTANDARAS, N. *The E.U.'s weak line must hold.* 9.1.2014, p. 1.
 - LANDLER, M. *An inconvenient protest for both China and U.S.* 4.10.2014, p. A9.
 - LANDLER, M. *Obama greets France's leader, but warns against doing business with Iran.* 12.2.2014, p. A6.
 - LAPIDES, J. *Times readers online make their own cases for legalizing marijuana.* 6.8.2014, p. A20.
 - MAZZETTI, M. *Struggling to large threat, even as U.S. prepares to act.* 11.9.2014, p. A1.
 - MURADO, M-A. *The old king of new Spain.* 23.1.2014, p. A27.
 - PEACOCK, M. *Plenty of reasons to be cautious about 2014.* 7.1.2014, p. 1.
 - *Rules of engagement, still missing.* 11.12.2014, p. A32.
 - SCHMEMANN, S. *Monarchies, more useful than you think.* 4.6.2014, p. A22.
 - *The uninhibited press, 50 years later.* 9.3.2014, p. SR10.
 - *Tunisia wins again.* 26.12.2014, p. A26.

- *Tunisia's victory*. 31.10.2014, p. A30.
- WERGIN, C. *America's European president*. 9.7.2014, p. A25.

6) Mladá Fronta Dnes, ISSN 1210-1168, od 1.1.2014 do 31.12.2014.

- *Colorado jako první stát USA legalizoval prodej marihuany*. 2.1.2014, p. A10.
- *Do boje za krvácející srdce Afriky*. 21.1.2014, p. 1.
- *Eutanazii ochrnutého muže už nic nebrání*. 25.6.2014, p. B6.
- JANOUŠEK, P. *Konopný průmysl v USA stoupá. Má i své "Oscary"*. 8.2.2014, p. A7.
- JANOUŠEK, P. *Obama se chystá napravovat NSA*. 16.1.2014, p. A9.
- JANOUŠEK, P. *Obama v Bruselu: Nezačíná další studená válka*. 27.3.2014, p. B6.
- JANOUŠEK, P. *Smlouva, která přináší naději*. 22.2.2014, p. A7.
- KRYZÁNEK, L. *"Cirkus Obama" je nejdražší na celém světě*. 27.3.2014, p. B6.
- KRYZÁNEK, L. *Chaos na Blízkém Východě posiluje radikály i roli Íránu*. 7.1.2014, p. A6.
- KRYZÁNEK, L. *Proud uprchlíků do Evropy je čím dál silnější*. 31.5.2014, p. A7.
- KRYZÁNEK, L. *Uruguay děkuje gayům a feministkám*. 4.8.2014, p. A6.
- MARJANOVIČ, T. *Španělsko povede král Felipe VI*. 3.6.2014, p. B6.
- *Nejsvobodnější média má Finsko, Česko je třinácté*. 13.2.2014, p. A9.
- *Nezávislé Skotsko přijde o libru, varoval ministr*. 14.2.2014, p. A6.
- NOVOTNÝ, P. *Tunisko klopýtá, ale stále vpřed k demokracii*. 14.1.2014, p. A7.
- *Odmítněte odtržení, necháme vám daně*. 3.6.2014, p. B6.
- PALATA, L. *Jít proti Putinovi – Rusko musí za Krym zaplatit*. 3.3.2014, p. A8.
- PALATA, L. *Krok od rozpadu: Ukrajina je blízko svésebevraždy. Je třeba jednat*. 27.1.2014, p. A8.
- *Policie tvrdě zasáhla proti demonstracím*. 3.7.2014, p. A8.
- POLOCHOVÁ, I. *Ostrovní kocovina. Nic už nebude jako dřív*. 19.9.2014, p. A1.
- *Popularita Obamy je nižší, než míval Bush*. 3.7.2014, p. A8.
- ŠLAJCHRTOVÁ, L. *Belgie schválila eutanazii pro nevléčitelně nemocné děti*. 14.2.2014, p. A6.
- ŠLAJCHRTOVÁ, L. *Bojovníci al-Káidy vytvořili "emirát" v irácké Fallúdži*. 6.1.2014, p. A6.
- ŠLAJCHRTOVÁ, L. *Předsednictví EU po "spartánsku"*. 1.1.2014, p. A7.
- *Soud povolil nemocným pěstovat konopí*. 23.7.2014, p. A7.
- *Většina Španělů si přeje abdikaci krále Juana Carlose*. 6.1.2014, p. A6.
- VODIČKA, M. *Mohou se Velký satan a Člen osy zla spojit k záchraně Sýráku?* 20.6.2014, p. A9.
- VODIČKA, M. *Návrat středověké mapy: trendem je miniaturizace zemí*. 20.9.2014, p. A6.
- VODIČKA, M. *Obama oznámil, že na vymazání černé z mapy světa chce tři roky*. 9.9.2014, p. A7.
- VODIČKA, M. *Válka o tunely, v níž poražený Hamas nakonec oslaví vítězství*. 19.7.2014, p. A7.

B) Sekundární literatura

- 1) ALBERT, P. *La presse française*. Paris: La documentation française, 1990. ISBN 978-2-11-004010-7.

- 2) BERTRAND, C-J. *Les médias aux États-Unis*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1974. ISBN 2-13-047335-0.
- 3) BERTRAND, C-J. *Les médias en Grande-Bretagne*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1998. ISBN 2-13-049502-8.
- 4) BUDÍKOVÁ, M., KRÁLOVÁ, M., MAROŠ, B. Průvodce základními statistickými metodami. Grada, Praha: 2010. ISBN 978-80-247-3243-5. (s. 141)
- 5) CAMUS, A. «*Actuelles I, Le journalisme critique*» *Combat*. Galimard: La Pléiade, 1944.
- 6) Combats pour une presse libre - De Voltaire à Charlie Hebdo (plusieurs auteurs). *Revue L'Histoire*. Sophia Publications, 2015. N. 410. N. 0418 K 83242. ISSN 0812-2411.
- 7) DELPORTE, CH. *Histoire du journalisme et des journalistes en France*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 1995. ISBN 2-13-046778-4.
- 8) *Dictionnaire de la langue française: lexis* / [direction de Jean Dubois] . - Éd. rev. et corr. . - Paris: Larousse, 1991. ISBN 2-03-320211-9.
- 9) EVENO, P. *La presse*. Édition *Que sais-je?* Presses Universitaires de France, 2010. ISBN 978-2-13-057727-0.
- 10) HENDL, J. Přehled statistických metod: Analýza a metaanalýza dat. Portál, Praha: 2009. ISBN 978-80-7367-482-3. (s. 91)
- 11) PELLATON, M. ; JAUBERT, J-P. *Histoire de la presse écrite*. Éditions P.E.M.F., Periscope, ISSN-0298-9034. Cannes: Publications de l'École Moderne française, 1990. ISBN 2-87785-034-X.
- 12) Prospectus *Journal (Ir)responsable*. Centre d'Art Contemporain DOX. Publié à l'occasion de l'exposition JOURNAL (IR)RESPONSABLE 28.01. - 09.03.2015.
- 13) RIVARD, A. *De la liberté de la Presse*. Québec: Librairie Garneau, Itée Editeurs, 1923.
- 14) VOISINE-JECHOVÁ, H. *Histoire de la littérature tchèque*. Fayard, 2001. ISBN 2-213-60743-5.

C) Webové stránky

- 1) AudiPresse: Résultats One. *Étude ONE 2014/2015*. Copyright AudiPresse [online] [cit. 24.3.2016] Dostupné z: <http://www.audipresse.fr/node.php?id=1220&elementid=2146>
- 2) BENEDEK, W.; NIKOLOVA, M. *La liberté d'expression et la liberté de la presse*. Ministère Fédéral Autrichien des Affaires Etrangères en collaboration avec ETC. Graz, Autriche: 2003. Document en pdf. [online] [cit. 3.4.2016] Dostupné z: http://www.etcgraz.at/typo3/fileadmin/user_upload/ETCHauptseite/manual/versionen/french/liberte.pdf
- 3) Citations, proverbes Presse. *Le Figaro* [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <http://evene.lefigaro.fr/citations/mot.php?mot=presse>
- 4) Dictionnaire français – Dictionnaires Larousse français monolingues et bilingues en ligne. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais>
- 5) *Europresse*. [online] [cit. 1.4.2016] Dostupné z: www.europresse.com
- 6) Histoire. *Charlie Hebdo*. [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <https://charliehebdo.fr/histoire/>
- 7) MEYER, D. C. *La presse française*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_presse.htm
- 8) MEYER, D. C. *Les portraits de presse*. French at HKU. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: http://www.french.hku.hk/dcmScreen/lang3033/lang3033_portraits_de_presse.htm

- 9) The Daily Telegraph. *Encyclopædia Britannica*. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.britannica.com/topic/The-Daily-Telegraph>
- 10) The New York Times. *Encyclopædia Britannica*. [online] [cit. 1.3.2016] Dostupné z: <http://www.britannica.com/topic/The-New-York-Times>
- 11) The press in the Czech Republic. *BBC News*. [online] [cit. 26.1.2016] Dostupné z: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4068647.stm>
- 12) *WikiLeaks*. [online] [cit. 20.1.2016] Dostupné z: <https://wikileaks.org/What-is-Wikileaks.html>

10 ANNEXES

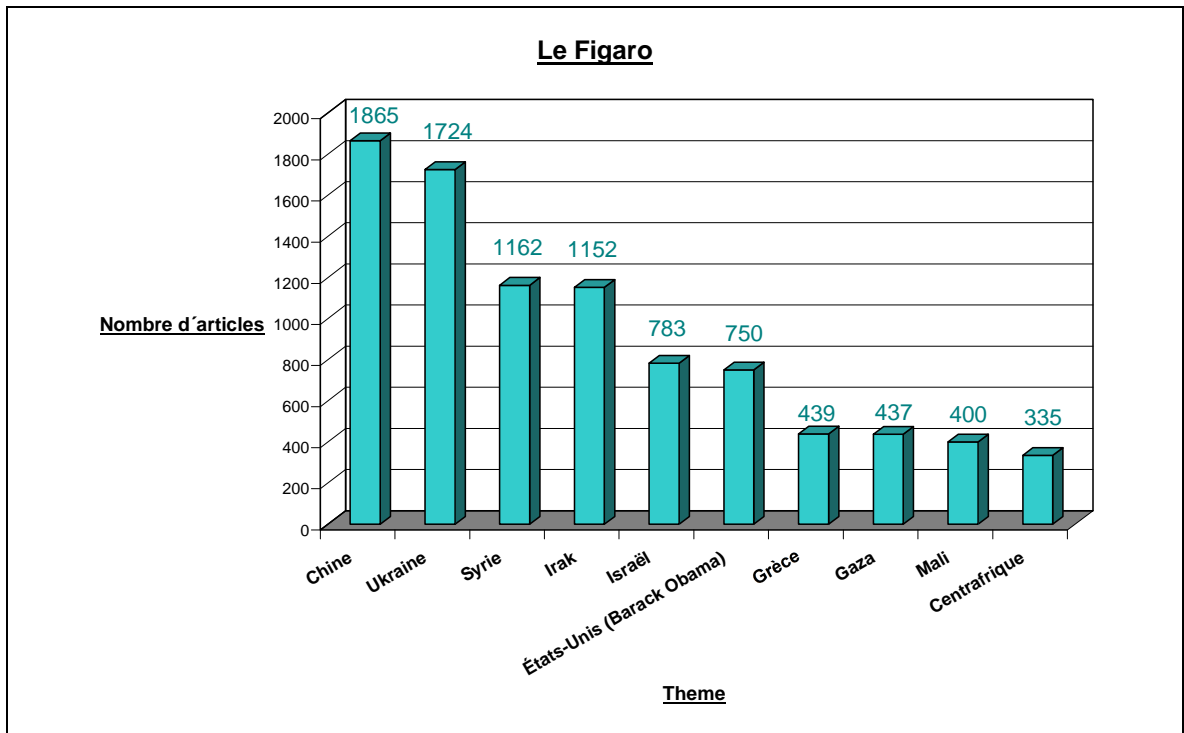
Annexe n. 1 – Charte des devoirs professionnels des journalistes français⁸⁴

« Un journaliste digne de ce nom :

- prend la responsabilité de tous ses écrits même anonymes ;
- tient la calomnie, la diffamation et les accusations sans preuve, l'altération des documents, les déformations des faits, le mensonge, pour les plus graves fautes professionnelles ;
- ne reconnaît que la juridiction de ses pairs, souveraine en matière d'honneur professionnel ;
- n'accepte que des missions compatibles avec sa dignité professionnelle ;
- s'interdit d'invoquer un titre ou une qualité imaginaires pour obtenir une information ou surprendre la bonne foi de quiconque ;
- ne touche pas d'argent dans un service public ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations, seraient susceptibles d'être exploitées ;
- ne signe pas de son nom des articles de pure réclame commerciale ou financière ;
- ne commet aucun plagiat ;
- cite les confrères dont il reproduit un texte quelconque ;
- ne sollicite pas la place d'un confrère ni ne provoque son renvoi en offrant de travailler à des conditions inférieures ;
- garde le secret professionnel ;
- n'abuse jamais de la liberté de la presse dans une intention intéressée ;
- revendique la liberté de publier honnêtement ses informations, tient le scrupule et le souci de la justice pour des règles premières ;
- ne confond pas son rôle avec celui du policier »

⁸⁴ ALBERT, P. *La presse française*. Paris: La documentation française, 1990.str. 56.

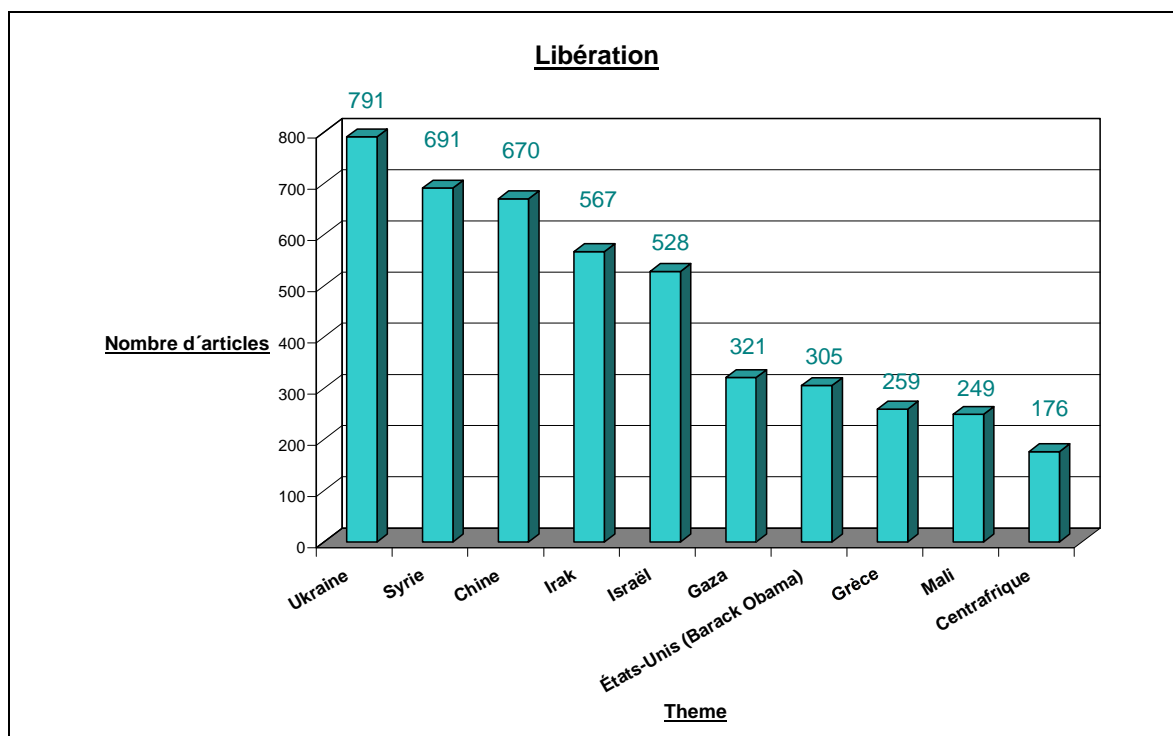
Annexe n. 2 – Les thèmes « à la Une » du journal *Le Figaro*



Zdroj dat : www.europresse.com⁸⁵

⁸⁵ *Europresse*. [online] [cit. 1.4.2016] Dostupné z: www.europresse.com.

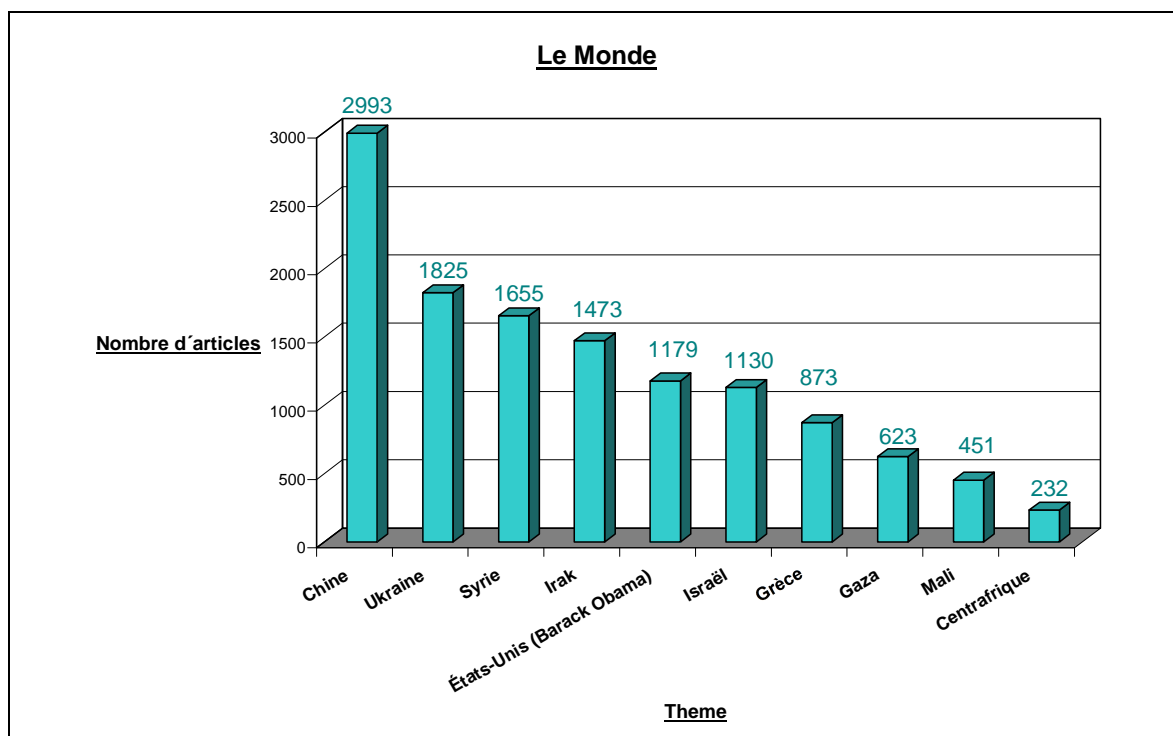
Annexe n. 3 – Les thèmes « à la Une » du journal *Libération*



Zdroj dat : www.europresse.com⁸⁶

⁸⁶ *Europresse*. [online] [cit. 1.4.2016] Dostupné z: www.europresse.com.

Annexe n. 4 – Les thèmes « à la Une » du journal *Le Monde*



Zdroj dat : www.europresse.com⁸⁷

⁸⁷ *Europresse*. [online] [cit. 1.4.2016] Dostupné z: www.europresse.com.

Annexe n. 5 – Les textes originaux des citations des journaux étrangers qui étaient traduites par l’auteur (dans l’ordre d’apparition)

„As Kiev burns, Western policymakers are eating ashes. Our efforts to help Ukraine towards Europe, democracy and the rule of the law have failed spectacularly. Meanwhile, Vladimir Putin is celebrating not just sporting triumph in Sochi, but geopolitical victory in the affairs of his most important neighbour.“

„Ukrainians are fighting and dying for the right to be European. Theirs is not a naive belief in the EU's virtues, but a profound belief that liberty, legality and decency are better than crony capitalism and the neo-Soviet bombast of the Putin Kremlin. They believe in our values more than we do ourselves. Why are we letting them down?“

„If you're a patriotic Russian in Moscow, you don't need to be a raving nationalist to find this trend of European events disturbing. It's bad enough that Russia's cultural influence and political reach are on the retreat. It's much worse that millions of fellow Slavs and, above all, Ukrainians seem to be rejecting their own history and traditional respect for Russian leadership by favouring integration with western Europe and its decadent "multiculturalism". Where is this going to end? Could Russia itself, a patchwork quilt of scores of ethnic communities and administrative units stretching over 11 time zones, start to disintegrate?“

„How should Western capitals respond as the Kremlin digs in? EU and US sanctions will cost the Russian economy staggering losses in the years to come, but even targeted sanctions are slow and imprecise. And Russia's economic base is healthier than Ukraine's. The uncertainty and ill-will these measures create hit ordinary Ukrainians, too. In these conditions, can a deal be done to end the crisis?“

„If coolness underfire is the true measure of courage, then Ukraine's revolutionaries certainly proved their mettle. On February 20, I watched as they withstood – for a few, terrible hours – a precise and clinical onslaught from snipers deployed around Independence Square.“

„American officials have also sought to give Ukraine time to hold its May 25 presidential election without more extensive Russian interference. European nations, for their part, would prefer not to impose wide-ranging economic sanctions, which could hurt trade with Moscow.“

„This revolution may yet be eaten by its own incompetence or by infighting. A presidential election is scheduled for May, and the race, negative campaigning and all, has quietly begun. The oligarchs, some of whom have cannily been appointed governors of the potentially restive eastern regions, are jockeying for power. But for now, Ukrainians, who were brought together by shared hatred of the former president, Viktor F. Yanukovich, are being brought closer still by the Kremlin-backed invasion.“

„Kiev smells like a smoky summer camp, from the bonfires burning to keep the demonstrators still out on Independence Square warm, but every day it is tidier. Sidewalks in the city center are checkerboarded with neat piles of bricks that had been dug up to serve as missiles and are now being put back.“

„Hromady hořících pneumatik, skutečné pouliční boje mezi stále unavenějšími policisty a stále radikálnějšími a lépe vyzbrojenými odpůrci vlády a prezidenta Viktora Janukovyče. První mrtví, zajatci a rukojmí na obou stranách, fotografie jak z druhé světové války, a ne z centra jedné z evropských metropolí roku 2014.“

„Rusko trestá Ukrajinu za její příklon k Západu zábořím Krymu. Všechno ostatní je ruská propaganda a zavádějící diplomatická mluva, to vše v tradicích v té nejhorší sovětské totalitní tradice. (...) Za Krym musí Putin a jeho okolí zaplatit tak vysokou cenu, aby ho přinejmenším přešla chuť. Bude to něco stát i nás, ale svoboda není zadarmo.“

„Záleží však na tom, zda budou znesvářené strany úmluvu respektovat. Otazník v tomto představují zejména nejradikálnější odpůrci Janukovyče. Na Majdanu se totiž včera volalo nejen po Janukovyčově rezignaci, nýbrž rovnou po jeho hlavě. Smlouvu navíc musí za svou vzít i jednotlivé ukrajinské regiony, což také může přinést komplikace. Ukrajinu tedy ještě čeká trnitá cesta. Ale kéž by již netekla krev.“

„What may provide amusement for some is likely to be less fun for Europe's leaders – in particular Angela Merkel, the German chancellor, whose role in dictating the harsh terms of Greece's £200 billion bailout has seen her compared to Hitler by many Greeks.“

„What's required is the emergence of sensible, centrist politicians prepared to articulate these realities, what John Maynard Keynes called a period of "ruthless truth-telling". Now virtually returned to current account surplus, and with the primary budget back in balance, Greece is again quite capable of financing itself internally. Done properly, and with IMF support, Greece's exit from the euro needn't be the chaotic disaster Mr Tsipras's election threatens, but a new beginning for an economy driven to the edge by Europe's folie de grandeur. Is this a realistic possibility? No time soon, I am sorry to say.“

„Greece will not be the only country to gain if progress is made. But if the European Union chooses to stagnate, more people will question its legitimacy, and all of its members will lose.“

„High unemployment, austerity fatigue and still-anemic growth offer the perfect backdrop for fringe parties to prosper at elections to the European Parliament in May. Some pundits predict a group of anti-euro parties -- including the National Front in France, the U.K. Independence Party in Britain, Syriza in Greece and the Dutch Freedom Party -- could capture 20 percent or more of the seats.“

„The history of the euro zone crisis shows that while policy makers lose their sense of urgency when the pressure diminishes, they rush to bolster their defenses when the heat comes on -- and have consistently done so just in time.“

„The 18 countries that use the euro as their currency reduced their deficits, on average, to 3 percent of gross domestic product in 2013, down from 3.7 percent in 2012. However, some individual governments did not meet the deficit target, according to preliminary data from Eurostat, the statistical agency of the European Union. France, for example, came in at 4.3 percent. (...) The austerity debate continues to bedevil France. President François Hollande is fighting record unpopularity and trying to contain a rebellion within his own Socialist Party over a proposed plan to cut.“

„Řekové budou usilovat o zlepšení zoufalé imigrační politiky a nezákonného přistěhovalectví. Dále se zaměří na mladé lidi bez práce, problém, který v Evropské Unii nabývá obřích rozměrů. Řešit chtějí také inovace v námořní politice a především se pokusí být tahouny v dojednání evropské bankovní unie. Což vzhledem k jejich situaci budí mezi některými členskými státy značné rozpaky.“

„He was the monarch credited with steering Spain through its transition to democracy on the death of Franco and a key figure in averting a military coup in 1981, but after a series of scandals had tainted his rule, King Juan Carlos decided enough was enough.“

„You know a monarchy is in trouble when the queen is jeered at the Royal Theater, of all places, and by a classical music audience. This happened to Queen Sofía of Spain last year in Madrid -- a scene then repeated elsewhere with other members of the royal family. (...) What has changed? Not the king, but the country. Popular opinion has changed so fast and so dramatically that it is perhaps not surprising the monarchy has failed to keep pace.“

„The decision by the 76-year-old King Juan Carlos of Spain to abdicate in favor of his 46-year-old son, Crown Prince Felipe, inevitably revives the question of why so many monarchs still reign across Europe. (...) Though as a nation like America born in rebellion against monarchy cannot fully share the excitement of devout monarchists, it can surely appreciate the power of unifying symbols. And Americans love storybook celebrities as much as anyone.“

„Šestasedmdesátiletý Juan Carlos, který je na trůnu 38 let, v minulosti patřil mezi nejoblíbenější panovníky světa. Byl respektován pro svou blízkost lidu a příspěvek k obnově demokracie ve Španělsku po smrti diktátora Franciska Franka v roce 1975. Jeho popularitou však otřásl skandál jeho dcery Cristiny a jejího manžela Iňakiho Urdangarina. (...) K neoblíbenosti přispěl i panovníkův nákladný výlet na lov slonů v africké Botswaně.“

„Juan Carlos I. včera oznámil, že po 39 letech odchází do důchodu. Zatímco tak britský princ Charles na podobnou zprávu stále čeká, dočká se Felipe, nástupce španělského trůnu, už brzy korunovace. (...) Předávání trůnu mladším generacím je mezi evropskými monarchy nyní celkem v oblibě. Loni odešel do

důchodu belgický král Albert. Stejné rozhodnutí předtím učinila i nizozemská královna Beatrix. Jen britská královna Alžběta II. nikam do ústraní nespěchá, a tak musí princ Charles stále čekat.“

„The Union is safe, but it was a closerun thing. For now, we should celebrate the referendum result and hope that the divisions the campaign caused can be quickly healed, though that may be hard to achieve.“

„I shall vote yes this September. The campaign has already taught me that if we don't make it with this third referendum, there will be a fourth. It's time to rejoin the world on our own terms.“

„To most Americans, Scotland means golf, whisky and – if they go there -- steady drizzle. Even to the millions of Americans whose surnames testify to their Scottish or Scotch-Irish ancestry, the idea that Scotland might be about to become an independent country is baffling.“

„All over Continental Europe in the 19th and 20th centuries, nationalism was what ambitious hacks espoused to advance themselves. Scotland was the exception. May it stay that way.“

„With a sweeping majority far wider than had been forecast, voters in Scotland rejected independence from Britain in a referendum that had threatened to break up a 307-year union, according to an official count on Friday from almost all voting areas. The outcome came as a bitter blow to those who had campaigned with mounting passion in a hard-fought campaign spanning two years but reaching back into centuries of shared history.“

„Skotové přijdou o možnost platit britskou librou, pokud v referendu zvolí nezávislost. (...) Jedná se o dosud nejvýraznější pokus britské vlády odvrátit odchod Skotů ze Spojeného království, což plánují skotští nacionalisté.“

„Britská vládní konzervativní strana premiéra Davida Camerona dnes slíbila, že Skotsku ponechá kontrolu nad tamními daňovými příjmy, pokud skotští voliči v plánovaném referendu odmítnou nezávislost a budou chtít zůstat součástí Velké Británie.“

„Polovina Skotska smutní. Mnozí jsou rozčarování, další rozzlobení, někteří pláčou. Druhá půlka země prožívá radost, nadšení, úlevu. (...) Ať už však hlasování dopadlo jakkoliv, jedno je jisté : věci už nebudou jako dřív.“

„Říkalo se, že pokud si Skotové odhlasují odtržení od Británie, vyvolá to vlnu separatismu po celém světě. Skotům se to sice nepovedlo, ale separatisté i tak místo mrazivé vlny získali veliké povzbuzení.“

„Hong Kong's embattled leader warned student protesters yesterday that Beijing would never grant their demands for full democracy, as thousands continued their peaceful demonstrations ahead of today's Chinese National Day.“

„One of Hong Kong's leading democracy activists has attacked Britain's "deferential" and "shameful" failure to challenge Beijing over its refusal to grant the former colony genuine democracy. (...) But Downing Street appears reluctant to jeopardise relations following a 14-month diplomatic freeze imposed by Beijing after David Cameron met the Dalai Lama in 2012.“

„The United States knows that it has little leverage over China in the dispute over a proposed voting law in Hong Kong, which the Chinese government regards as a strictly internal matter. Chinese officials, including the foreign minister who visited Washington this week, have told their American counterparts, politely, to mind their own business.“

„That response is sure to enrage Chinese officials, who view the Hong Kong protests as deeply threatening because they fear they could spread to other parts of the country. Some Chinese officials blame the United States for the unrest, saying it is whipping up the students. That may have influenced the consulate's initial fence-sitting.“

„With these pieces in place, we can succeed in helping China assume its rightful place as a global leader, and perhaps an equal of the United States, in a manner that promotes global prosperity and stability. Perhaps then China's leaders will feel secure enough to grant real democracy to its people. But it will be a long journey.“

„Instead, the opposite has occurred: China is more confident, more assertive, and also more closed. Thirty-five years after Deng Xiaoping freed up the economy, the Communist Party is using material prosperity and nationalist ideology to maintain its legitimacy in the face of wrenching social tensions. It has rejected both the move toward democracy and the acceptance of human and civil rights that Americans had hoped would emerge from China's astonishing economic rise.“

„Lidé se vydávali do ulic, aby demonstrovali svou touhu po větší demokracii. Značně tím popudili Peking, který před časem varoval, že právě on drží nejvyšší vládu nad Hongkongem, bývalou britskou kolonií, která se pod správu Číny vrátila před 17 lety.“

„Does this mean the West will seize back its post-Cold War dominance? Not quite. China's economy will probably still expand by a good seven per cent. No one doubts that President Xi Jinping leads one of the world's great centres of power. The point is that China is unlikely to do better than last year, meaning that its overall contribution to world prosperity will stay unchanged. Instead of the rapid transformations that we have been schooled to expect, the global balance of power could actually stay pretty constant in 2014. (...) Britain is in the lucky category and our economy is likely to outperform our neighbours in 2014. We also have a stake in America's leadership and Asia's success. As such, we should be part of the benign trends of 2014. On balance, we can safely feel cheerful.“

„It is inconceivable that America and China would not occupy the top two slots, whichever was in pole position. And Japan would be bound to be number three. But thereafter there would be a good deal of uncertainty. The current fourth slot is occupied by Germany. If the UK overtook Germany then it is not inconceivable that we would be in the number four position.“

„If we are to retain our global leadership, and be a constructive, countervailing force as China rises, America needs a long-term strategic vision of our own: a strong, growing economy built on a foundation of energy independence; a vibrant, effective democracy; assertive, patient diplomacy backed by supportive allies; and a military capable of standing toe to toe with China in a crisis.“

„For many of America's biggest technology companies, the riches of China remain a faroff pipe dream. Facebook and Twitter are effectively banned. Google has a thorny relationship with the government, thanks to its censorship rules. Groupon has exited the vast Chinese retail market, with its tail between its legs. Amazon hasn't started trying to make it work.“

„American officials have said publicly that their greatest fear is that ISIS has inspired radicals in the West. The concern is that jihadists with American or European passports will fight alongside ISIS or other terrorist groups in Syria, then return home trained to carry out an attack of their choosing. It is not clear that airstrikes against ISIS will, at least in the short term, diminish that threat.“

„Od středy přesně za tři roky, mimochodem v předvečer výročí 11. září, bude islámský stát zničen stejně totálně jako Hitler ve chvíli kdy doutnal na zahradě Reichstagu. Takový je plán. (...) Ale jak v minulých letech ukázal Irák a Afghánistán a předtím i Vietnam, řeči, že za tři roky bude po všem, mohou čtvrtý rok pěkně mrzet.“

„Western officials had expressed concern that extremists would find fertile ground in the nations that endured the hope and despair that accompanied the Arab Spring and its aftermath.“

„While mud-slinging of this nature might be high on entertainment value, it hardly helps the coalition's efforts to achieve its desired goal. And if the current mission to defeat Isil is to stand any chance of success, then the coalition partners need to put their differences behind them and implement an effective plan to liquidate Isil's terrorist infrastructure once and for all.“

„The emerging coalition against Isil will soon have to decide whether to remove any legal barriers by seeking a United Nations resolution that would authorise air strikes against targets in Syria. But this would require the support of all five permanent members of the Security Council, including Russia and China, who have adamantly opposed any military action in Syria in the past.“

„We can kill anti-American fighters and even their leaders, but we can't kill anti-American sentiment. To some degree, every time we commit our forces in the Middle East we run the risk of further inflaming

that sentiment. (...) We, as Americans, must think long and hard about what it will really mean for us to engage in another foreign war and weigh that against the urgent needs we have right here at home.“

„President Obama has insisted that he has no intention of deploying ground troops in combat against the Islamic State. His stated plan is to rely on indigenous forces for ground troops, backed by American air power. So he should have no problem accepting the ground troop limits in the legislation.(...) Presidents often resist attempts by Congress to limit their powers. But after 13 years of war in Afghanistan and Iraq that first targeted Al Qaeda and then evolved into conflicts in other states (like Yemen) against "associated" extremists, the United States cannot afford to get caught up in another endless, all-consuming conflict.“

„Znovu se potvrzuje, že Blízký Východ je oblastí komplikovanou a plnou paradoxů. Tím zatím posledním je nečekané oťukávání dlouhodobých úhlavních rivalů, Spojených států a Íránů, byť zatím jen nesmělé a ryze účelové. I taková však mezinárodní politika je.“

„Těžko říct, zda toxické vztahy mezi Spojenými státy a Íránem, které trvají již od tamní islámské revoluce z roku 1979, prodělají v brzké době nějakou zásadní obrodu.“

„A tak si lze představit paradoxní věci, jaké se mohou stát jen v blízkovýchodním propletení. Dokonce i to, že kdyby Spojené státy skutečně začaly ve vzduchu ostřelovat opozice skupiny Islámský stát v Iráku a Levantě (ISIL), staly by se samy sobě nepřitelem.“

„Válka v pásmu Gazy, kterou potřeboval budoucí poražený a z níž bude vítěze jako obvykle bolet hlava, trvala včera druhým dnem a už jde všechno jako obvykle.(...) A tak Izraelci jsou v Gaze a vlastně přesně nevědí proč. Hamas sice utrpí těžké ztráty, ale jednoho dne se Izrael stáhne a Hamas to označí za své slavné vítězství.“

„O co však ozbrojencům z ISIL jde ? Džihádisté chtějí získat kontrolu nad celým Anbárem, největší iráckou provincií, která leží na hranici se Sýrií a zabírá asi třetinu země.“

„British people fighting in Syria are being trained as "jihadists" and then encouraged to return to the UK to launch attacks on home soil, an al-Qaeda defector and Western security sources have told The Daily Telegraph. (...) Britain's security and intelligence agencies believe the threat of would-be terrorists being directed back to the UK by al-Qaeda organisers in Syria is growing.“

„For the past two years, British jihadists have been able to gain access to bomb and weapons training in the war-torn country as well as undergo further radicalisation. (...) There are fears that British men who have been radicalised there are also being encouraged to return to the UK to carry out attacks here rather than staying to fight.“

„Mr Hollande said Britain and France shared the "same level" of young people who had headed out to join extremist groups.“

„The bad news is that Western defence cuts mean there are ever fewer soldiers available to perform these crucial tasks. So when we talk of helping Africa, that should mean more than sending aid. If we are serious about saying "never again" in Rwanda, we must also be willing to use force to prevent mass murder. In those desperate circumstances, all the aid workers and development consultants in the world are not worth a single battalion of trained infantry.“

„Britain is far from unique in having neither the money nor the appetite for foreign adventures. With the single exception of France, whose president has ordered troops into Africa three times in the last year, the West has little taste for intervention of any sort. We are all cheese-eating surrender monkeys now.“

„Britain cannot afford to be the pariah of Europe, friendless at the margins. While no one doubts that reforms are needed, EU membership makes us an influential part of the largest global trading bloc.“

„Česká republika se intervence nezúčastní, mimo jiné proto, že se už aktivně účastní operace v Mali," řekl MF DNES český velvyslanec při EU Martin Povejšil.“

„Podle agentury Reuters bude intervence ve Středoafričské republice první výraznější operací Evropské unie za posledních šest let. (...) Ve Středoafričské republice se už od prosince snaží situaci stabilizovat na 1600 vojáků Francie a asi 2400 vojáků Africké unie. Zatím marně.“

„Administration officials have complained publicly and privately to French officials, and Mr. Obama delivered the most pointed warning yet, even as he welcomed President François Hollande for a state visit replete with symbols of French-American amity.“

„France has sought closer intelligence cooperation with the United States, though French officials said they were not seeking the same terms as Britain. (...) In fact, Mr. Obama disputed that any country was immune to American surveillance. "There's no country where we have a no-spy agreement," Mr. Obama said, adding that the United States was in talks with France about ways to deepen its intelligence sharing.“

„Four years ago, Tunisia was the starting point for the political upheavals in the region that became known as the Arab Spring uprisings but the North African country is now seeking to attract international investment and diversify its economy. "Our policies of openness in Tunisia have created a more transparent environment for investors," said Mr Ammar.“

„The so-called Arab Spring has turned out to be a disaster. The promise of democracy and renewal has fallen through almost everywhere. Where has it prospered? Perhaps only in Tunisia, the nation where it began. Elsewhere the resultant chaos has seen a vicious group of jihadists stake its claim in the Middle East while the West has watched, seemingly paralysed.“

„With the election of its first freely chosen president, Tunisia has taken another important step on its post-Arab Spring transition toward democracy. Although the country faces many difficult challenges, it remains a symbol of hope and sanity in a region consumed by chaos and dominated by authoritarian governments. (...) While Tunisia's commitment to elections and other democratic processes has been inspiring, building deep roots for the democratic institutions and values that can stand the test of time will take years. Still, the country offers more hope than any other Muslim country shaken by the 2011 political upheavals and deserves as much political and economic support as the United States and Europe can muster.“

„The Muslim world has a lot to learn from Tunisia.“

„Tunisia has made impressive progress, but it will need enlightened, constructive leaders and support from the West to continue to succeed.“

„Tradiční klíše říká, že co se přihodí v Egyptě, stane se dříve či později v celém arabském světě. Planetě by se hodilo, kdyby arabští politici kopírovali spíše Tunisko. (...) Severoafričké Tunisko opravdu odstartovalo arabské jaro, když dodalo odvahu milionům nespokojených hlavně v Egyptě, ale i jinde. Mubarakovi lidé tušili, že s pádem bin Alího se rozkymácel i trůn jejich faraona.“

„Perhaps you've heard that Barack Obama was named the worst president since World War II in a recent poll. It isn't all that surprising. Given the current mood of the country, it's likely that if St. Francis of Assisi were in the White House, he would be getting terrible ratings, too.“

„As he has grown weary of Washington, Barack Obama has shed parts of his presidency, like drying petals falling off a rose. (...) We can't expect the president to do everything. But we can expect him to do something.“

„Americký prezident Barack Obama je podle průzkumu veřejného mínění mezi Američany méně oblíbený než jeho předchůdce George Bush. Účastníci ankety (...) dostali kromě jiného otázku, kdo byl nejhorším prezidentem od druhé světové války, třicet tři procent z nich na ni odpovědělo, že Obama, 28%, že Bush.“

„Americký prezident cestuje jako král. Částečně je to sice pochopitelné z bezpečnostních důvodů - "skalp" vládce Bílého domu je stále nejcennější na světě - částečně to však působí až groteskně velikašsky. (...) Hlavy jiných demokratických států světa (ale i nedemokratických) nejspíš blednou závistí. Tedy pokud se spíše neusmívají pod vousy či nekrotí hlavou nad tím téměř imperiálním divadlem. Že se američtí daňoví poplatníci pěkně prohnou, je nasnadě.“

„President Barack Obama sought to redefine the notion of a muscular US foreign policy yesterday, warning against "military adventures" and saying that America must lead the world through diplomacy and aid, not war. (...) The speech, which was billed as defining Mr Obama's foreign policy vision, advocated a middle way between the isolationism of a war-weary US public and the interventionism demanded by hawks.“

„It seemed to sum up so much about Barack Obama's presidency. As he stood at a lectern in the White House urging calm and discoursing in detached fashion about the "enormous progress" made in American race relations over the past decades, out on the streets of Ferguson, Missouri, the bricks and bottles were flying. (...) The paradox of his position as America's first black president is that in keeping his emotions in check – in only sympathising obliquely with the legitimate grievances of the protesters in Ferguson – Mr Obama risks being accused of inadvertently perpetuating the stalemate he vowed to break. On balance, however, the president is surely right to think that for him to take the alternative course, and fan the flames of old prejudices that endure more deeply than many Americans would like to accept, would be a giant step backwards.“

„I have long been a critic of the German foreign policy debate -- of its freeloading on the American security umbrella, coupled with moral grandstanding whenever the Americans did things their way; of too much analysis of past events and not enough thinking about how to get things right in the future; of its tendency to take words as a substitute for deeds. That's why I have usually given the Americans the benefit of the doubt: At least they took on problems nobody else was willing to tackle.“

„But then, at the height of the Syria conflict and just after yet another of Barack Obama's speeches, I suddenly understood the problem with this American president and his foreign policy. He sounded just like a German politician: all moral outrage, but little else to help end one of the most devastating civil wars of our age. President Obama, I thought with a sigh, has become European. (...) And therein lies the lesson to our American friends who seemingly want to become less involved and more European: There is no second America to back you up when you drop the ball.“

„Barack Obama yesterday refused to say whether France had overtaken Britain as America's closest ally, pleading that he could no more pick between them than he could between his two daughters. (...) Opinion polls show about 79 per cent of Americans hold a favourable view of Britain, compared with 59 per cent for France.“

„Všichni tři (Barack Obama, José Barroso, Herman Van Rompuy) se usmívali. Tiskli si ruce. I tímto gestem vysílali do světa jasné poselství: Nás nic nerozdělí. Americký prezident Barack Obama včera poprvé oficiálně zavítal do bruselského ústředí EU. (...) Na kontinentě totiž v poslední době narůstaly obavy, že Amerika na své staré spojení zapomíná. Proč? Spojené státy dlouho neskřývají, že za budoucí strategické kolbiště považují Asii.“

„Kdyby tyto technické vymoženosti viděl Q, dvorní dodavatel „hraček“ pro Jamese Bonda, asi by se mu na tváři objevil radostný úsměv. Jak nejnověji zjistil list The New York Times, americká tajná služba NSA umístila zhruba do 100 tisíc počítačů ve světě program, jenž umožňuje sledovat, navíc může vytvořit „dálnici“ pro digitální kybernetické útoky.“

„What should a civilised country do when people from war-torn foreign countries drift towards its shores? The debate is sharpest in Italy, which has seen hundreds die in its waters. (...) How can Britain respond to a problem that originates on beaches hundreds of miles to the south? Part of the answer lies close to home, with ever-tougher checks at British ports and other points of entry, to find people such as the luckless Afghans at Tilbury. And part of the answer lies far away, in the home countries of illegal immigrants: for example, ministers justify the controversial increase in Britain's overseas aid budget partly by arguing that making poor countries richer will make their citizens less likely to climb on to rafts and into shipping containers.“

„Once on EU soil, where do migrants go? Italy estimates that two-thirds of its new arrivals move on to other, richer EU countries; politicians in Germany and elsewhere suspect the Italians of encouraging that movement, in contravention of EU agreements. Many migrants attempt to claim asylum, arguing that being sent home would put them in danger. (...) So Europe falls between two stools. It has effectively internationalised its borders - to enter Italy is to enter the EU - but remains reluctant to internationalise the management of those borders. And if Europe's response remains faltering and uncertain, the same cannot

be said of the other actors in this drama. The urgent, desperate imperative that drives people, with babies in their arms, into shipping containers, is clear, and shows no sign of waning. The Afghans at Tilbury Docks suffered horribly, but that will not stop others from attempting to follow them.“

„Unusually calm seas in the Mediterranean and stagnant European economies are contributing to a perfect storm over migration. (...) With the euro zone's economy sputtering, countries simply cannot cope with a surge of migrants and asylum seekers. Yet the European Union is dragging its feet on forging a more unified approach to migration that would distribute the financial and social costs of coping with refugees more fairly. Last month, the United Nations said the rising death toll of migrants desperately trying to reach Europe required urgent action.“

„Only an end to terror and conflict in Syria, Iraq and Libya and a significant improvement in African living standards would stem the flow of desperate people from Africa and the Middle East who are reaching Europe. That, unfortunately, is not likely to happen in the immediate future. Europe has a crisis on its hands that is feeding the rise of populist anti-immigration parties and ugly xenophobia across the Continent.“

„The European Union needs to reform a migration policy that clearly is not working. Besides more and faster search-and-rescue operations at sea, Europe must provide legal avenues to safety, lest more migrants lose their lives on deadly journeys.“

„Slovo imigrant se v dnešní Evropě stává téměř nadávkou. Nešťastníci, kteří se často za velmi dramatických okolností vydávají za evropským snem o lepším životě, nebo prchají před domácími válkami, nejsou vítáni. Starý kontinent má svých vlastních starostí víc než dost a vstřícnost vůči trpícím se vytrácí. (...) Hlavní politické síly v zemích EU budou muset reagovat na šokující úspěch právě protimigračních stran, zejména v Británii a ve Francii. Lze očekávat, že vlády se přizpůsobí poptávce a budou proti nelegálnímu přistěhovaectví postupovat daleko razantněji než dosud. Otázkou zůstává, co to v dlouhodobém důsledku Evropě přinese.“

„Helping the terminally ill end their lives, condemned for decades as immoral, is gaining traction. Banned everywhere but Oregon until 2008, it is now legal in five states.“

„Doctors in France will have the right to put terminally ill patients into a deep sleep until they die, under plans that have reignited a national debate on euthanasia. (...) Euthanasia is illegal in France, but a 2005 law permits "passive euthanasia", in which a person causes death by withholding or withdrawing treatment that is necessary to maintain life.“

„Francouzský zákon z roku 2005 zakazuje aktivní eutanazii, ale umožňuje za určitých podmínek nechat zemřít člověka, jehož stav je beznadějný.“

„Včera však tamní poslanci schválili zákon, který povoluje možnost eutanazie pro těžce nemocné děti jakéhokoli věku. Kontroverzní ustanovení, které v království vyvolalo prudké diskuse už v prosinci, odhlasoval senát, takže zbývá jen podpis krále Philippa.“

„Sales of cannabis in America's first state to legalise the drug are surging far ahead of predictions, bringing huge additional tax revenue. (...) Cannabis is likely to become an annual billion-dollar industry in Colorado by next year after officials suggested that greater volumes of the drug are being sold than anticipated.“

„As one of the most authoritative media outlets in the US, the newspaper's support for the legalisation of marijuana will be a huge boost to campaigners.“

„Just as there is plenty of evidence that cannabis is harmful (as, indeed, are tobacco and alcohol) it also has palliative qualities. People suffering from multiple sclerosis, for instance, find that cannabis, or substances based on the drug, help relieve symptoms. (...) In any case, we are not talking about recreational use of cannabis. The arguments for and against decriminalising or legalising the drug have been gone over many times and it is clear that no government is going down that route this side of the next millennium. (...) But why should that stop its medicinal use? No proper explanation is ever given, so I am assuming that the reasons are the usual ones: that cannabis is a "gateway" drug to harder substances; or acknowledging it as a palliative would "normalise" it in the eyes of impressionable young people.“

Perhaps there is some merit in these points but it still doesn't explain why someone in pain should be denied by the state the opportunity to alleviate it if they choose.“

„A Better Way to Tax Policy makers trying to regulate the drug will face challenges similar to the ones American lawmakers faced at the end of Prohibition in 1933. Like alcohol during Prohibition, marijuana is widely available across the United States today. But it will become much more accessible after legalization, when businesses engaged in its production and sale no longer operate in the black market nor engage in violence.»

„We learned something about New York Times online commenters recently: They are far, far more supportive of marijuana legalization than the average American. (...) By and large, readers seem to support legalization for the same reasons the editorial writers do. They are convinced marijuana is less dangerous than alcohol and tobacco and believe that the criminalization of marijuana is more likely to ruin lives than marijuana itself. Arrest and incarceration for possession of a relatively harmless substance is, to many readers, unacceptable.“

„V Uruguayi si můžete v klidu zapálit jointa marihuany. Můžete si ho tam legálně koupit či vypěstovat na zahrádce. (...) Homosexuální páry se na tamních radnicích celkem běžně žení či vdávají. (...) Uruguay je progresivní, v posledních letech jde ostatním příkladem. Stala se nejliberálnější zemí Latinské Ameriky. Uruguay je prostě sexy !“

„Chronicky nemocní pacienti v Německu si mohou pěstovat konopí k léčebným účelům, pokud jim žádný jiný prostředek nepomáhá proti bolestem. (...) Soudce však zdůraznil, že rozsudek nic nemění na zákazu rekreačního užívání marihuany.“

„A french gossip magazine prompted outrage across the political spectrum yesterday by "outing" Florian Philippot, the vice-president of the far-Right Front National (FN), as homosexual. The rare breach of Gallic press protocol is an embarrassment for the FN, whose attitude towards homosexuals has historically ranged from ambivalent to homophobic. (...) The article was headlined: "Yes to love for all" – a play on words with France's recent Marriage for All bill legalising gay marriage.“

„Congratulations to Sir Elton John and his new husband, David Furnish, on their nuptials. I wonder, now that gay marriage is at long last legal, if the honours system will step in to the 21st century, too?“

„It now seems certain that before too many years elapse, the Supreme Court will be forced to acknowledge the logic of its own jurisprudence on same-sex marriage and redefine marriage to include gay couples in all 50 states. (...) Once this happens, the national debate essentially will be finished, but the country will remain divided, with a substantial minority of Americans, most of them religious, still committed to the older view of marriage.“

„Six state attorneys general - all Democrats - have refused to defend bans on same-sex marriage, prompting criticism from Republicans who say they have a duty to stand behind their state laws, even if they do not agree with them.“

„How is society to preserve open criticism of the government, while also protecting individuals from libel, or the publication of damaging false statements? (...) Today, our understanding of freedom of the press comes in large part from the Sullivan case. Its core observations and principles remain unchallenged, even as the Internet has turned everyone into a worldwide publisher -- capable of calling public officials instantly to account for their actions, and also of ruining reputations with the click of a mouse.“

„Still, American press freedoms rank among the broadest in the world. Citizens and media organizations in countries from China to India to Britain do not enjoy the same protections. In many parts of the world, journalists are censored, harassed, imprisoned and worse, simply for doing their jobs and challenging or criticizing government officials. In this area of the law, at least, the United States remains a laudable example.“

„V porovnání svobody médií ve světě si Česká republika oproti loňskému hodnocení polepšila o tři místa a je třináctá mezi 180 sledovanými zeměmi. (...) Nejsvobodnější média mají Finsko, Nizozemsko a Norsko. Naopak nejhorší podmínky ke svobodnému informování mají v Turkmenistánu, KLDR a Eritreji.“